



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 21 AVRIL 1945

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, APRIL 21st, 1945

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi,

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
8152 — 1-52

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
8152 — 1-52

Lettres patentes

"Allied Sportswear Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de février 1945, constituant en corporation: Hymie Nadler, gérant, Fanny Gotlieb, ménagère, épouse séparée de biens dudit Hymie Nadler et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Abie Moscovitch, opérateur, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir et obtenir à titre d'industrie en exploitation le commerce maintenant exercé dans les cité et district de Montréal, province de Québec, sous le nom de M. et N. Sportswear;

Exercer dans toute ou aucune de leurs spécialités tous ou quelques-uns ou plus des commerces suivants: le commerce de manufacturier, agent manufacturier, producteur, distributeur, acheteur, vendeur, importateur, exportateur, trafiquant, ou autrement faire le commerce comme marchands de gros, manufacturiers et agents de toutes sortes de vêtements et habits pour enfants, garçons et filles, hommes et femmes, et vêtements de sport de toute sorte et description, marchandises sèches, cotonnades, soieries, lainages vêtements, chapeaux et bonnets, panta-

Letters Patent

"Allied Sportswear Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1945, incorporating: Hymie Nadler, manager, Fanny Gotlieb, housewife, wife separate as to property of the said Hymie Nadler and duly authorized by him, and Abie Moscovitch, operator, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire and take over as a going concern the business now carried on in the City and District of Montreal, Province of Quebec, under the name of the M. & N. Sportswear;

To carry on in all or any of their branches all or any one or more of the following businesses; the business of manufacturing, manufacturer's agents, producing, distributing, buying, selling, importing, exporting, jobbers, or otherwise dealing with as wholesalers, manufacturers and agents in all kinds of children's, boys' and girls', mens' and womens' wearing apparel, clothing and sports wear of every kind and description, dry goods, cotton goods, silks, woollens, clothing, hats and caps, pants, slacks, dresses, furs, millinery, tweeds, fabrics, sportswear, sporting goods,

lions, pantalons de sport, robes, fourrures, mercerie, tweeds, tissus, vêtements de sport, articles de sport, complets de sport de toute sorte, jaquettes, robes d'intérieur, manteaux imperméables, coupe-vent, culottes, pyjamas, robes de bain, marchandises en cuir, cuir, tissus, laine, filés et autres matières fibreuses, marchandises imperméables, marchandises tricotées, marchandises de caoutchouc, et toutes autres sortes de vêtements, sous-vêtements, sous le nom de "Allied Sportswear Ltd.", avec un capital total de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le septième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9058 P. FRENETTE.

"Bristol Realty Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de décembre 1944, constituant en corporation: Jack Teller, marchand, Ruth Moscovitch, fille majeure et usant de ses droits, secrétaire, et David Reinblatt, gérant, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans le buts suivants:

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, et détenir, posséder, utiliser, améliorer, gérer, vendre, louer, aliéner par voie de bail emphytéotique ou autrement disposer, et généralement faire le commerce de terrains, immeubles, héritages, bâtisses et propriétés immobilières de toutes sortes et de tous intérêts ou droits en ic eux ou s'y rapportant; développer, améliorer et mettre en valeur toute propriété d'aucune sorte acquise ou détenue par la compagnie ou dans laquelle la compagnie est intéressée, et construire, démolir, modifier, réparer, améliorer et entretenir toutes bâtisses ou constructions dans ou sur icelle, sous le nom de "Bristol Realty Co. Ltd.", avec un capital total de \$99,900, divisé en 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et en 399 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt et unième jour de décembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9059 P. FRENETTE.

"Capri Gold Mines Ltd."

(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par, M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de mars 1945, constituant en corporation: Wendell Howard Laidley, Bernard de Lorimier Bourgeois, avocats, Mabel Macpherson Werner, veuve de Sheldon William Werner, Susan Good, fille majeure, et Agnes Gibbons, fille majeure, sténographes, tous des cité et district de Nontreal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible,

sporting apparel of every kind, jackets, house-coats, raincoats, windbreakers, breeches, pyjamas, bathrobes, leather goods, leather, textiles, wool, worsted and other fibrous substances, waterproof goods, knitted goods, rubber goods, any and all kinds of outergarments, undergarments, under the name of "Allied Sportswear Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, District of Montreal.

Dated at the Office of the Attorney General, this seventh day of February, 1945.

P. FRENETTE,
9058-o Ass't Deputy Attorney General.

"Bristol Realty Co. Ltd"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of December, 1944, incorporating: Jack Teller, merchant, Ruth Moscovitch, fille majeure et usant de ses droits, secretary, and David Reinblatt, manager, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, and to hold, own, use, improve, manage, sell, lease alienate by way of emphyteutic lease or, otherwise dispose of, and generally to deal in lands, real estate, hereditaments, buildings and immoveable property of all kinds and any interest or right therein or thereto; to develop, improve and turn to account any property of any kind acquired or held by the Company or in which the Company is interested, and to construct, pull down, alter, repair, improve and maintain any buildings or constructions therein or thereon, under the name of "Bristol Realty Co. Ltd.", with a total capital stock of \$99,900.00, divided into 600 preferred shares of the par value of \$100.00 each and 399 common shares of the par value of \$100.00 each.

The head Office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the Office of the Attorney General, this twenty-first day of December, 1944.

P. FRENETTE,
9059-o Ass't Deputy Attorney General.

"Capri Gold Mines Ltd."

(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, Revised Statutes of Quebec, 1941, Chapter 276, bearing date the twenty-first day of March, 1945, incorporating: Wendell Howard Laidley, Bernard de Lorimier Bourgeois, advocates, Mabel Macpherson Werner, widow of the late Sheldon William Werner, Susan Good, spinster, and Agnes Gibbons, spinster, stenographers, all of the City and District fo Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extract-

fondre, épurer, broyer, ou traiter de quelque manière que ce soit, le sol ou la terre, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Capri Gold Mines Ltd." (Libre de responsabilité personnelle) avec un capital total de \$3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt et unième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9091 P. FRENETTE.

"Ceramic Sales (Quebec) Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de janvier 1945, constituant en corporation: William Teetzel Clarke, de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, vendeur, Charles Leonard Tobin, vendeur, et George Samuel McFadden, avocat et conseil en Loi du Roi, tous deux des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter ou autrement acquérir, vendre ou autrement disposer de, détenir, posséder, exporter, importer, agir comme distributeur général de, et faire le commerce, soit comme mandant ou agent, agent à commission, dépositaire ou autrement, de toutes sortes de porcelaine, verrerie, poterie et autres marchandises de nature similaire, sous le nom de "Ceramic Sales (Quebec) Limited", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le onzième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9092 P. Frenette.

"Coulonge Lumber Company, Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept décembre 1944, constituant en corporation: Raoul Joseph LaBine, du village de Fort Coulonge, marchand de bois, Rolande Légaré, stagiaire, fille majeure, et Henri DesRosiers, notaire, tous deux de la cité de Hull, tous de la Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de marchand en gros et en détail, importateur, exportateur et en général de marchand et négociant de toutes sortes de bois et de bois à construction comme marchand de bois et manufacturier, et faire toutes les opérations connexes à l'industrie ou au commerce du bois, sous le nom de "Coulonge Lumber Company, Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Fort Coulonge, district de Pontiac.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-sept décembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9060 P. FRENETTE.

ing any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Capri Gold Mines Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of \$3,000,000, divided into 3,000,000 shares of \$1.00 each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of March, 1945.

P. FRENETTE
9091-o Ass't Deputy Attorney General.

"Ceramic Sales (Quebec) Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of January, 1945, incorporating: William Teetzel Clarke, of the City of Toronto, in the province of Ontario, salesman, Charles Leonard Tobin, Salesman, and George Samuel McFadden advocate and King's Counsel, both of the City and District of Montreal, Province of Quebec for the following purposes:

To buy or otherwise acquire, to sell or otherwise dispose of, to hold, own, export, import, act as general distributors of, and deal in, either as principal or agent, upon commission, consignment or otherwise, all kinds of china, glassware, pottery and other merchandise of a similar nature, under the name of "Ceramic Sales (Quebec) Limited", with a total capital stock of \$10,000.00, divided into 100 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1945.

P. FRENETTE
9092-o Ass't Deputy Attorney General.

"Coulonge Lumber Company, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of December, 1944, incorporating: Raoul Joseph LaBine, of the Village of Fort Coulonge, lumber dealer, Rolande Légaré, law clerk, spinster, of age of majority, and Henri Desrosiers, notary, both of the City of Hull, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of a wholesale and retail merchant, importer, exporter and dealer generally in and with all kinds of wood and timber as a lumber merchant and manufacturer, and to carry on any operations whatsoever connected with the lumber industry or business, under the name of "Coulonge Lumber Company, Limited", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Fort Coulonge, in the District of Pontiac.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of December, 1944.

P. FRENETTE,
9060-o Ass't Deputy Attorney General.

"D & B Textiles Ltd."

"D & B Textiles Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de décembre 1944, constituant en corporation: John Michael Schlesinger, Harry Benjamin Fogul, tous deux avocats, et Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of December, 1944, incorporating: John Michael Schlesinger, Harry Benjamin Fogul, both advocates, and Freda Pomerance, secretary, spinster of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Exercer le commerce et le négoce en gros et en détail de marchands et trafiquants de marchandises sèches de toutes espèces, tissus, soieries, lainages, cotonnades, draperies, couvre-lits, toiles et autres articles semblables, sous le nom de "D. & B. Textiles Ltd.", avec un capital total de \$49,900 divisé en 4990 actions de \$10 chacune.

To carry on the trade and business of wholesale and retail dealers and jobbers in all classes of dry goods, textiles, silks, woollens, cottons, draperies, bedspreads, linens and other kindred articles, under the name of "D & B Textiles Ltd.", with a total capital stock of \$49,900.00, divided into 4990 shares of \$10.00 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-deuxième jour de décembre 1944.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of December, 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9093 P. FRENETTE.

P. FRENETTE
9093-o Ass't Deputy Attorney General.

"Desroches Limitée"

"Desroches Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec de lettres patentes, en date du dix-huitième jour de décembre 1944, constituant en corporation: Laurent Desroches, avocat, Jacqueline Laliberté et Béatrice Corriveau, sténographes, tous trois de la ville et du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1944, incorporating: Laurent Desroches, advocate, Jacqueline Laliberté and Béatrice Corriveau, stenographers, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Exercer les opérations qui consistent à manufacturer, réparer, acheter, vendre, importer, exporter, en gros et en détails et autrement faire le commerce et le négoce de meubles ou autres effets de ménage et de lingerie; comme tous vêtements pour dames, messieurs et enfants, sous le nom de "Desroches Limitée", avec un capital total de \$49,000.00, divisé en 3000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10.00 chacune et 1900 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10.00 chacune.

To carry on the operations which consist in manufacturing, repairing, buying, selling, importing, exporting, wholesale and retail, and otherwise trading and dealing in furniture or other household effects and linens; likewise ladies', gentlemen's and children's wearing apparel, under the name of "Desroches Limitée", with a total capital stock of \$49,000, divided into 3000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 1900 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est situé au numéro 4 est, rue Notre-Dame, Montréal, district de Montréal.

The head office of the company is at No. 4 Notre-Dame street, East, Montreal, district of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-huitième jour de décembre 1944.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1944.

L'Assistant procureur général suppléant,
9061-o P. FRENETTE.

P. FRENETTE,
9061 Assistant Deputy Attorney General.

"Duncan Furniture Manufacturing Co. Ltd."

"Duncan Furniture Manufacturing Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de décembre 1944, constituant en corporation: Charles Brownstein, avocat, Julius Borer, comptable agréé, et Mme Sophie Borer, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Julius Borer et dûment autorisée par lui, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1944, incorporating: Charles Brownstein, advocate, Julius Borer, chartered accountant, and Mrs. Sophie Borer, secretary wife separate as to property of the said Julius Borer and duly authorized by him, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Faire, manufacturer, réparer, refaire, rebâtir, donner le service, acheter ou autrement acquérir, détenir, posséder, vendre, louer, céder, transporter, transférer, exporter, importer, négocier et faire le commerce, en gros et en détail, de meubles de toutes sortes, spécialités, lampes, outillage, garnitures, ornements, appliques, disposi-

To make, manufacture, repair, remake, rebuild, service, purchase, or otherwise acquire, hold, own, sell, lease, convey, transport, transfer, export, import, trade and deal in, wholesale and retail, in furniture of all kinds, specialties, lamps, equipment, fittings, ornaments, fixtures, appliances, radios, cabinets, accessories and

tifs, radios, cabinets, accessoires et pièces, systèmes d'intercommunication, haut-parleurs, appareils électriques, ameublement de maison et de bureau en général, et accessoires de toutes sortes et descriptions pour bureaux, sous le nom de "Duncan Furniture Manufacturing Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-huitième jour de décembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9062 P. FRENETTE.

"Editions Roy Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de décembre 1944, constituant en corporation: Jean-Marie Nadeau, André Nadeau et Gaston Pouliot, tous trois avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de gros et de détail, et le métier d'imprimeur, d'éditeur et de libraire;

Acheter, exploiter, utiliser, vendre des droits d'auteur, d'éditions de tous ouvrages parus ou en préparation;

Exercer l'industrie de lithographie, de graveur, de relieur de photographies, de photographe, ainsi que les industries et arts accessoires, sous le nom de "Éditions Roy Ltée", avec un capital total de \$10,000.00, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie est situé à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt et unième jour de décembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9063-o P. FRENETTE.

"Galibert Leather Co. Ltd."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit décembre 1944, constituant en corporation: Casimir Galibert et Paul Galibert, tous deux tanneurs, de la ville de Rigaud, Michael Greenblatt, avocat, de la cité de Westmount, Melvin Salmon, avocat, de la cité de Montréal, Sonya Gertin, teneuse de livres, et Rola Heller, commis, les deux dernières de la cité d'Outremont, filles majeures, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Tanner, exploiter une tannerie, manufacturer, préparer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce ou négoce de peaux, et cuir de toute sorte; faire les opérations qui consistent à manufacturer, tanner, préparer, acheter et vendre des peaux de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre, préparer ou tanner ou autrement en disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de peaux, cuir et marchandises semblables, sous le nom de "Galibert Leather Co. Ltd.", avec un capital total de \$99,900, divisé en 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 et 249 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Rigaud, Province de Québec.

parts, intercommunicating systems, loud speakers, electric fixtures, household and office furniture generally, and office equipment of all sorts and descriptions, under the name of "Duncan Furniture Manufacturing Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 common shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1944.

P. FRENETTE,
9062-o Ass't Deputy Attorney General.

"Editions Roy Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of December, 1944, incorporating: Jean-Marie Nadeau, André Nadeau and Gaston Pouliot, all three advocates, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the wholesale and retail business and trade of printer, editor and stationer;

The buy, operate, utilize, sell copyrights, publications of any works already published or in preparation;

To carry on the industry of lithographer, engraver, binder of photographs, photoengraver and also all industries and arts incidental thereto, under the name of "Éditions Roy Ltée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of December, 1944.

P. FRENETTE,
9063 Assistant Deputy Attorney General.

"Galibert Leather Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1944, incorporating: Casimir Galibert and Paul Galibert, both tanners, of the Town of Rigaud, Michael Greenblatt, advocate, of the City of Westmount, Melvin Salmon, advocate, of the City of Montreal, Sonya Gertin, bookkeeper, and Rola Heller, clerk, those two latter of the city of Outremont, spinsters, all in the Province of Quebec, for the following purposes:

To tan, operate a tannery, manufacture, process, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with hides, skins and leather of every sort; to carry on the business of manufacturing, tanning, processing, buying and selling of hides, skins and leather of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, process or tan or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of hides, skins, leather and similar goods, under the name of "Galibert Leather Co. Ltd.", with a total capital stock of \$99,900.00, divided into 750 preferred shares of the par value of \$100.00 and 24 common shares of the par value of \$100.00 each.

The head office of the company will in the Town of Rigaud, in the Province of Québec.

Daté du bureau du procureur général, le dix-huit décembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9064 P. FRENETTE,

"Horn's Restaurant Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de décembre 1944, constituant en corporation: Moses Moscovitch, avocat, Jean Calder and Margaret McMartin, toutes deux filles majeures, commis, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'hôtel, cafétaria, restaurant, café, taverne, comptoir de rafraichissements, salle à diner, fournisseurs, épiciers licenciés, marchands de vins et bières et spiritueux, conformément aux lois de la province de Québec, marchands de toutes sortes de friandises, manufacturiers d'eaux minérales et autres breuvages, fournisseurs de divertissements publics en général, importateurs et courtiers de produits alimentaires, comprenant les bestiaux vivants et morts, et de produits domestiques et étrangers de toutes descriptions, marchands de tabac et de cigares, propriétaires d'une salle d'écriture et de journaux et de loges pour théâtres et l'opéra;

Exercer le commerce, en gros et en détail, de boulangers, confiseurs et manufacturiers de biscuits, faire le commerce d'aliments cuits de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "Horn's Restaurant Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingtième jour de décembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9065 P. FRENETTE.

"Inter-cité Transport Limitée"
"Inter-city Transport Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingtième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Jos.-A. Gouin, entrepreneur de transport, Dame Rose Lacoursière Gouin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens du dit Jos.-A. Gouin, et Paul Gouin, surintendant, tous trois des cité et district de Trois-Rivières, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer un commerce de transport par camions, automobiles ou autres moyens de transport, privés ou publics; exercer tous ou aucuns des commerces suivants; voiturier en général, par terre, ou par eau et par air, agent de chemin de fer et d'expédition, agents d'emmagasinage et d'entreposage, de transport et de messagerie et tous autres commerces semblables; et exercer le commerce qui consiste à exploiter des camions de toutes sortes, des bateaux à vapeur, des remorques, à tels endroits que la compagnie jugera convenables;

Exercer le commerce de remorquage dans toutes ces spécialités et exercer un commerce général de démolition et de récupération; exercer le commerce d'emmagasinage et d'entreposage, sous le nom de "Inter-Cité transport Limitée"—"Inter-city Transport Limited", avec un capital total de

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1944.

P. FRENETTE,
9064 Ass't Deputy Attorney General.

"Horn's Restaurant Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1944, incorporating: Moses Moscovitch, advocate, Jean Calder and Margaret McMartin, both spinsters, clerks, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of Hotel, cafetaria, restaurant, café, tavern, refreshment booth, dining room, caterers, license victuallers, wine and beer and spirit merchants, in accordance with the laws of the Province of Quebec, dealers in all kinds of delicatessen goods, manufacturers of mineral waters and other drinks, purveyors for public amusements generally, importers and brokers of foods, including live and dead stock, and domestic and foreign products of all descriptions, tobacco and cigar merchants, writing and newspaper room, theatrical and open box proprietors;

To carry on the business of wholesale and retail, bakers, confectioners and biscuit manufacturers, to deal in all kinds and descriptions of cooked foods, under the name of "Horn's Restaurant Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of December, 1944.

P. FRENETTE,
9065-o Ass't Deputy Attorney General.

"Inter-cité Transport Limitée"
"Inter-City Transport Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1945, incorporating: Jos. A. Gouin, contractor for carrying, Dame Rose Lacoursière Gouin, housewife, wife separate as to property by marriage contract of the said Jos. A. Gouin, and Paul Gouin, superintendent, all three of the city and district of Trois-Rivières, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the transportation business by means of trucks, automobiles or other means of transportation, whether private or public; to carry on all or any of the following businesses: general carrier, by land, by water or air, railway and shipping agent, warehouse and storage agents transport and conveyance agents and all other similar business; to carry on the business which consists in operating trucks of all kinds, steamboats, tugs, at such places as the company may deem fit;

To carry on the towing business in all its specialties and to carry on a general wrecking and salvaging business; to carry on a warehouse and storage business, under the name of "Inter-Cité Transport Limitée"—"Inter-City Transport Limited", with a total capital stock of \$50,000

\$50,000.00 divisé en 500 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie est situé à Trois-Rivières, district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du procureur général, ce vingtième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant.
9094-o P. FRENETTE.

“Jillcraft Ltd.”

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de décembre 1944, constituant en corporation: Marcus M. Sperber, avocat, Solomon Vineberg, notaire, tous deux de la cité de Westmount, et Clarence R. Gross, avocat, de la ville d'Hampstead, tous du district de Montreal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer et vendre des robes, vêtements de sport, blouses, lingerie, pour enfants et dames, et en général des vêtements de toutes espèces pour enfants et dames dans toute la province de Québec, et à cette fin, acheter, vendre et manufacturer des robes, vêtements de sport, lingerie, pour enfants et dames, et fabriquer des vêtements de toute nature, taille ou forme ou de toute espèce ou genre que ce soit, pour enfants et dames, sous le nom de “Jillcraft Ltd.”, avec un capital total de \$20,000, divisé en 2000 actions de dix dollars (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-neuvième jour de décembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9066 P. FRENETTE.

“Luxiana (Health) Ranch, Incorporated”

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf décembre 1944, constituant en corporation: Russell Y. Graul, président de compagnie, de Verchères, Marcel B. Morency et Gérard Labelle, comptables agréés, tous deux de Montréal, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, acquérir, louer, ériger, construire ou autrement posséder, arranger, disposer, exploiter, conduire, vendre, disposer de fermes, ranch, hôtels, restaurants, tavernes, buffets, cafés, débit de lait, halles, lieux de délassement, service alimentaire, boutiques de fleurs, salles à dîner, salles de billard, jeux de quilles et jeux de billard, cours de golf et clubs, cours de tennis et salles de repos, écoles de natation, plages publiques et privées, terrains de ski et clubs, patinoires, et clubs soit pour patins à roulettes ou à lames, et ou tous autres lieux d'amusement et ou exercer en plus le commerce de tenancier d'hôtels licenciés, marchands de tabac, bière, vin, liqueurs douces, soit minérales ou artificielles, sous le nom de “Luxiana (Health) Ranch, Incorporated”, avec un capital total de \$50,000, divisé en 1000 actions de \$50 chacune.

Les pouvoirs accordés ne seront pas interprétés comme permettant le jeu, les jeux de hasard, d'habileté ou de mise à l'enjeu.

Le siège social de la compagnie sera à Verchères, Province de Québec.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9094 Assistant Deputy Attorney General.

“Jillcraft Ltd.”

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1944, incorporating: Marcus M. Sperber, advocate, Solomon Vineberg, notary, both of the City of Westmount, and Clarence R. Gross, advocate, of the Town of Hampstead, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and selling children's and ladies' dresses, sportswear, blouses, lingerie and general children's and ladies' wear of all types throughout the province of Quebec, and to that end, to buy, sell and manufacture children's and ladies' dresses, sportswear, lingerie and children's and ladies' wear products in any way, nature, shape or form or by any means or kind whatsoever, under the name of “Jillcraft Ltd.”, with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 2000 shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company to be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of December, 1944.

P. FRENETTE,
9066-o Ass't Deputy Attorney General.

“Luxiana (Health) Ranch, Incorporated”

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1944, incorporating: Russell Y. Graul, company president, of Verchères, Marcel B. Morency and Gérard Labelle, certified accountants, both of Montreal, all in the Province of Quebec, for the following purposes:

Purchase, acquire, rent, erect, build or otherwise possess, arrange, lay out, operate, conduct, sell, dispose of farms, ranches, hotels, restaurants, taverns, grills, cafés, milk bars, halls, refreshing grounds, caterers flower shops, dining rooms, billiards halls, bowling academies and pool rooms, golf courses and clubs, tennis ground and rooms, natatoriums, public and private beaches, ski grounds and clubs, skating rinks and clubs whether rolling or on ice, and or such other amusement places and or furthermore exercise the businesses of licensed hotels, tobacco merchants, beer, wine, soft drinks, either mineral, artificial, under the name of “Luxiana (Health) Ranch, Incorporated”, with a total capital stock of \$50,000.00, divided into 1000 shares of \$50.00 each.

The powers granted shall not be construed as permitting gambling, games of chance, of ability or for a stake.

The head office of the company will be at Verchères, in the Province of Quebec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-neuf décembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9067 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1944.

P. FRENETTE,
9067-o Ass't Deputy Attorney General.

“Margolis Dress Co. Ltd.”

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de décembre 1944, constituant en corporation: Sam Margolis, manufacturier, Madame Ida Lebner, épouse séparée de biens dudit Sam Margolis et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et William Bercovitch, fourreur, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, faire commerce, importer, exporter, en gros et en détail, des robes, manteaux, costumes, vêtements de sport, pour dames, demoiselles, femmes et enfants, et fabriquer des vêtements de toute description que ce soit, pour femmes, sous le nom de “Margolis Dress Co. Ltd.”, avec un capital total de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-huitième jour de décembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9068 P. FRENETTE.

“Margolis Dress Co. Ltd.”

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1944, incorporating: Sam Margolis, manufacturer, Mrs. Ida Lebner, wife separate as to property of the said Sam Margolis and duly authorized by him for these presents, and William Bercovitch, furrier, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, ladies', misses', women's and children's dresses, coats, suits, sportswear, and to manufacture women's wearing apparel of any description whatsoever, under the name of “Margolis Dress Co. Ltd.”, with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1944.

P. FRENETTE,
9068-o Ass't Deputy Attorney General.

“Masin Realty Corp.”

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes et date du quinzième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Melvin Salmon, avocat, de la cité de Montréal, Sonya Gertin, teneuse de livres, fille majeure, et Bena Godlovitch, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, échange, bail ou par tous autres titres légaux, et posséder, détenir, améliorer, administrer, utiliser, développer, user et jouir, ou autrement faire le commerce et mettre en valeur, et vendre, louer, échanger ou autrement céder et disposer de biens immobiliers et des intérêts en iceux, et de bâtisses et autres constructions dessus érigées, limites forestières, pouvoirs hydrauliques et autres, et de propriétés immobilières de toutes sortes et descriptions et des droits sur ces propriétés, et, en particulier, acquérir par achat, posséder, détenir, améliorer, administrer, utiliser, développer, user et jouir, ou autrement faire le commerce et mettre en valeur les propriétés immobilières portant le N° civique 5215 Chemin Côte Ste-Catherine, en la cité de Montréal, et le N° civique 4727 Mountain Sights, en la cité de Montréal, sous le nom de “Masin Realty Corp.”, avec un capital total de \$99,900, divisé en 999 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quinzième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9069 P. FRENETTE.

“Masin Realty Corp.”

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of January, 1945, incorporating: Melvin Salmon, advocate, of the City of Montreal, Sonya Gertin, bookkeeper, spinster, and Bena Godlovitch, stenographer, spinster, both of the City of Outremont, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, exchange, lease or any other legal title, and to possess, hold, improve, administer, utilize, develop, use and enjoy, or otherwise deal with and turn to account, and to sell, lease, exchange or otherwise make over and dispose of real estate and interests therein, and buildings or other structures thereon erected, timber limits, water and other powers, and immoveable property of all kinds and descriptions and rights in such property, and, in particular, to acquire by purchase, possess, hold, improve, administer, utilize, develop, use and enjoy, or otherwise deal with and turn to account the immoveable properties bearing Civic No. 5215 Cote St. Catherine Road in the City of Montreal, and Civic No. 4727 Mountain Sights in the City of Montreal, under the name of “Masin Realty Corp.”, with a total capital stock of \$99,900.00, divided into 999 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9069-o Ass't Deputy Attorney General.

"National Import Ltd."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux décembre 1944, constituant en corporation: John Michael Schlesinger et Harry Benjamin Fogul, tous deux avocats, et Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les métiers et commerce de marchands et négociants en gros et en détail de tous genres de bijoux, ornements, nouveautés, breloques, accessoires électriques et de maison et autres articles semblables, sous le nom de "National Import Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-deux décembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9070 P. FRENETTE.

"National Import Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of December, 1944, incorporating: John Michael Schlesinger and Harry Benjamin Fogul, both advocates, and Freda Pomerance, secretary, spinster of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of wholesale and retail dealers and jobbers in all classes of jewellery, ornaments, novelties, trinkets, electrical and home appliances and other kindred articles, under the name of "National Import Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00 divided into 2000 shares of \$10.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of December, 1944.

P. FRENETTE,
9070-o Ass't Deputy Attorney General.

"Peninsula Construction Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de décembre 1944, constituant en corporation: Wilson Boyle, contracteur, de Gaspé Bay South, Dr Charles-H. Houde, dentiste, de New Carlisle, Joseph-L. Duguay, avocat, de Chandler, Eloi Plante, commerçant, et J. Russell Keays, comptable, ces deux derniers de Gaspé, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Construction d'édifices, bâtisses, chemins, ponts, en un mot construction en général, et réparations de tous genres, sous le nom de "Peninsula Construction Co. Ltd.", avec un capital total de \$99,900.00, divisé en 999 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie est situé à Gaspé, district de Gaspé.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt et unième jour de décembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9071-o P. FRENETTE.

"Peninsu'a Construction Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of December, 1944, incorporating: Wilson Boyle, contractor, of Gaspé Bay South, Dr. Charles-H. Houde, dentist, of New Carlisle, Joseph-L. Duguay, advocate, of Chandler, Eloi Plante, merchant, and J. Russell Keays, accountant, these two latter of Gaspé, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

The construction of buildings, houses, roads, bridges, in a word construction work in general, and repairs of all kinds, under the name of "Peninsula Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of \$99,900, divided into 999 shares of \$100 each.

The head office of the company is at Gaspé, district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of December, 1944.

P. FRENETTE,
9071 Assistant Deputy Attorney General.

"Playtime Children's Sportswear Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatrième jour de janvier 1945, constituant en corporation: John J. Wasserman, Samuel Chait, tous deux avocats, et Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, acheter, vendre, importer et exporter des marchandises sèches, cotonnades, soieries, lainages, vêtements d'enfants, vêtements pour garçons, filles, hommes et femmes, chapeaux et casquettes, pantalons, costumes, robes, fourrures, mercerie, tweeds, tissus et vêtements de toute sorte et description, fournitures de toute sorte pour dames et hommes, vêtements de sport, articles de sport et complets de sport de toute sorte et description, pour garçons, filles, dames et hommes, sous le nom de

"Playtime Children's Sportswear Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1945, incorporating: John J. Wasserman, Samuel Chait, both advocates, and Freda Pomerance, secretary, fille majeure, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, buy, sell, import and export dry goods, cotton goods, silks, wools, children's wear, boy's and girl's, men's and women's clothing, hats and caps, pants, suits, dresses, furs, millinery, tweeds, fabrics and garments of every kind and description, ladies' and men's furnishings of every kind, boy's, girl's, ladies' and men's sportswear, sporting goods and sporting apparel of every kind and description, under the name of "Playtime Children's Sportswear Inc.", with a total capital

"Playtime Children's Sportswear Inc.", avec un capital total de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quatrième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9072 P. FRENETTE.

"Popular Brands Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de janvier 1945, constituant en corporation: Moses Moscovitch, avocat, Margaret McMartin et Jean Calder, filles majeures, commis, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, producteurs, marchands et vendeurs, importateurs, exportateurs et négociants d'habits, toilettes et vêtements de toute sorte et description pour hommes, femmes et enfants, en gros et en détail;

Prendre en tout ou en partie le commerce des compagnies "Popular Pants & Sportswear Manufacturing Company" et "Rudner's Limited", des corporations de Québec, soit comme des industries et exploitation ou autrement, et les payer en actions de la compagnie ou autrement, sous le nom de "Popular Brands Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-septième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9095 P. FRENETTE.

"Sandy's Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de décembre 1944, constituant en corporation: Charles Brownstein, avocat, Sophie Borer, secrétaire, épouse séparée de biens de Julius Borer et dûment autorisée par lui, et ledit Julius Borer, comptable agréé, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'un restaurant, acheter, vendre, servir et faire le commerce de toutes sortes de produits alimentaires, légumes, fruits, viande, poisson, produits laitiers, céréales, produits agricoles et naturels, épicerie, cigares, cigarettes, tabacs, gomme, bonbons, breuvages, eaux gazeuses, minérales et artificielles, journaux, revues et souvenirs; obtenir un permis et faire le commerce de bière, vins et liqueurs spiritueuses conformément à la Loi des liqueurs de Québec; exercer le commerce de fournisseurs et de confiseurs; exploiter des entrepôts; salles de danse, présentations de vues animées, étabes pour l'équitation et autres endroits de divertissements publics, sous le nom de "Sandy's Inc.", avec un capital total de \$49,000, divisé en 490 actions ordinaires de \$100 chacune.

Les pouvoirs accordés ne permettent pas les jeux à l'argent, jeux de hasard, ni les jeux mixtes de hasard et d'habileté.

stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9072-o Ass't Deputy Attorney General.

"Popular Brands Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of January, 1945, incorporating: Moses Moscovitch, advocate, Margaret McMartin and Jean Calder, spinsters, clerks, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, producers of, dealers in and vendors of, importers, exporters, and jobbers of men's, women's and children's clothing, garments and wearing apparel of every kind and description, wholesale and retail;

To take over the whole or part of the business of Popular Pants & Sportswear Manufacturing Company and Rudner's Limited, Quebec corporations, whether as going concerns or otherwise, and to pay for same in shares of stock of the company or otherwise, under the name of "Popular Brands Ltd.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 200 common shares of \$100.00 each and 200 preferred shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montréal, in the District of Montreal.

Dated, at the office of the Attorney General, this seventeenth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9095-o Ass't Deputy Attorney General.

"Sandy's Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of December, 1944, incorporating: Charles Brownstein, advocate, Sophie Borer, secretary, wife separate as to property of Julius Borer and duly authorized by him, and the said Julius Borer, chartered accountant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of a restaurant, to buy, sell, serve, and deal in all kinds of foodstuffs, vegetables, fruits, meat, fish, dairy, cereals, agricultural and natural products, groceries, cigars, cigarettes, tobacco, gum, candy, beverages, aerated mineral and artificial waters, newspapers, magazines, and souvenirs; to become licensees for and deal in beer, wines and spirituous liquors, in conformity with the Quebec Liquor Act; to carry on the business of caterers and confectioners; to operate storage warehouses; dance halls, moving picture exhibits, riding stables and other places of public amusement, under the name of "Sandy's Inc.", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 490 common shares of \$100.00 each.

The powers granted do not permit gambling games, games of chance and games of chance and skill mixed.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt et unième jour de décembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9073 P. FRENETTE.

"Sport Fashions Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de janvier 1945, constituant en corporation: David Miller, William Perlin et Osher Glick, tous marchands, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de marchands et manufacturiers de toutes sortes de vêtements de sport et robes d'intérieur pour dames, et vêtements pour enfants, blouses, ceintures, jaquettes, et vêtements de toutes sortes pour hommes et dames, sous le nom de "Sport Fashions Incorporated", avec un capital total de \$20,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le huitième jour de janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9074 P. FRENETTE.

"Style Guild Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de décembre 1944, constituant en corporation: David Ernest Ruttenberg, gérant, des cité et district de Montréal, Sonya Gertin, teneuse de livres, et Celia Cohen, sténographe, toutes deux filles majeures, de la cité d'Outremont, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce ou le négoce de la laine, des cotonnades, lainages, soieries, toiles et vêtements de toutes sortes; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter, et vendre des vêtements de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre, ou autrement disposer de, manufacturé, produire, importer et exporter toutes sortes de robes de chambre pour hommes et femmes, vêtements de sport, foulards et parures de cou, sous le nom de "Style Guild Inc.", avec un capital total de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général le dix-huitième jour de décembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9075 P. FRENETTE.

"Trudeau et Fils Ltée"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre janvier 1945, constituant en corporation: William Patrick Creagh, stagiaire, John Lawrence McCrory et Cecil Bruce Cooke, tous deux sténographes, tous

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of December, 1944.

P. FRENETTE,
9073-o Ass't Deputy Attorney General.

"Sport Fashions Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1945, incorporating: David Miller, William Perlin and Osher Glick, all being merchants, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of traders and manufacturers of all kinds of ladies sportswear and housecoats, and children's wear, blouses, waists, jackets, and men's and ladies' apparel of all kinds, under the name of "Sport Fashions Incorporated", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9074-o Ass't Deputy Attorney General.

"Style Guild Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1944, incorporating: David Ernest Ruttenberg, manager, of the City and District of Montreal, Sonya Gertin, bookkeeper, and Celia Cohen, stenographer, both spinsters, of the City of Outremont, District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying, and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of men's and ladies' dressing gowns, sportswear, scarves and neckwear, under the name of "Style Guild Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1944.

P. FRENETTE,
9075-o Ass't Deputy Attorney General.

"Trudeau et Fils Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of January, 1945, incorporating: William Patrick Creagh, law clerk, John Lawrence McCrory and Cecil Bruce Cooke, both stenographers, all of the City and District of Mont-

des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Conduire, faire le commerce et s'occuper, de quelque manière que ce soit, du commerce et des travaux de constructeurs généraux de chemins, y compris, sans limiter en aucune manière la généralité de ce qui précède, les affaires et travaux de posage, disposition, régularisation de pente, courbage, pavage, macadamisation, ciment, ensablement, construction, érection, édification, entretien de toute sorte et description, de rues, chemins publics et privés, grandes routes, voies d'embranchement et d'évitement de chemins de fer et de tramways, planchéage de ponts, champs d'aérage et champs de sports publics et privés; l'excavation, construction, reconstruction, édification, démolition, modification, réparation, aménagement, ou amélioration de toute sorte et description, de maisons, hôtels, entrepôts, marchés, édifices publics ou privés et tous autres travaux ou commodités d'utilité publique, usines, bâtiments, bassins, ports, ponts, jetées, quais, glissements, égouts, drains, puits, murs, canaux, réservoirs, remblais, irrigation, téléphone, télégraphe, aqueduc, gaz, lumière électrique, usines génératrices, et exécuter tous travaux électriques, mécaniques, métallurgiques, chimiques, travaux de construction hydraulique et d'architecture, et en général faire et exécuter tous travaux de bâtisseurs et constructeurs, et dans ce but, solliciter, obtenir, faire, exécuter, sous-entreprendre et sous-louer par contrats, décrets et concessions tout commerce de construction et d'érection et tous travaux y connexes, sous le nom de "Trudeau et Fils Ltée", avec un capital total de cent mille dollars (\$100,000), divisé en mille (1,000) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Anne de Bellevue, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-quatre janvier 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9076 P. FRENETTE.

"Wells Construction Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de février 1945, constituant en corporation: Frank D. Lindsay, Ralph C. Tees, tous deux de la cité de Montréal, et Stanley Stanger, de la ville de Hampstead, officiers d'une compagnie de fiducie, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire, passer, remplir et exécuter des contrats pour l'édification, l'érection, l'amélioration, la construction, la modification, la réparation, la décoration, la finition et la fourniture de maisons, bâtisses, entrepôts, magasins, édifices, usines, logements et constructions de toute sorte et description; exercer dans toutes leurs spécialités respectives le commerce de constructeurs, entrepreneurs, décorateurs et tous ces métiers et commerces qui se rapportent ou sont connexes au commerce général qui consiste à bâtir et à construire, sous le nom de "Wells Construction Company Limited", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10. chacune.

Le siège social de la compagnie est à Verdun, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce septième jour de février 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9096 P. FRENETTE.

real, Province of Quebec, for the following purposes:

To conduct and carry on and engage in, in any way or manner whatsoever, the businesses and activities of general road builders, including, without in any way or manner limiting the generality of the foregoing, the business and activities of locating, laying out, grading, curbing, paving, macadamizing, cementing, gravelling, building, erecting, constructing, maintaining any and all kinds and descriptions of streets, public and private roads, highways, railway and tramway branches and sidings, bridge floorings, public and private air-fields and sports fields, the excavating, building, rebuilding, erecting, demolishing, altering, repairing, equipping, or improvement of all kinds and descriptions of houses, hotels, warehouses, markets, public and private buildings and all other works or conveniences of public utility, factories, buildings, docks, harbours, bridges, piers, wharves, slips, sewers, drains, wells, walls, canals, reservoirs, embankments, irrigations, telephonic, telegraphic, water, gas, electric light, heat and power plants, and to perform electrical, mechanical, metallurgical, chemical and hydraulic engineering and architectural work, and generally to do and perform any and all work as builders and contractors, and with that end in view to solicit, obtain, make, perform, carry out, sub-contract and sub-let contracts, decrees and concessions, for or in relation to the building and contracting business and the work connected therewith, under the name of "Trudeau et Fils Ltée", with a total capital stock of One hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into One thousand (1,000) shares of the par value of One hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the company will be at Ste. Anne de Bellevue, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of January, 1945.

P. FRENETTE,
9076-o Ass't Deputy Attorney General.

"Wells Construction Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1945, incorporating: Frank D. Lindsay, Ralph C. Tees, both of the City of Montreal, and Stanley Stanger, of the Town of Hampstead, Trust Company Officers, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To make, enter into, perform, and carry out contracts for building, erecting, improving, constructing, altering, repairing, decorating, finishing and furnishing houses, buildings, warehouses, storerooms, edifices, works, tenements, and structures of every kind and description; to carry on in all their respective branches the business of builders, contractors, decorators, and such other trades and businesses as pertain to or are connected with the general business of building and construction, under the name of "Wells Construction Company Limited", with a total capital stock of \$10,000.00, divided into 1,000 shares of \$10.00 each.

The head office of the company is at Verdun, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1945.

P. FRENETTE,
9096-o Ass't Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

"Air Force House Montreal"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du douze mars 1945, ratifiant la résolution de "Air Force House Montreal", modifiant les pouvoirs de la corporation, en retranchant la clause (a) de sa charte, et en y substituant ce qui suit:

Établir et maintenir en la cité de Montréal un lieu de récréation, d'instruction et de divertissement, y compris les facilités de récréation, d'instruction et de divertissement qui seront déterminés de temps à autre, pour l'usage des officiers et du personnel enrôlé des armées royales canadiennes et alliées de l'air, de terre et de mer, tels que déterminés de temps en temps, et encourager des relations amicales entre eux, et fournir, procurer et maintenir l'équipement et les moyens appropriés aux besoins des personnes visitant ce lieu.

Daté du bureau du procureur général, le douze mars 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9077 P. FRENETTE.

"General Import Company"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du douzième jour de mars 1945, à la compagnie "General Import Company" a) ratifiant une résolution étendant les pouvoirs de la compagnie; b) ratifiant un règlement augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$40,000, par la création de 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et énumérant les privilèges qui seront attachés à ces actions privilégiées.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9078 P. FRENETTE.

Supplementary Letters Patent

"Air Force House Montreal"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twelfth day of March 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with Section 2, Revised Statutes of Quebec, 1941, Chapter 276, ratifying the Resolution of "Air Force House Montreal", modifying the powers of the Corporation by deleting clause (a) of its Charter and substituting therefor the following:

To establish and maintain in the City of Montreal a house for the purpose of recreation, instruction and amusement, including such recreational, instructional and amusement facilities as may be determined from time to time for the use of such of the officers and enlisted personnel of the Royal Canadian and Allied Air, Army and Navy Forces as may be determined from time to time, and the promotion of intercourse and friendship amongst them, and to furnish, supply and maintain therein equipment and facilities suitable for the convenience of persons visiting the house.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of March, 1945.

P. FRENETTE,
9077-o Ass't Deputy Attorney General.

"General Import Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twelfth day of March 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with Section 2, Revised Statutes of Quebec, 1941, Chapter 276, to the company "General Import Company" a) ratifying a resolution extending the powers of the company; b) ratifying a by-law increasing its capital stock from \$20,000.00 to \$40,000.00, by the creation of 200 preferred shares of the par value of \$100.00 each, and enumerating the privileges which shall be attached to those preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of March, 1945.

P. FRENETTE,
9078-o Ass't Deputy Attorney General.

Assemblée

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY

Assemblée générale annuelle

Avis est, par les présentes, donné que, conformément aux règlements de la compagnie, l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie Montréal Tramways Company sera tenue aux bureaux de la compagnie, édifice des Tramways, 159 ouest, rue Craig, Montréal, P. Q., à midi, jeudi le 26ième jour d'avril 1945. Cette assemblée sera tenue pour la réception du rapport annuel, l'élection des directeurs et la transaction de toute autre affaire qui pourrait être légalement soumise à ladite assemblée.

Meeting

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY

Annual General Meeting

Notice is hereby given that in accordance with the By-laws of the Company, the Annual General Meeting of the Shareholders of Montreal Tramways Company will be held at the Company's offices, Tramways Building, 159 Craig Street West, Montreal, P. Q., at 12 o'clock noon, on Thursday, the 26th day of April, 1945. This meeting will be held for the reception of the Annual Report, Election of Directors, and the transaction of such other business as may legally come before said meeting.

Les registres de transfert seront fermées à compter du 6ième jour d'avril 1945 jusqu'au 25ième jour d'avril 1945, les deux dates inclusivement.

Montréal, le 12 mars 1945.
Par ordre du bureau de direction,
Le Secrétaire-trésorier,
T. D. ROBERTSON.
8754-11-3

The Transfer Books will be closed from the 6th day of April 1945 to the 25th day of April 1945, both days inclusive.

Montréal, March 12th, 1945.
By order of the Board,
T. D. ROBERTSON,
Secretary-Treasurer.
8754-11-3-o

Avis divers

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 28 mars 1945, les règlements de "La Société St-Jean Baptiste de Rouyn et de Noranda Incorporée" ont été approuvés, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 3 avril 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.
9082-o

N° 142

Règlement fixant à trois ans, à compter des prochaines élections générales, la durée des fonctions du Maire et des Échevins.

(Adopté par le Conseil, le 9 janvier 1945).

ATTENDU que, par l'article 2 de la loi 8 George VI, chapitre 39, le Conseil de la Ville peut, par règlement, fixer à trois ans à compter des élections générales suivantes, la durée des fonctions du maire et des échevins.

ATTENDU que ledit règlement n'entrera en vigueur que par l'approbation de la majorité des électeurs ayant voté à cette fin;

ATTENDU que la liste des électeurs pour ces fins sera celle en vigueur pour les élections;

ATTENDU que le vote pourra être pris en même temps qu'une élection générale sera tenue; en ce cas la durée du scrutin sera celle fixée pour l'élection et si le règlement est approuvé, la durée des fonctions du maire et des échevins sera de trois ans à compter de cette élection;

A la séance régulière du Conseil Municipal de la Ville de Rigaud, tenue à l'Hôtel de Ville, le 9 janvier 1945, sont présents: Son Honneur le Maire le Dr Oscar Gendron, Messieurs les Échevins Émile Daignault, Ovide Boileau, Édouard Séguin, Antonio Bussière, Achille Séguin et Oswald Quesnel, formant quorum.

Il est décrété et statué comme suit:

Article 1.— A compter des prochaines élections générales, la durée des fonctions du maire et des échevins est fixée à trois ans.

Article 2.— Lors de ces élections générales, un bulletin sera remis à chaque électeur ayant droit de vote.

Article 3.— Ce bulletin sera libellé comme suit: "Êtes-vous en faveur de fixer à trois ans la durée des fonctions du maire et des échevins" avec les mots "Oui" et "Non" et l'électeur inscrira sa croix vis-à-vis le mot "Oui" s'il est en faveur et vis-à-vis le mot "Non" s'il n'est pas en faveur.

Article 4.— Le sous-officier rapporteur déposera ce bulletin dans la boîte du scrutin avec les autres bulletins et dépouillera ce scrutin en l'inscrivant sur les formules fournies à cette fin par l'officier rapporteur.

Article 5.— Le sous-officier rapporteur devra faire rapport de ce vote en même temps que celui pour les charges de maire et d'échevins.

Miscellaneous Notices

Notice is given that, by Order in Council bearing date March 28th, 1945, the by-laws of "La Société St-Jean Baptiste de Rouyn et de Noranda Incorporée" have been approved, and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, April 3rd 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.
9082

No. 142

By-law fixing the term of office of mayor and aldermen to three years, from and after the next general elections.

(Adopted by the Council on January 9th, 1945).

WHEREAS, by section 2 of the Act 8 George VI, chapter 39, the Council of the Town may, by by-law, fix the term of office of the mayor and aldermen at three years, as from the ensuing general elections;

WHEREAS the said by-law shall only come into force upon approval by the majority of the electors who have voted for such purpose;

WHEREAS the electoral list for such purposes will be the one in force for the elections;

WHEREAS the vote may be taken at the same time as a general election is held; in which case the duration of the voting shall be that fixed for the election and, if the by-law is approved, the term of office of the mayor and aldermen shall be three years as from such election;

At the regular meeting of the Municipal Council of the Town of Rigaud, held in the Town Hall, on the 9th of January, 1945, Present: His Honour the Mayor Dr. Oscar Gendron, the Messrs. Aldermen Émile Daignault, Ovide Boileau, Édouard Séguin, Antonio Bussière, Achille Séguin and Oswald Quesnel, forming quorum.

It is enacted and ordered as follows:—

Article 1.— As from the next general elections, the term of office of the mayor and aldermen is fixed at three years.

Article 2.— At the time of the said general elections, a ballot will be given to each elector having the right to vote.

Article 3.— The said ballot will be worded as follows: "Are you in favour of fixing the term of office of the mayor and aldermen at three years" with the words "Yes" and "No", the voter to mark a cross opposite the word "Yes" if in favour of same and the word "No" if not in favour of it.

Article 4.— The deputy returning-officer shall place the said ballot-paper in the ballot-box with the other ballots, in counting the votes he shall enter it on the forms furnished by the returning-officer.

Article 5.— The deputy returning-officer shall make a report on this vote at the same time as that for office of mayor and aldermen.

Article 6.— Le présent règlement n'entrera en vigueur que par l'approbation de la majorité des électeurs ayant voté à cette fin.

Article 7.— Le présent règlement devra être approuvé par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil dans les six mois du vote des électeurs.

Article 8.— Le présent règlement devra être publié dans la *Gazette Officielle de Québec* et dans le volume des Statuts adoptés à la session suivante de la Législature.

Le Maire,
(Signé) DR OSCAR GENDRON,
Le Sec.-trés.,
(Signé) J. DEOM.

Article 6.— The present by-law shall come into force upon approval by the majority of the electors who have voted for such purpose.

Article 7.— The present by-law to be approved by the Lieutenant-Governor in Council within six months after the vote by the electors.

Article 8.— The present by-law shall be published in the *Quebec Official Gazette* and in the volume of Statutes adopted at the next session of the Legislature.

(Signed) Dr. OSCAR GENDRON,
Mayor.
(Signed) J. DEOM,
Secretary-Treasurer.

Le règlement N° 142 du conseil de la ville de Rigaud a été approuvé par le Lieutenant-gouverneur en conseil en date du 24 mars 1945 et il est publié dans la *Gazette officielle de Québec* sous l'autorité de l'article 173a de la Loi des Cités et Villes (S.R.Q. 1941, ch. 233 et 8 Geo. VI, ch. 39, s. 2).
9081-o

“LA CIE DES INDUSTRIES DE SHERBROOKE
LIMITÉE”

Extrait des minutes d'une assemblée spéciale des actionnaires de La Cie des Industries de Sherbrooke Limitée tenue au bureau de Me Benoit Turmel le 3 mars 1945:

Étaient présents tous les actionnaires de la compagnie:

“Il est proposé par Georges St-Pierre, secondé par Armand Ruel que le règlement numéro 1 soit amendé en remplaçant les mots cinq directeurs par les mots huit directeurs et se lise à l'avenir comme suit:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie est fixé à huit directeurs qui se choisiront parmi eux un président, un vice-président et un secrétaire-trésorier.”

Adoptée à l'unanimité.

Le Président,
(Signé) ALCIDE TRUDEAU,
Le Secrétaire,
(Signé) BENOIT TURMEL.

9079-o

PRIVATE INVESTMENTS LIMITED
Montréal

Sommaire d'un règlement de la compagnie Private Investments Limited passé le 11ème jour d'avril 1945, dans lequel il a été décrété que la compagnie, ayant cessé son commerce et n'ayant pas de dettes, devrait distribuer son actif entre les actionnaires.

Montréal, le 12 avril 1945.

Le Secrétaire,
G. F. BENSON, Jr.

9080

“LA SOCIÉTÉ ST-JEAN BAPTISTE DE ROUYN ET
DE NORANDA INCORPORÉE”

Extrait des règlements concernant l'augmentation du nombre des directeurs de quatre à seize:

“Conseil d'administration:

Composition: Un président, un vice-président, un secrétaire-trésorier, et douze directeurs.

Le président sortant de charge fera partie du bureau d'administration comme président d'honneur.”

Certifie vraie copie

Le Secrétaire,
JULIEN MORISSETTE.

9083-o

By-law No. 142 of the Council of the Town of Rigaud has been approved by the Lieutenant-Governor in Council under date the 24th of March, 1945, and is published in the *Quebec Official Gazette* under authority of section 173a of the Cities and Towns Act. (R.S.Q., 1941, chap. 233 and 8 Geo. VI, chap. 39, s. 2).
9081

“LA CIE DES INDUSTRIES DE SHERBROOKE
LIMITÉE”

Excerpt from the minutes of a special meeting of the shareholders of “La Cie des Industries de Sherbrooke Limitée”, held at the office of Me Benoit Turmel on the 3rd of March, 1945:

All the shareholders of the company being present.

“It is moved by Georges St-Pierre, seconded by Armand Ruel that by-law No. 1 be amended by replacing the words five directors by the words eight directors and shall read in future as follows:

1. The number of directors of the company is fixed at eight directors who shall choose among themselves a president, a vice-president and a secretary-treasurer.”

Unanimously adopted.

(Signed) ALCIDE TRUDEAU,
President.
(Signed) BENOIT TURMEL,
Secretary.

9079

PRIVATE INVESTMENTS LIMITED
Montréal

Summary of a By-Law of Private Investments Limited passed on the 11th day of April 1945, wherein it was enacted that the Company having ceased its business and having no liabilities should distribute its assets among the shareholders.

Montreal, April 12th, 1945.

Le Secrétaire,
G. F. BENSON, Jr.

9080-o

“LA SOCIÉTÉ ST-JEAN BAPTISTE DE ROUYN ET
DE NORANDA INCORPORÉE”

Excerpt from the by-laws concerning the increase in the number of directors from four to sixteen:

“Board of directors:

Composition: A President, a Vice-president, one secretary-treasurer and twelve directors.

The president leaving office will form part of the board of directors as honorary president.”

Certified true copy

JULIEN MORISSETTE,
Secretary.

9083

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Catholique des Employés des Industries des Boîtes et des Sacs de Papier de Québec Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 23 février 1945.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à 19 rue Caron, Québec, district de Québec.

9084-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 12 avril 1945, le "Syndicat National de l'Industrie d'Aluminium de Shawinigan" a été autorisé à changer son nom en celui de "Syndicat National des Employés de l'Aluminium de Shawinigan Falls, Incorporé", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 16 avril 1945.

9088-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que, par arrêté ministériel en date du 12 avril 1945, les règlements I à XIV inclusivement de "Quebec Brewers Association" — "L'Association des Brasseries de la Province de Québec", tels qu'adoptés aux assemblées tenues les 24 août 1943 et 23 janvier 1945, ont été approuvés, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 16 avril 1945.

9087 Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

La formation d'une société, sous le nom de "Association Catholique des Institutrices rurales du District N° 43, Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 16 mars 1945.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Coaticook, district de St-François

9129-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

"POPULAR BRANDS LTD."

Règlement augmentant le nombre des directeurs

Règlement XXII

Qu'il soit décrété par les directeurs de "Popular Brands Ltd." comme étant un règlement de la compagnie, ce qui suit:

1. Le nombre des directeurs de la compagnie est par les présentes porté de trois à quatre.

2. Le bureau des directeurs, sur la validité de ce règlement, pourvoira immédiatement à la vacance ainsi produite pour le reste du terme en nommant un directeur parmi les actionnaires qualifiés de la compagnie.

3. Le sous-paragraphe (a) du règlement numéro 3 est modifié en y retranchant le mot "trois" où il apparaît et en y substituant le mot "quatre."

Décrété ce 6e jour d'avril 1945.

9098 (Signé) MURRAY REISKIND,
Le Président,
(Signé) NELSON DAVIS,
Le Secrétaire-trésorier.

The formation of an association, under the name of "Syndicat Catholique des Employés des Industries des Boîtes et des Sacs de Papier de Québec Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on February 23rd, 1945.

The principal place of business of the said professional syndicate is at 19 Caron street, Quebec, district of Quebec.

9084 Under Secretary of the Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is given that, by Order in Council bearing date April 12th, 1945, the "Syndicat National de l'Industrie d'Aluminium de Shawinigan" has been authorized to change its name to that of "Syndicat National des Employés de l'Aluminium de Shawinigan Falls, Incorporé", and such, in conformity to the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th of April, 1945.

9088 Under Secretary of the Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that, by Order in Council dated April 12th, 1945, By-Laws I to XIV inclusively of "Quebec Brewers Association" — "L'Association des Brasseries de la Province de Québec" as adopted at the meetings held on August 24th, 1943, and January 23rd, 1945, were approved, pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th of April 1945.

9087-o Under Secretary of the Province,
JEAN BRUCHÉSI.

The formation of an association, under the name of "Association Catholique des Institutrices Rurales du District No. 43, Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 16th, 1945.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Coaticook, district of St. Francis.

9129 Under Secretary of the Province,
JEAN BRUCHÉSI.

"POPULAR BRANDS LTD."

By-Law increasing Number of Directors

By-Law XXII

Be it enacted by the Directors of "Popular Brands Ltd." as a by-law of the Company, as follows:

1. The number of the directors of the company is hereby increased from three to four.

2. That the Board of Directors shall immediately upon the validation of this By-Law fill the vacancy so occurring for the remainder of the term from among qualified shareholders of the Company.

3. Sub-paragraph (a) of By-Law Number 3 is amended by striking out the word "three" where it appears therein and substituting therefor the word "four".

Enacted this 6th day of April, 1945.

9098-o (Signed) MURRAY REISKIND,
President.
(Signed) NELSON DAVIS,
Secretary-Treasurer.

PAROISSE DE ST-AMBROISE
COMTÉ DE CHICOUTIMI

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement 58, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00: C-14, 23, 25, 32 et 36.

Dénomination de \$500.00: D-4, 16, 23 et 27.

Lesdites obligations seront remboursables le 1er juin 1945, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
ART.-E. ASSELIN.
9090-o

D & B TEXTILES LIMITED

Règlement N° 25

Le 31 janvier 1945.

"Les directeurs seront au nombre de quatre au lieu de trois tel que décrété dès le début en ceci par le règlement numéro 4 (a). Ces officiers seront un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier."

(Copie conforme)

(Sceau) (Signé) JAMES BROTMAN.
" " ELSIE DARABANER.
" " HARRY DARABANER

Le Procureur,
JOHN M. SCHLESINGER. 9097

PARISH OF SAINT-AMBROISE
COUNTY OF CHICOUTIMI

DRAWING OF BONDS

The following bonds, issued under By-law 58, have been drawn by lots:

Denomination of \$100.00: C-14, 23, 25, 32 et 36.

Denomination of \$500.00: D-4, 16, 23 et 27.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of June, 1945, from which date they shall cease to bear interest.

ART. E. ASSELIN.
Secretary-Treasurer.
9090-o

D & B TEXTILES LIMITED

By-Law No. 25

January 31st, 1945.

"The Directors shall be four in number instead of three as originally stated in By-Law No. 4 (a) herein. These Officers shall consist of a President, Vice-President, Secretary and Treasurer."

(True copy)

(Seal) (Signed) JAMES BROTMAN.
" " ELSIE DARABANER.
" " HARRY DARABANER

JOHN M. SCHLESINGER.
Attorney. 9097-o

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District d'Abitibi, Cour Supérieure, N° 7018. Dame Philomène Tremblay, épouse commune en biens de Dewey Harvey, commerçante publique, ayant domicile à Villebois, dans le district d'Abitibi, demanderesse vs le dit Dewey Harvey, de Villebois, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 26 mars 1945.

Amos, 16 avril 1945.

Le Procureur de la demanderesse,
9115-o L.-A. LADOUCEUR.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 235035. Dame Dina Desnoyers, demanderesse, vs Francis Bérubé, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 13ième jour d'avril 1945.

Montréal, ce 16ième jour d'avril 1945.

Les avocats de la demanderesse,
9114-o PERRAULT et PERRAULT.

Actions for separation as to property

Canada, Province de Québec, District of Abitibi, Superior Court, No. 7018. Dame Philomène Tremblay, wife common as to property of Dewey Harvey, said dame public merchant, domiciled at Villebois, in the district of Abitibi, plaintiff; vs the said Dewey Harvey, of Villebois, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 26th of March, 1945.

Amos, April 16th, 1945.

L.-A. LADOUCEUR,
9115 Attorney for the plaintiff.

Canada, Province of Québec, District of Montreal, Superior Court, No. 235035. Dame Dina Desnoyers, plaintiff; vs Francis Bérubé, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 13th of April, 1945.

Montreal, April 16th, 1945.

PERRAULT et PERRAULT,
9114 Attorneys for the plaintiff.

Arrêté en Conseil

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1466

Québec, le 12 avril 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux travailleurs en fourrure dans la cité de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts

Order in Council

CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1466

Quebec, April 12, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the fur workers in the City of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of

refondus de Québec, 1941, chapitre 163), "La Section de Fourrure de l'A.D.M.D. du Canada Inc., district de Québec" et "L'Union Nationale et Catholique des Travailleurs en Fourrure de Québec" ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'apporter des modifications au décret numéro 3746, du 17 octobre 1940, et amendements, relatif aux travailleurs en fourrure dans la cité de Québec.

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 3 mars 1945;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

ATTENDU QUE les modifications proposées dans ladite requête ont été approuvées par le Conseil régional du Travail, par décision rendue à sa séance du 27 mars 1945;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret numéro 3746 soit modifié de la façon suivante:

1. Le paragraphe "b" de l'article IV est abrogé et remplacé par le suivant:

"b.— La semaine régulière de travail est de quarante-quatre (44) heures réparties comme suit: les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis, entre 8 heures du matin et 6 heures du soir; le samedi, entre 8 heures du matin et midi."

2. Le paragraphe "c" de l'article IV est abrogé et remplacé par le suivant:

"c.— Les commis d'atelier et du département des peaux repassées sont assujettis à la semaine de 48 heures réparties comme au paragraphe précédent pour les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis, et de 8 heures du matin à 6 heures du soir le samedi."

Pour les dessinateurs, la semaine de travail est de 44 heures du 1er février au 31 juillet, avec obligation qu'il y ait toujours un dessinateur seulement dans les ateliers où il y a deux dessinateurs ou plus, durant cette période, pendant les heures d'affaires de l'employeur. Aucun temps supplémentaire n'est payé pour ouvrage fait au delà de 44 heures quand les services du dessinateur seront requis.

Durant la période du 1er août au 31 janvier, les heures de travail régulières sont de 48 heures par semaine pour les dessinateurs qui sont obligés de travailler au delà de 48 heures sans temps supplémentaire quand leurs services sont requis."

3. Le paragraphe "d" de l'article IV est amendé en ajoutant, à la fin dudit paragraphe, ce qui suit: "Toutefois, le salarié qui, durant les heures mentionnées au paragraphe "b", du présent article, n'a pas fait 44 heures d'ouvrage sans autorisation ou instruction de l'employeur, n'a droit à du temps supplémentaire pour travail exécuté le samedi entre midi et 6.00 p.m., qu'après avoir complété ses 44 heures de travail."

4. A l'article V — "Tarif des salaires": au premier alinéa, les mots "quarante-huit (48)" sont remplacés par "quarante-quatre (44)".

5. Le paragraphe "p" de l'article V est amendé en ajoutant après les mots "le premier de l'An", les mots suivants "le lendemain du Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint jusqu'à midi, l'Ascension et la Toussaint".

6. Le paragraphe "q" de l'article V est remplacé par le suivant:

"q.— *Vacances payées*:— Tout salarié a droit à une semaine de vacances salaire payé, après une année de travail dans le même établissement. Cette semaine de vacances comprend sept jours

Québec, 1941, chapter 163), "La Section de Fourrure de l'A.D.M.D. du Canada, Inc.", district of Quebec, and "L'Union Nationale et Catholique des Travailleurs en Fourrure de Québec" have submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 3746, of October 17, 1940, and amendments, relating to the fur workers in the City of Quebec.

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on March 3, 1945;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

WHEREAS the amendments proposed in the said request have been approved by the Regional War Labour Board by a decision taken at its meeting of March 27, 1945;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 3746, be amended in the following manner;

1. Subsection "b" of section IV is deleted and replaced by the following:

"b.— The regular weekly duration of labour shall consist of forty-four (44) hours, distributed as follows: On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, between 8.00 a.m. and 6.00 p.m.; On Saturday, between 8.00 a.m. and 12.00 noon."

2. Subsection "c" of section IV is deleted and replaced by the following:

"c.— Clerks of the shop and the hide pressing department are subject to the 48 hour week, distributed as in the foregoing subsection for Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday and between 8.00 a.m. and 6.00 p.m. on Saturday."

For pattern-makers, the work week consists of 44 hours from February 1st to July 31st, but there shall always be one pattern-maker only in the shops where there are two or more pattern-makers, for such period, during the business hours of the employer. No overtime shall be paid for work done in excess of 44 hours when the services of the pattern-maker are required.

During the period from August 1st to January 31st, the regular hours of work shall be 48 per week for pattern-makers having to work in excess of 48 hours, without overtime pay, when their services are required."

3. Subsection "d" of section IV is amended by adding, at the end of the said subsection, the following: "however, the employee who, during the hours mentioned in subsection "b" of the present section, has not worked 44 hours without authorization or instruction to that effect from the employer, shall only be entitled to overtime remuneration for work performed on Saturday, between 12.00 noon and 6.00 p.m., after the completion of 44 hours of work;"

4. The words "forty-eight (48)", mentioned in the first paragraph of section V, is replaced by the words "forty-four (44)".

5. Subsection "p" of section V is amended by adding after the words "New Year's Day", the following: "the day after New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday till noon, Ascension Day and All Saints' Day";

6. Subsection "q" of section V is replaced by the following:

"q.— *Vacation with pay*:— One week of vacation with pay shall be given to every employee after one year of work in the same establishment. Such vacation consists of seven conse-

consécutifs et doit être donnée au salarié du 15 juin au 15 août suivant l'année durant laquelle le droit aux vacances a été acquis.

Si la semaine de vacances n'a pas été accordée dans le délai mentionné ci-haut, le salarié a alors le droit à une semaine de salaire additionnelle calculée suivant le salaire de sa qualification ou son salaire actuel, s'il est supérieur, pour le semaine régulière de travail.

La semaine de vacances doit être payée avant le départ du salarié pour ses vacances. Si le salarié qui a acquis le droit à une semaine de vacances laisse son emploi chez l'employeur qui lui doit ces vacances avant d'en bénéficier, quelle que soit la raison, l'employeur doit payer à tel salarié ses vacances au moment de la cessation de l'emploi."

7. Le paragraphe "a" de l'article VII est abrogé et remplacé par le suivant:

"a.— Il ne doit pas y avoir à l'emploi du même employeur assujetti au présent décret, plus de trois apprentis pour les premiers 2 compagnons ou fraction de 2; pour tous 2 compagnons additionnels ou fraction de 2 il ne doit pas y avoir plus d'un apprenti additionnel à l'emploi du même employeur."

A. MORISSET,

9122-o

Greffier du Conseil Exécutif.

teive days and shall be given to the employee from June 15th to August 15th following the year during which the right to a vacation has been acquired.

When the week's vacation has not been granted within the delay mentioned above, the employee is then entitled to an additional week of pay computed according to the wages of his qualification or to his actual wages, if higher, for the regular week of work.

The week's vacation shall be paid before the employee leaves for his vacation. Should the employee who has acquired the right to a week's vacation leave the service of the employer who owes him such vacation before taking same, for any reason whatsoever, the employer shall pay such employee for his vacation at the time of his departure.

7. Subsection "a" of section VII is deleted and replaced by the following:

"a.— Any one employer governed by the present decree shall not be entitled to more than three apprentices for the first 2 journeymen or fraction thereof; for two more journeymen or fraction thereof, only one more apprentice may be hired by the same employer."

A. MORISSET,

9122-o

Clerk of the Executive Council.

Chartes — Abandon de

Avis est par les présentes donné que "The Fannie Shoppe Ltd" dont le bureau chef est en la Cité de Sherbrooke, s'adressera au Procureur Général et à l'Honorable Ministre des Affaires Municipales de l'Industrie et du Commerce pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Sherbrooke, ce 13ème jour d'avril 1945.

La Secrétaire,

9085-o

QUENNIE M. ECHENBERG.

Canada, Province de Québec

Avis de requête pour abandon de charte

Avis est donné qu'en vertu de l'article 25 de la Loi des Compagnies de la province de Québec de 1920, "Le Club de Golf de Saint-Jérôme Limitée", de Saint-Jérôme, constitué en corporation par lettres patentes en date du vingt-neuvième jour du mois d'octobre mil neuf cent vingt-cinq, s'adressera au lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour demander l'abandon de sa charte.

Saint-Jérôme, 11 avril 1945.

Pour le requérante,

9099-o

JEAN-PAUL LÉONARD, notaire.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au procureur général, au ministre des affaires municipales et au ministre de l'industrie et du commerce, d'accepter l'abandon de la charte de la Compagnie "Circo Employees Securities Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du 19 janvier 1928.

Avis est de plus donné qu'à compter du 12 mars 1945, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général le cinq mars 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,

9106

P. FRENETTE.

Charters — Surrender of

Notice is hereby given that "The Fannie Shoppe Ltd" having its head office in the City of Sherbrooke, will make application to the Attorney General and the Honourable Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, for leave to surrender its charter.

Dated at the City of Sherbrooke, this 13th day of April, 1945.

QUEENNIE M. ECHENBERG,

9085-o

Secretary.

Canada, Province of Québec

Notice of petition for surrender of charter

Notice is hereby given that under article 25 of the Quebec Companies' Act, 1920, the "Club de Golf de Saint-Jérôme Limitée" of St. Jerome, incorporated by Letters Patent, bearing date the twenty-ninth day of October 1925, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, for leave to surrender its charter.

St. Jerome, April 11th, 1935.

JEAN-PAUL LÉONARD, notary,

9099-o

for Petitioner.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General, the Minister of Municipal Affairs and the Minister Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Circo Employees Securities Corporation", incorporated by letters patent dated the 19th day of January, 1928.

Notice is also given: that from and after the twelfth day of March, 1945, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of March, 1945.

P. FRENETTE,

9106-o

Ass't Deputy Attorney General.

Avis est par les présentes donné, que la compagnie "La Société de Construction de Montmagny, Limitée" s'adressera au Procureur Général et au Ministère des Affaires municipales et au Ministre de l'Industrie et du Commerce de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montmagny, ce 18 avril 1945.

Le Procureur de la dite Compagnie,
9127-o GEORGES HÉBERT, notaire.

Notice is hereby given that the company "La Société de Construction de Montmagny, Limitée" will apply to the Attorney General, the Minister of Municipal Affairs, and the Minister of Trade and Commerce of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter.

Montmagny, April 18th, 1945.

9127 GEORGES HÉBERT, Notary,
Attorney for the said Company.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur Général, au Ministre des Affaires Municipales et au Ministre de l'Industrie et du Commerce d'accepter l'abandon de la charte de "La Cie de Construction et Camionnage Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du seizième jour de juillet 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du douzième jour de mars 1945, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du Procureur Général, ce cinquième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9107-o P. FRENETTE.

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q. 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, the Minister of Municipal Affairs and the Minister of Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of "La Cie de Construction et Camionnage Limitée", incorporated by letters patent bearing date the sixteenth day of July, 1937.

Notice is also given that from and after the twelfth day of March, 1945, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of March, 1945.

9107 P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur Général, au Ministre des Affaires Municipales et au Ministre de l'Industrie et du Commerce d'accepter l'abandon de la charte de "La Cie des Hôtels du Nord", constituée en corporation par lettres patentes en date du 28ième jour de mai 1940.

Avis est de plus donné qu'à compter du douzième jour de mars 1945, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du Procureur Général, ce troisième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9108-o P. FRENETTE.

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q. 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, the Minister of Municipal Affairs and the Minister of Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of "La Cie des Hôtels du Nord", incorporated by letters patent bearing date the 28th day of May, 1940.

Notice is also given that from and after the twelfth day of March, 1945, the said company shall be dissolved.

Date at the office of the Attorney General, this third day of March, 1945.

9108 P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur Général, au Ministre des Affaires Municipales et au Ministre de l'Industrie et du Commerce d'accepter l'abandon de la charte de "L'Association des Constructeurs des Cantons de l'Est", constituée en corporation par lettres patentes en date du cinquième jour de septembre 1940.

Avis est de plus donné qu'à compter du douzième jour de mars 1945, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du Procureur Général, ce cinquième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9109-o P. FRENETTE.

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q. 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, the Minister of Municipal Affairs and the Minister of Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of "L'Association des Constructeurs des Cantons de l'Est" incorporated by letters patent bearing date the fifth day of September, 1940.

Notice is also given that from and after the twelfth day of March 1945, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of March, 1945.

9109 P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur Général, au Ministre des Affaires Municipales et au Ministre de l'Industrie et du Commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Legault Gold Mines Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 20ième jour d'avril 1928.

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, the Minister of Municipal Affairs and the Minister of Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of charter of the company "Legault Gold Mines Limited", incorporated by letters patent bearing date the twentieth day of April, 1928.

Avis est de plus donné qu'à compter du dix-neuvième jour de mars 1945, ladite compagnie aura pris fin.

Daté au bureau du Procureur Général, ce neuvième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9110-o P. FRENETTE.

Notice is also given that from and after the nineteenth day of March, 1945, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of March, 1945.

P. FRENETTE,
9110 Assistant Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q. 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général, au ministre des affaires municipales et au ministre de l'industrie et du commerce, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Chas. A. Newlings & Son Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de mars 1934.

Avis est de plus donné qu'à compter du douzième jour de mars 1945, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, le cinquième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9111 P. FRENETTE.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General, the Minister of Municipal Affairs and the Minister of Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Chas. A. Newlings & Son Limited", incorporated by letters patent dated the 22nd day of March, 1934.

Notice is also given that from and after the twelfth day of March, 1945, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of March, 1945.

P. FRENETTE,
9111/o Ass't Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général, au ministre des affaires municipales et au ministre de l'industrie et du commerce, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Harbour Estates Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du cinquième jour de juin 1939.

Avis est de plus donné qu'à compter du douzième jour de mars 1945, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, le troisième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9112 P. FRENETTE.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General, the Minister of Municipal Affairs and the Minister of Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Harbour Estate Limited", incorporated by letters patent dated the fifth day of June, 1939.

Notice is also given that from and after the twelfth day of March, 1945, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of March, 1945.

P. FRENETTE,
9112-o Ass't Deputy Attorney General.

AVIS

"La Compagnie d'Immeubles Tougas & Tougas Limitée", agissant par tous ses derniers actionnaires et directeurs, savoir: Joseph-Amédée Tougas, Dame Anna Meunier, veuve de feu Désiré-Ephrem Tougas et Dame Yvonne Tougas, épouse de Monsieur Frank Storen, donne présentement avis qu'elle demandera la permission d'abandonner sa charte, vu qu'elle a divisé son actif proportionnellement entre ses actionnaires ou membres et n'a pas de dettes ou de passif.

Montréal, 31 mars 1945.

9128-o JOSEPH-A. TOUGAS,
ANNA MEUNIER,
YVONNE TOUGAS.

NOTICE

"La Compagnie d'Immeubles Tougas & Tougas Limitée", herein acting by all its last shareholders and directors, to wit: Joseph-Amédée Tougas, Dame Anna Meunier, widow of Désiré-Ephrem Tougas and Dame Yvonne Tougas, wife of Frank Storen, by these presents, gives, notice of the application for leave to surrender its charter, because it has divided its assets ratably amongst its shareholders or members and has no debts or liabilities.

Montreal, 31st March 1945.

9128-p JOSEPH-A. TOUGAS,
ANNA MEUNIER,
YVONNE TOUGAS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général, au ministre des affaires municipales et au ministre de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "John Fenderson and Company", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'octobre 1902.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General, the Minister of Municipal Affairs and the Minister of Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "John Fenderson and Company", incorporated by letters patent dated the 29th day of October, 1902.

Avis est de plus donné qu'à compter du dix-neuvième jour de mars 1945, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, le neuvième jour de mars 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,
9113 P. FRENETTE.

Notice is also given that from and after the nineteenth day of March, 1945, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of March, 1945.

P. FRENETTE,
9113-o Ass't Deputy Attorney General.

Compagnie dissoute

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Cadillac Exploration Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 décembre 1931, avec siège social en la ville d'Amos, province de Québec, est considérée dissoute à compter du septième jour d'avril 1945.

Donné du bureau du Secrétaire de la Province, ce 10ème jour d'avril 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
9100 JEAN BRUCHÉSI.

Company Dissolved

Notice is hereby given that the "Cadillac Exploration Limited", incorporated by letters patent dated December 30th, 1931, with Head Office at the Town of Amos, Province of Quebec, is considered dissolved as from the seventh day of April, 1945.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
9100-o Under Secretary of the Province.

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la ville de Magog s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour obtenir la passation d'une loi amendement sa charte, à Loi I, Édouard VIII, chapitre VII, et les différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes:

Emprunter \$100,000.00 pour construire ou acquérir des immeubles devant servir en totalité ou en partie à des fins municipales; changer le mode de votation pour les règlements d'emprunt; emprunter une somme de \$60,000.00 pour construire de nouvelles lignes de transmission et faire des améliorations à son réseau d'énergie électrique; et pour autres fins.

Magog, ce 26 mars, 1945.

Les Avocats de la requérante,
8955-13-4-o PANNETON & BOISVERT.

AVIS

Avis est par les présentes donné par la Ville St-Laurent qu'elle s'adressera à la Législature Provinciale, à sa session actuelle, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

1° Faire concorder l'année de calendrier pour fins d'imposition de taxes scolaires protestantes et neutres.

2° Base de la cotisation pour les taxes scolaires protestantes et neutres pour l'année 1944.

3° Rôle spécial de cotisation après une augmentation ou une réduction de la valeur d'un immeuble.

4° Expropriation de certains immeubles longeant le Boulevard Métropolitain.

28 mars 1945.

8974-14-4-o FRS FAUTEUX.

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the town of Magog, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act amending its charter, the Act I, Edward VIII, chapter VII, and the various statutes amending it, for the following purposes:

To borrow \$100,000 to build or acquire immovables to be used in whole or in part for municipal purposes; to change the mode of voting for by-laws regarding borrowing; to borrow an amount of \$60,000 to build new transmission lines and for other improvements to its electric power system; and for other purposes.

Magog, this 26th March, 1945.

PANNETON & BOISVERT,
8955-13-4 Advocates for applicant.

NOTICE

Notice is hereby given by the Town of St-Laurent that it will apply to the Provincial Legislature, at its actual session, to obtain certain amendments to its charter on the following matters:

1. To provide that the school year shall coincide with the calendar year for the purpose of imposing protestant and neutral school taxes.

2. Base of the imposition of the protestant and neutral taxes for the year 1944.

3. Special roll of imposition of taxes after reduction or improvement in the property value.

4. Expropriation of certain immoveable properties along Metropolitan Boulevard.

28 March 1945.

8974-14-4-o FRS. FAUTEUX.

Departement de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Kamouraska, en vertu de la loi des

Departement of Agriculture

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Kamouraska, under the Cooperative

sociétés coopératives agricoles (S. R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Bruno de Kamouraska" et que son principal siège d'affaires est dans la municipalité du canton de Woodbridge, comté de Kamouraska.

Québec, ce sixième jour d'avril 1945.

Le Ministre de l'Agriculture,
9089-o LAURENT BARRÉ.

Agricultural Associations Act (R.S. 1941, chap. 120), under the name of "Société Coopérative Agricole de St-Bruno de Kamouraska" and that its principal place of business is in the municipality of the township Woodbridge, county of Kamouraska.

Quebec, this sixth day of April 1945.

9089 LAURENT BARRÉ,
Minister of Agriculture.

Département du Travail

ERRATUM

Dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 14 avril 1945, à la page 836, à la sixième ligne de la version française, de l'article IV de l'arrêté en conseil numéro 1363, du 6 avril 1945, concernant des modifications au décret relatif aux métiers de barbier et coiffeur dans l'île de Montréal, etc., le chiffre "\$27.50" doit se lire "\$27.00".

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 avril 1945. 9125-o

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, que les parties ci-après lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

La Corporation municipale de la Ville de Kénogami, comté de Chicoutimi, province de Québec,

ET, D'AUTRE PART:

Le Syndicat des Employés municipaux de la Ville de Kénogami, pour l'employeur et les salariés visés, suivant les conditions ci-après:

I.— *Définitions*:— Dans la présente convention les termes suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée:

a.— Le mot "employeur" désigne la Corporation municipale de la Ville de Kénogami.

b.— Le mot "employés" désigne et entend toutes les personnes au service ou à l'emploi de la ville de Kénogami et dont la fonction ou le salaire sont prévus à la présente convention.

c.— Le mot "syndicat" désigne et comprend le Syndicat des Employés municipaux de la Ville de Kénogami.

II.— *Jurisdiction*:— La présente convention s'applique à la Corporation municipale de la ville de Kénogami et à ses employés, définis au paragraphe "b" de l'article I de la présente convention.

III.— *But de la convention*:— Assurer la coopération de l'employeur et des employés pour rendre l'administration de la Corporation municipale de la ville de Kénogami la plus profitable possible dans l'intérêt de tous les contribuables et afin que le plus grand respect règne entre l'employeur et les employés.

IV.— *Objet*:— L'objet de la présente convention est de déterminer les catégories d'employés, d'établir la façon de procéder pour les nominations, promotions et destitutions; de déterminer

Department of Labour

ERRATUM

In the *Quebec Official Gazette* of April 14th, 1945, page 836, in the fifth line of the English version of Section IV of Order in Council number 1363, of April 6, 1945, concerning amendments to the decree relating to the barber and hair-dresser trades in the Island of Montreal, etc., the amount of "\$27.50" should read "\$27.00".

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 21, 1945. 9125-o

NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, that the parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Municipal Corporation of the Town of Kénogami, Chicoutimi county, province of Québec,

AND, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat des Employés municipaux de la Ville de Kénogami", for the employer and the employees concerned, according to the following conditions:

I.— *Definitions*:— In the present agreement, the following terms shall have the significance hereinafter given to them:

a.— The word "employer" means the Municipal Corporation of the Town of Kénogami.

b.— The word "employees" means and includes all persons employed by the Town of Kénogami and whose functions or salaries are stipulated in the present agreement.

c.— The word "Syndicate" means and includes "Le Syndicat des Employés municipaux de la Ville de Kénogami".

II.— *Jurisdiction*:— The present agreement applies to the Municipal Corporation of the Town of Kénogami and to its employees defined in subsection "b" of section I of the present agreement.

III.— *Purpose of the agreement*:— Insure cooperation between the employer and the employees so that the administration of the Municipal Corporation of the Town of Kénogami be a profitable one in the interest of all taxpayers and that the greatest respect exist between employer and employees.

IV.— *Object*:— The object of the present agreement is to determine categories of employees establish a nomination, promotion and destitution procedure, determine annual vacations,

es vacances annuelles, les jours de congé, les heures de travail et le mode de paiement des salaires.

V.—*Catégories d'employés*.— Il est reconnu qu'il y a, à l'emploi de la ville, deux catégories d'employés, savoir:

a.— Les employés permanents déjà désignés par le Conseil.

b.— Les employés réguliers qui travaillent habituellement pour la ville, mais dont l'état de permanence n'a pas encore été reconnue par le conseil.

Ces deux catégories seront couvertes par la convention.

VI.—*Durée de la convention*.— La présente convention entrera en vigueur à la date de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'arrêté en conseil l'approuvant, et demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1945. Elle se renouvellera automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des deux parties n'ait avisé l'autre, au moins soixante (60) jours à l'avance, de son intention de l'abroger.

VII.—*Nominations, promotions et destitutions*.— Les nominations, les promotions et destitutions des employés de la Ville seront faites par le Conseil. Lorsqu'il y aura une promotion à donner ou une destitution à faire, on tiendra compte de la séniorité et de la compétence de l'employé dans le département concerné.

Dans chaque département, les employés sont sous les ordres immédiats du chef de service concerné.

Dans le cas de destitution ou de démission d'un employé, l'avis légal requis sera donné de part et d'autre. Ces dits avis seront donnés, excepté dans le cas de destitutions pour cause où aucun avis ne sera donné.

VIII.—*Vacances*.— Après un an de service, tout employé dont l'engagement est à la semaine ou à l'heure a droit à des vacances d'une semaine par année avec paye. Les vacances seront prises après entente avec le chef de service concerné, au temps qui conviendra le mieux. Au cas où un employé ne peut prendre de vacances, il doit recevoir, à titre de compensation, le double du salaire auquel il a droit pour la période de vacances.

Pour les employés de la comptabilité et le surintendant des travaux, la durée des vacances sera de deux semaines par année après une année de service. Les chefs de service devront toutefois obtenir la permission du maire avant de s'absenter.

IX.—*Jours chômés*:

a.—*Employés de bureau*.— Les dimanches, les fêtes religieuses d'obligation, ainsi que les fêtes suivantes: Mercredi des Cendres, Vendredi Saint, Lundi de Pâques, Fête de Dollard, St-Jean-Baptiste, Confédération, Fête du Travail, Action de Grâce, le lendemain de Noël et le lendemain du Jour de l'An.

b.—*Employés à l'heure*.— Les dimanches, les fêtes religieuses d'obligation, ainsi que les fêtes suivantes: la Confédération et la fête du Travail.

X.—*Heures de travail*.— Pour les employés dont l'engagement est à l'heure ou à la journée, la journée de travail est de huit (8) heures. Cette journée de huit (8) heures peut être comprise entre 6.00 a.m. et 7.00 p.m. Le temps fait en plus des heures régulières sera rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier, ainsi que les dimanches, les fêtes religieuses et les fêtes chômées.

Pour les employés de bureau: Tous les jours ouvrables, excepté le samedi: de huit heures et

holidays, hours of labour and the mode of payment of salaries.

V.—*Categories of employees*.— It is known that there is, in the employ of the Corporation, two categories of employees, as follows:

a.— Permanent employees designated as such by the Council.

b.— The regular employees who regularly work for the Corporation but whose permanence has not yet been recognized by the Council.

These two categories shall be covered by the agreement.

VI.—*Duration of the agreement*.— The present agreement shall come into force on the date of the publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council approving same, and shall remain effective until December 31, 1945. It shall then renew itself automatically, from year to year, unless one of the parties notify the other, at least sixty (60) days in advance, of its intention of having it repealed.

VII.—*Nominations, promotions and dismissals*.— Nominations, promotions, and dismissals of the employees of the Corporation shall be made by the Council. In cases of promotion and dismissal, both the seniority and competency of the employee in the department concerned shall be considered.

In each department, the employees shall be under the immediate direction of the heads of the services concerned.

In case of discharge or dismissal of an employee, the legal notice required shall be given by both parties. Such notice shall always be given except in the case of dismissal for cause when no notice need be served.

VIII.—*Vacations*.— After one year of service, every employee employed by the week or the hour is entitled to a vacation of one week per year, with pay. Vacations shall be taken after agreement with the head of the service concerned as to the time and period most convenient. When an employee cannot take his vacation, he shall receive, as a compensation, twice the regular salary to which he is entitled for the period of such vacation.

For the employees of the book-keeping department and the works superintendent, the duration of the vacation shall be two weeks after one year of service. Heads of services shall, however, obtain permission from the mayor before leaving.

IX.—*Holidays*.—

a.—*Office employees*.— Sunday, religious holidays (of obligation) and the following holidays: Ash Wednesday, Good Friday, Easter Monday, Dollard Day, St. Jean Baptiste Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day, the day after Christmas and that following New Year's Day.

b.—*Employees working by the hour*.— Sunday, religious holidays (of obligation) and the following holidays: Dominion Day and Labour Day.

X.—*Hours of work*.— For the employees working by the hour or the day the working day shall consist of eight (8) hours. This 8-hour day may be comprised between 6.00 a.m. and 7.00 p.m. Time worked in excess of the regular hours shall be paid for at the rate of time and one half based on the regular rate; this also applies to work done on Sunday and religious and other observed holidays.

For office employees: Every working day, with the exception of Saturday: from 8.30 a. m.

demie à midi et de une heure à cinq heures. Le samedi seulement, de huit heures et demie à midi. Aucune allocation ne sera payée pour les heures supplémentaires de travail, sauf dans certains cas spéciaux décidés par le Maire et le Conseil.

XI.— *Mode de paiement des salaires*.— Tous les employés engagés à la semaine ou à l'heure seront payés chaque semaine, le vendredi, comme cela se pratique actuellement. Les employés engagés au mois seront payés le 15 et le 31 selon l'usage actuellement en cours.

XII.— *Salaires*.— Les salaires qui seront payés aux employés de la Corporation municipale de la Ville de Kénogami, seront ceux prévus dans la liste de paie annexée à la présente convention.

XIII.— *Comité paritaire*.— La surveillance de cette convention sera faite par un Comité paritaire.

ANNEXE
Liste de paie

<i>Bureau:</i>	<i>Par mois</i>	
Trésorier et greffier de la Cour du Recorder	\$135.00	
Greffier	83.33	
Assistant-trésorier	190.00	
Comptable et député-greffier de la Cour du Recorder	150.00	
Commis (partie du salaire seulement)	45.00	
<i>Département des travaux municipaux:</i>		
Surintendant	195.00	
	<i>Minimum</i>	<i>Maximum</i>
Employés au mois	133.12	135.20
Employés à l'heure	0.55	0.65

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 avril 1945. 9124-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que l'Union nationale du Vêtement inc., lui a présenté une requête à l'effet d'apporter certaines modifications au décret numéro 2944, du 3 août 1940, et amendements relatif aux travailleurs en fourrures, commerce de détail, du district de Montréal. On demande:

1° Que les mots "et le jour de Noël", apparaissant au premier alinéa de l'article IV, soient radiés et remplacés par les suivants:

"le jour de Noël et le Jour de l'An, ainsi que toute journée qui pourra être désignée par le gouvernement pour célébrer la fin des hostilités."

2° Que les paragraphes "a" et "b" de l'article VI soient radiés et remplacés par les suivants:

"VI.— *Taux de salaires*.— a.— Les taux minima de salaires suivants doivent être payés:

	<i>Par</i>	<i>semaine</i>
Tailleur (classe A)	\$46.00	
Tailleur (classe B)	40.00	
Opérateur (classe A)	37.50	
Opérateur (classe B)	30.00	
Finisseur (classe A)	33.20	
Finisseur (classe B)	27.20	

to 12.00 (noon), and from 1.00 p.m. to 5.00 p.m. On Saturday only: from 8.30 a.m. to 12.00 (noon). No remuneration shall be paid for overtime hours except in some special cases designated by the Mayor and the Council.

XI.— *Payment of salaries*.— Employees working by the week or the hour shall be paid each week, on Friday, as it is actually done. Employees working by the month shall be paid on the 15th and the 31st, this being the actual practice.

XII.— *Salaries*.— The salaries and wages which shall be paid to the employees of the Municipal Corporation of the Town of Kenogami shall be those mentioned in the payroll annexed to the present agreement.

XIII.— *Parity Committee*.— The administration of this agreement shall be entrusted to a Parity Committee.

ANNEX
Payroll

<i>Office:</i>	<i>Per month</i>	
Treasurer and Clerk of the Recorder Court	\$135.00	
Clerk	83.33	
Assistant-Treasurer	190.00	
Book-keeper and Deputy-Clerk of the Recorder Court	150.00	
Clerk (part of the salary only)	45.00	
<i>Municipal Works Department:</i>		
Superintendent	195.00	
	<i>Minimum</i>	<i>Maximum</i>

Employees paid by the month

133.12	135.20
--------	--------

Employees paid by the hour

0.55	0.65
------	------

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections which the interested parties may desire to make against the said request.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 21, 1945. 9124-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163), that "The National Clothing Workers Union Inc.", has submitted to him a petition to amend the decree number 2944, of August 3, 1940, and amendments, relating to the fur workers, retail trade, of the district of Montreal. It is requested:

1. That the words "and Christmas Day", mentioned in the first paragraph of section IV, be deleted and replaced by the following:

"Christmas Day and New Year's Day, as well as any day which may be designated by the Government to celebrate the end of the war."

2. That subsections "a" and "b" of section VI be deleted and replaced by the following:

"VI.— *Wages*.— a.— The following minimum wages shall be paid:

	<i>Per</i>	<i>week</i>
Cutter (class A)	\$46.00	
Cutter (class B)	40.00	
Operator (class A)	37.50	
Operator (class B)	30.00	
Finisher (class A)	33.20	
Finisher (class B)	27.20	

Bloqueur (classe A)	30.00	Blocker (class A)	30.00
Bloqueur (classe B)	22.00	Blocker (class B)	22.00
Opératrice (classe A)	30.50	Operator female (class A)	30.00
Opératrice (classe B)	23.50	Operator female (class B)	23.50
Finisseuse (classe A)	28.50	Finisher female (class A)	28.50
Finisseuse (classe B)	23.50	Finisher female (class B)	23.50

Les fermeuses de manteaux doivent recevoir le salaire de \$30.00 par semaine.

Female coat closers shall receive \$30.00 per week.

Les faiseuses de doublures qui coupent et cousent doivent recevoir le salaire de \$28.50 par semaine.

Lining makers who cut and sew shall receive \$28.50 per week.

Les finisseuses-contremaitresses, les finisseuses qui distribuent l'ouvrage aux personnes préposées à la finition, ou encore les finisseuses qui sont seules à faire l'ouvrage de finition dans un atelier et qui le font au complet, doivent recevoir le salaire de \$30.00 par semaine.

Foreladies-finishers, finishers who distribute work to persons committed to finishing, or finishers who perform themselves finishing work in a shop and who do it entirely, shall receive \$30.00 per week.

b.— Apprentis des deux sexes: Les deux années d'apprentissage sont divisées en quatre (4) périodes de six (6) mois et les taux de salaires minima sont les suivants:

b.— Male and female apprentices: The two years of apprenticeship are divided into four (4) periods of six (6) months and the minimum rates of wages are as follows:

	Par semaine
1ère année, 1er semestre	\$10.00
1ère année, 2ème semestre	12.00
2ème année, 1er semestre	14.00
2ème année, 2ème semestre	16.00

	Per week
1st year, 1st 6 months	\$10.00
1st year, 2nd 6 months	12.00
2nd year, 1st 6 months	14.00
2nd year, 2nd 6 months	16.00

Apprentis—coupeurs ou garnisseurs:— Les taux de salaires minima et la division des périodes sont les suivants:

Apprentices—cutters or trimmers:— The minimum rates of wages and the division of periods are as follows:

	Par semaine
1ère année, 1er semestre	\$30.00
1ère année, 2ème semestre	31.20
2ème année, 1er semestre	32.40
2ème année, 2ème semestre	33.20
3ème année, 1er semestre	35.00

	Per week
1st year, 1st 6 months	\$30.00
1st year, 2nd 6 months	31.20
2nd year, 1st 6 months	32.40
2nd year, 2nd 6 months	33.20
3rd year 1st 6 months	35.00

3° Que l'article VIII.A suivant soit ajouté:

3. That the following section VIII.A be added:

"VIII.A.— Vacances payées: a.— Les employés bénéficieront de vacances payées durant la période comprise entre le 1er juin et le 1er août de chaque année, sujettes aux conditions suivantes:

"VIII.A.— Vacations with pay:— a.— Employees shall be granted vacations with pay during the period comprised between June 1st and August 1st of each year, subject to the following conditions:

Chaque travailleur à l'emploi d'un employeur pour une période de un mois aura droit à une demi-journée de vacances payée jusqu'à concurrence de six (6) jours par année.

Each worker at the service of an employer for a period of one month shall be entitled to one half-day of vacation with pay up to six (6) days per year.

b.— La première année qui servira de calcul pour accorder des vacances aux ouvriers sera celle allant du 1er juin 1944 au 1er juin 1945.

b.— The first year which shall be used for the computing of vacations to the workers shall be that comprised between June 1st, 1944 and June 1st, 1945.

c.— Tout employé qui aura cessé d'être assujéti au décret de la fourrure, N° 2944 et amendements, avant la signature de la présente entente n'aura pas droit de se réclamer de la clause précédente: Cette clause prévaudra seulement pour les employés assujéti audit décret lors de la signature de la présente entente et pour ceux qui le deviendront subséquemment.

c.— Every employee who shall cease to be governed by the decree relating to the fur industry, number 2944 and amendments, before the signing of the present agreement shall not benefit by the provisions of the foregoing clause. Such clause shall only apply in the case of employees governed by the said decree at the time of the signing of the present agreement and of those to be so governed.

d.— Un employé présentement assujéti audit décret et ayant travaillé pour plus d'un employeur assujéti au même décret, pourra réclamer des vacances payées à chacun de ses employeurs telles que mentionnées aux paragraphes "a" et "b" du présent article."

d.— An employee actually governed by the said decree and who has worked for more than one employer governed by the same decree may claim vacations with pay from each one of his employers, as mentioned in subsections "a" and "b" of the present section."

4° Que l'article X-A suivant soit ajouté:

4. That the following section X-A be added:

"X-A.— a.— Tout travail à contrat, à sous-contrat ou à la pièce est interdit, soit à l'intérieur de la fabrique de l'employeur, ou dans un établissement extérieur, ou ailleurs, à moins que tous les salariés de l'atelier ne soient occupés et que tous lesdits entrepreneurs ou sous-entrepreneurs soient dûment enregistrés au Comité paritaire.

"X-A.— a.— No contracting of subcontracting or piece work shall be permitted whether inside the factory of the employer, or at an outside plant or premises, unless all the employees in the shop are working and all said contractors or subcontractors have duly registered with the Parity Committee.

b.— Tous les entrepreneurs ou sous-entrepreneurs doivent tenir un registre des salaires et des heures de travail.

b.— All contractors and subcontractors must keep records of wages and hours of labour.

c.— Néanmoins, par exception et pour la durée de la guerre, il est permis de faire exécuter du travail à domicile durant les mois de septembre, octobre, novembre et décembre, pourvu que tous les ouvriers de l'atelier soient employés et que les noms desdits employés exécutant du travail à domicile soient fournis par écrit au Comité paritaire.

5° Que l'article XII soit radié et remplacé par le suivant:

XII.— *Protection Sanitaire*:— Chaque employeur doit voir à ce que son atelier soit pourvu de tous les avantages sanitaires requis et à faire bénéficier les employés d'une protection raisonnable à l'encontre des risques contre le feu, des accidents et autres dommages. Tous les articles en fourrure ou vêtements devront être parfaitement nettoyés avant qu'aucun travail ne soit exécuté sur lesdits articles par les employés.

6° Que l'article XIII suivant soit ajouté:

"XIII.— *Durée du décret*:— Le présent décret entrera en vigueur à compter du 1er mai 1945 et demeurera en vigueur pendant une année à compter de cette date. A l'expiration de cette période, il continuera d'être en vigueur jusqu'au 30 avril 1946 à moins que l'une des parties aux présentes ne donne un avis écrit à ce contraire aux autres parties, au moins 30 jours avant la date de son expiration."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 21 avril, 1945.

9126-o

c.— For the duration of the war, however, and by exception, finishing may be permitted at home, providing all the finishers in the shop are working and the names of such employees engaged in work at home are submitted in writing to the Parity Committee for approval.

5. That section XIII be deleted and replaced by the following:

"XII.— *Sanitary precautions*: Each employer will maintain and observe proper sanitary conditions and the protection of workers against risk of fire or other damage or other injury. All articles of furs or garments must be thoroughly cleaned before being worked upon by the employees.

6. That the following section XIII be added: "XIII.— *Duration of the decree*:— The present decree shall come into force on and from May 1st, 1945, and shall so remain for one year from that date. At the expiration of such period, it shall continue in full force and effect until April 30, 1946, unless one of the parties hereto give the others a notice in writing to the contrary, at least 30 days before the date of its expiration."

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections which the interested parties may desire to make against the said petition.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec April 21, 1945.

9126-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que le Comité conjoint de la chapellerie pour hommes et garçons lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1089, du 7 mars, 1940, et amendements, relatif à l'industrie des chapeaux et casquettes pour hommes et garçons dans la province de Québec. On demande:

1° Que le paragraphe suivant soit ajouté à l'article III:

"f.— Les employeurs doivent accorder à chaque salarié à leur emploi depuis au moins douze mois une semaine de vacances payée; la dite période de vacances doit être prise pendant les mois de juin ou juillet de chaque année et la date en sera fixée après entente entre l'employeur et le salarié. Chaque salarié n'aura droit qu'à une semaine de vacances payée, chaque année."

2° Que le paragraphe "a" de l'article V soit remplacé par le suivant:

"a.— Les salaires minima hebdomadaires sont les suivants pour les ouvriers qualifiés des classifications ci-après mentionnées:

	Par semaine
Coupeurs	\$30.35
Opérateurs	28.15
Bloqueurs	22.09
Faiseurs de doublures	18.60
Finisseurs à la main	15.55
Employés généraux	13.45

Tout salarié dont le salaire hebdomadaire était, avant le premier janvier 1944, de \$24.00

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163), that the Joint Committee of Men's and Boy's Hat & Cap Industry has submitted to him a petition to amend the decree, number 1089, of March 7, 1940, and amendments, relating to the men's and boy's hat and cap industry in the Province of Québec. It is requested:

1o. That the following subsection be added to section III:

"f.— The employers will grant to each employee working for said employers for a period of at least twelve months, one week's vacation with pay, and the said vacation period shall be taken during the months of June or July in each year at a time agreed upon between the employer and the employee. Each employee shall be granted only, one week's vacation with pay, each year."

2o. That subsection "a" of section V be replaced by the following:

"a.— The minimum weekly wages shall be the following for skilled workers in the hereinafter mentioned classifications:

	Per week
Cutters	\$30.35
Operators	28.15
Blockers	22.09
Lining makers	18.60
Hand finishers	15.55
General hands	13.45

Any employee whose weekly wage rate was \$24.00 or less, before January 1st, 1944, shall

ou moins, doit recevoir une augmentation de \$1.00 par semaine; tout salarié dont le salaire hebdomadaire était, avant le premier janvier 1944, de plus de \$24.00 doit recevoir une augmentation de \$1.50 par semaine.

Tout salarié gagnant un maximum de \$24.99 par semaine doit recevoir une augmentation de \$1.00 par semaine; tout salarié gagnant \$25.00 et plus par semaine doit recevoir une augmentation de \$1.50 par semaine."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 21 avril, 1945.

9123-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail; donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), que le Comité paritaire des Barbiers du district de St-François lui a présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 2163, du 20 août 1941 et amendements, relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans le district de Sherbrooke. On demande:

1° Que les paragraphes "d" et "e" suivants soient ajoutés à l'article I:

"d.— Le mot "salarié" désigne un apprenti ou un ouvrier qualifié au service d'un employeur ou d'un employeur professionnel."

"e.— Quiconque loue, sous-loue ou achète à un prix réel ou nominal une ou des chaises de barbier, du matériel, des accessoires ou un espace dans le but d'exercer le métier de barbier, sera en tous points classé comme salarié."

2° Que l'article II soit remplacé par le suivant:

"II.— *Jurisdiction territoriale*: — La juridiction territoriale du décret comprend les cités de Sherbrooke, Lennoxville, Bromptonville, Windsor, Richmond, Danville, Asbestos, East Angus, Cookshire et Bury avec un rayon de cinq (5) milles autour des limites de chacune des dites municipalités ainsi que Magog avec un rayon de huit (8) milles autour de ses limites."

3° Que l'article III soit remplacé par le suivant:

"III.— *Durée du travail*: — a.— Pour toutes les opérations du métier de barbier, les heures de travail sont réparties de la façon suivante:

1.— Sherbrooke et Lennoxville avec un rayon de cinq milles:

Lundi: 9.00 a.m. à midi.
Mardi, mercredi et jeudi: 9.00 a.m. à 6.30 p.m.

Vendredi: 9.00 a.m. à 9.00 p.m.
Samedi: 9.00 a.m. à 6.00 p.m.

2.— Bromptonville avec un rayon de cinq milles:

Lundi: 8.30 a.m. à midi.
Mardi et jeudi: 8.30 a.m. à 6.00 p.m.

Mercredi: 8.30 a.m. à 8.00 p.m.
Vendredi: 8.30 a.m. à 10.00 p.m.

Samedi: 8.30 a.m. à 6.00 p.m.

3.— East Angus, Bury et Cookshire avec un rayon de cinq (5) milles:

Lundi: 8.00 a.m. à midi.
Mardi et mercredi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

receive an increase of \$1.00 per week; any employee whose weekly wage rate exceeded \$24.00, before January 1st, 1944, shall receive an increase of \$1.50 per week.

Every employee earning up to and including the sum of \$24.99 per week shall receive an increase of \$1.00 per week, and every employee earning \$25.00 and over per week shall receive an increase of \$1.50 per week."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections which the interested parties may desire to make against the said petition.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 21, 1945.

9123-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), that the Joint Committee of the Barbers for the district of St. Francis has presented to him a petition to amend the decree number 2163, of August 20, 1941, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in Sherbrooke district. It is requested:

1° That the following subsections "d" and "e" be added to section I:

"d.— The word "employee" means an apprentice or a skilled worker at the service of an employer or a professional employer."

"e.— Any one renting, sub-letting or buying at a real or nominal price one or more barber chairs, material, accessories or a space for the purpose of practising the barber trade shall be classified, for all purposes, as an employee."

2° That section II be replaced by the following:

"II.— *Territorial jurisdiction*: — The territorial jurisdiction of the decree comprises the cities of Sherbrooke, Lennoxville, Bromptonville, Windsor, Richmond, Danville, Asbestos, East Angus, Cookshire and Bury with a radius of five (5) miles around the limits of each one of the said municipalities, as well as Magog with a radius of eight (8) miles around its limits."

3° That section III be replaced by the following:

"III.— *Duration of labour*: — a.— For all the operations of the barber trade, the hours of work shall be distributed as follows:

1.— In Sherbrooke and Lennoxville with a radius of five miles:

On Monday: from 9.00 a.m. to 12.00 (noon).
On Tuesday, Wednesday and Thursday: from 9.00 a.m. to 6.30 p.m.

On Friday: from 9.00 a.m. to 9.00 p.m.
On Saturday: from 9.00 a.m. to 6.00 p.m.

2.— In Bromptonville with a radius of five miles:

On Monday: from 8.30 a.m. to 12.00 (noon).
On Tuesday and Thursday: from 8.30 a.m. to 6.00 p.m.

On Wednesday: from 8.30 a.m. to 8.00 p.m.
On Friday: from 8.30 a.m. to 10.00 p.m.

On Saturday: from 8.30 a.m. to 6.00 p.m.

3.— In East Angus, Bury and Cookshire with a radius of five (5) miles:

On Monday: from 8.00 a.m. to 12.00 (noon).
On Tuesday and Wednesday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Jeudi: 8.00 a.m. à 8.00 p.m.
Vendredi et samedi: 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

4.— Magog avec un rayon de huit (8) milles:
Lundi: 9.00 a.m. à midi.
Mardi et mercredi: 9.00 a.m. à 6.00 p.m.

Jeudi: 9.00 a.m. à 8.00 p.m.
Vendredi et samedi: 9.00 a.m. à 9.00 p.m.

5.— Windsor et Richmond avec un rayon de cinq (5) milles:
Lundi: 9.00 a.m. à 1.00 p.m.
Mardi et mercredi: 9.00 a.m. à 6.00 p.m.

Jeudi: 9.00 a.m. à 7.00 p.m.
Vendredi et samedi: 9.00 a.m. à 9.00 p.m.

6.— Danville et Asbesto avec un rayon de cinq (5) milles:
Lundi: 3.00 p.m. à 6.00 p.m.
Mardi, mercredi et jeudi: 9.00 a.m. à 6.00 p.m.

Vendredi et samedi: 9.00 a.m. à 10.00 p.m.

Dans les municipalités de Sherbrooke, Lennoxville et Bromptonville avec un rayon de (5) milles autour des limites de chacune des dites municipalités, les 24 et 31 décembre, lorsqu'ouvrables, les heures de travail seront comme suit: 9.00 a.m. à 6.00 p.m. De toute façon les deux jours ouvrables précédant les 24 et 31 décembre les heures de travail seront de 9.00 a.m. à 9.00 p.m.

Dans toutes les municipalités, autres que celles spécifiées dans le paragraphe précédent et avec leur rayon respectif autour de leurs limites, l'avant-veille et la veille de Noël et du Jour de l'An lorsqu'ouvrables, seront établies comme un vendredi et un samedi ordinaires relativement aux heures de travail."

La durée des heures de travail à Magog (avec un rayon de cinq (5) milles des limites de cette dite municipalité), est fixée de 9.00 a.m. à 10.00 p.m., la veille des jours chômés, suivant les dispositions du paragraphe "e" de l'article III du décret et les jours de paie de la Dominion Textile de Magog.

A Sherbrooke, Bromptonville et Lennoxville (avec un rayon de cinq (5) milles des limites de ces municipalités), dans tous les cas où un jour déclaré chômé, suivant les dispositions du paragraphe "e" de l'article III du décret, est en même temps un vendredi, la durée des heures de travail, la veille dudit jour, c'est-à-dire le jeudi, est modifié et fixé de 8.00 a.m. à 9.00 p.m. A Sherbrooke, Bromptonville et à Lennoxville (avec un rayon de cinq (5) milles des limites de ces municipalités), dans le cas où ledit jour chômé, est en même temps un samedi, la durée des heures de travail la veille, c'est-à-dire, le vendredi, est celle du samedi (ordinaire) et l'avant-veille, c'est-à-dire le jeudi, celle du vendredi (ordinaire).

c. N'est pas considéré comme une violation du décret, le temps que prend le barbier pour servir le ou les clients qui sera ou seront dans un salon avant l'expiration de la durée des heures du travail.

d. Là où les villes ou villages changent d'heure pour prendre l'heure d'été, on doit tenir compte du changement d'heure pour la durée.

e. Il n'y a pas de travail les dimanches et fêtes d'obligation religieuses ainsi que la St-Jean-Baptiste (24 juin), la Confédération (1er juillet) à moins que ces deux fêtes ne soient un vendredi

On Thursday: from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.
On Friday and Saturday: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

4.— In Magog with a radius of eight (8) miles:
On Monday: from 9.00 a.m. to 12.00 (noon).
On Tuesday and Wednesday: from 9.00 a.m. to 6.00 p.m.

On Thursday: from 9.00 a.m. to 8.00 p.m.
On Friday and Saturday: from 9.00 a.m. to 9.00 p.m.

5.— In Windsor and Richmond, with a radius of five (5) miles:

On Monday: from 9.00 a.m. to 1.00 p.m.
On Tuesday and Wednesday: from 9.00 a.m. to 6.00 p.m.

On Thursday: from 9.00 a.m. to 7.00 p.m.
On Friday and Saturday: from 9.00 a.m. to 9.00 p.m.

6.— In Danville and Asbestos, with a radius of five (5) miles:

On Monday: from 3.00 p.m. to 6.00 p.m.
On Tuesday, Wednesday and Thursday: from 9.00 a.m. to 6.00 p.m.

On Friday and Saturday: from 9.00 a.m. to 10.00 p.m.

In the municipalities of Sherbrooke, Lennoxville and Bromptonville, with a radius of five (5) miles around the limits of each one of the said municipalities, on December 24th and 31st, when they are working days, the hours of labour shall be as follows: from 9.00 a.m. to 6.00 p.m. Nevertheless, on the two working days preceding the 24th and 31st of December, the hours of work shall be distributed between 9.00 a.m. and 9.00 p.m.

In all municipalities other than those specified in the foregoing paragraph and with their respective radius around their limits, the day before the eve and the eve of Christmas and New Year's Day, when they are working days, shall be considered as an ordinary Friday and Saturday for the establishing of working hours."

The duration of working hours in Magog (with a radius of five (5) miles from the limits of the said municipality), is distributed between 9.00 a.m. and 10.00 p.m., for holiday eves, according to the provisions of subsection "e" of section III of the present decree and for pay days of the Dominion Textile Co. of Magog.

At Sherbrooke, Bromptonville and Lennoxville (with a radius of five (5) miles from the limits of the said municipalities), on all days deemed to be holidays, according to the provisions of subsection "e" of section III of the present decree, when such days fall on Friday, the working hours, on the eve of the said days, which shall be Thursday, shall be modified and set between 8.00 a.m. and 9.00 p.m. At Sherbrooke, Bromptonville and Lennoxville (with a radius of five (5) miles from the limits of these municipalities), when the said holidays shall fall on Saturday, the working hours on the preceding Friday shall be that of Saturday (usual) and on the day before the eve, which shall be Thursday, that of Friday (usual).

c. Shall not be considered as a violation of the decree, the overtime required to work on the customers entered in the shop before the closing hours.

d. As for towns changing from standard time to daylight saving time, such modification shall be taken in consideration for the duration.

e. No work shall be performed on Sunday, religious holidays and on St. John the Baptist's Day (June 24th), Confederation Day (July 1st) unless these two holidays be a Friday or a Satur-

Aiguisage de rasoirs 0.35
Aiguisage de ciseaux 0.15

Est considéré comme coupe de cheveux, le travail du barbier qui se sert de la tondeuse ou des ciseaux.

Aucune prime ou objet de valeur quelconque, pouvant servir à baisser les taux ci-haut énumérés ne peut être donné au client ou en considération du client.

Toute entente ayant pour effet de diminuer les taux énumérés ci-haut, soit à la pièce, soit à forfait, soit à l'heure, soit à contrat, est de nul effet."

5° Que les paragraphes "d", "e" et "f" de l'article V soient remplacés par les suivants:

"d.— L'apprentissage comporte:

1.— *Au point de vue technique:* un stage de trois (3) ans comme apprenti dans un salon de barbier;

2.— *Au point de vue hygiénique:* que l'apprenti suive pendant trois ans le cours de barbier de trente deux (32) leçons de l'Université ou chez un médecin reconnu comme tel par le Comité paritaire et obtienne son certificat d'hygiène."

"e.— Le salaire de l'apprenti sera le suivant:

Par semaine

Après le premier semestre \$5.00

Après le deuxième semestre 7.00

Après le quatrième semestre 9.00"

"f.— Quiconque désire prendre à son service un apprenti doit d'abord donner un avis de huit (8) jours au Comité paritaire à cet effet et signer ensuite un engagement valide pour la durée de l'apprentissage. Tel engagement, signé entre l'employeur, l'employé et ayant comme témoin le Comité paritaire spécifiera que l'employeur s'engage à montrer le métier de barbier au complet à son employé conformément aux dispositions de la loi et aux exigences du métier. Au cas où tel employeur voudrait révoquer son engagement il devra en faire la demande en présence à la fois du Comité paritaire et de son apprenti ayant eu soin de notifier ces deux derniers au moins quinze (15) jours à l'avance."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 21 avril 1945.

9130-o

DÉCISION ARBITRALE

EN VERTU DE LA LOI DES DIFFÉRENDS OUVRIERS
ET LA LOI DES DIFFÉRENDS ENTRE LES
SERVICES PUBLICS ET LEURS SALARIÉS

In re:

DIFFÉREND ENTRE:

"Les instituteurs et les institutrices de langue française de la Commission des Écoles catholiques de Montréal",
représentée par L'Alliance des Professeurs catholiques de Montréal.

ET:

"La Commission des Écoles catholiques de Montréal",
corporation légalement constituée, ayant sa place d'affaires dans les cité et district de Montréal.

Razor sharpening 0.35
Scissors sharpening 0.15

Work done by a barber with the clippers or scissors shall be considered as a haircut.

No premiums nor objects of any value whatsoever, with a view to reduce the rates hereabove mentioned, may be given to a customer or in consideration of a customer.

Any agreement having the effect of reducing the rates hereinabove enumerated, either on piece work, job, per hour or by the job, shall be void."

5° That subsections "d", "e" and "f" of section V be replaced by the following:

"d.— Apprenticeship will include:

1.— *From a technical point of view:* A term of three (3) years as apprentice in a barber-shop;

2.— *For hygiene purposes,* the apprentice shall follow during three years the course for barbers of thirty-two (32) lessons of the University or from a physician recognized by the Parity Committee and obtain his certificate of hygiene."

"e.— The salary of the apprentice shall be as follows:

Per week

After the first six months \$5.00

After the second six months 7.00

After the fourth six months 9.00"

"f.— Any one wishing to hire an apprentice shall first notify the Parity Committee eight (8) days in advance to that effect and sign an indenture for the duration of the apprenticeship. Such indenture, signed by the employee and the employer and witnessed by the Parity Committee shall specify that the employer agrees to teach the whole barbe trade to his employee, pursuant to the provisions of the Law and the requirements of the trade. Should the employer wish to cancel the indenture, he must apply to the Parity Committee and the apprentice must be present; both the Committee and the apprentice shall be notified fifteen (15) days in advance."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections which the interested parties may desire to make against the said request.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 21, 1945.

9130-o

ARBITRAL DECISION

UNDER THE QUEBEC TRADE DISPUTES ACT
AND THE PUBLIC SERVICES AND EMPLOYEES
DISPUTES ACT.

In re:

THE DISPUTE BETWEEN:

"The French Speaking Teachers Employed by the Montreal Catholic School Commission",
represented by "L'Alliance des Professeurs Catholiques de Montréal",

AND,

"The Montreal Catholic School Commission",
a legally constituted corporate body, doing business in the City and District of Montreal.

Saisis de la demande des instituteurs et institutrices laïques de langue française au service de la Commission des Écoles Catholiques de Montréal, et que représente l'Alliance des Professeurs Catholiques de Montréal, et du différend né de cette demande; entre les parties, nous soussignés, Bernard Bourdon, président, Jean-Victor Cartier et Gérard Trudel, arbitres, accueillons, sauf certaines réserves, la requête de l'Alliance, visant à l'amélioration du traitement de ses membres.

Antérieurement à la création de ce Comité, un projet de convention collective a été soumis par l'Alliance des Professeurs à la Commission des Écoles Catholiques de Montréal et accepté partiellement par celle-ci, qui crut devoir en répudier trois clauses importantes affectant les émoluments de tout le personnel laïque enseignant. Le présent litige se limite aux articles 5, 6 et 10 du projet, où, en somme, il est question de l'augmentation des salaires, de l'application des échelles et des congés en maladie. C'est à faire recevoir ces trois articles qu'ont tendu les procédures de l'Alliance devant ce Comité.

La preuve testimoniale et documentaire, de part et d'autre, est plus qu'imposante. Le Comité, qui siège régulièrement depuis juillet 1944, n'a pas tenté de restreindre la portée de cette enquête ni de limiter l'étendue de la preuve, qui devaient forcément toucher au problème toujours actuel et si important de l'éducation à Montréal, et dans la Province, rapprocher l'échelle des salaires actuellement payés de celle des appointements reçus avant toutes négociations, opposer celle d'aujourd'hui aux chiffres maintenant proposés par l'Alliance.

Notre Comité a, devant lui, des rapports indiquant les salaires payés aux instituteurs laïques de Québec, des Trois-Rivières et d'ailleurs, de nombreux graphiques et statistiques établissant du point de vue municipal, industriel, économique, que certaines régions du pays, et partant, certaines villes, à cause de leur situation, jouissent d'avantages marqués.

L'état financier de la Commission des Écoles Catholiques de Montréal a été, et ça n'est pas peu dire, montré tel qu'il est, régulièrement et largement déficitaire depuis nombre d'années.

Les chiffres des appointements payés, à Montréal, aux instituteurs et institutrices protestants, ont été déposés au dossier, et de nombreux renseignements fournis sur les obligations de la Commission des Écoles Protestantes de Montréal, ses sources de revenus, sa dette, les problèmes de son administration, le recrutement de ses professeurs, hommes et femmes, les nombre et qualification de ceux-ci, l'organisation des classes, le nombre moyen des élèves et le coût annuel par tête, etc.

L'enquête a mis à jour tous les besoins actuels de nos professeurs, les conditions spéciales de leur admission et de leur avancement, leurs difficultés journalières, la nécessité où ils sont de répondre aux exigences matérielles d'un milieu particulier, l'objection ou le bienfait des longues vacances, l'importance reconnue d'une carrière si élevée, et comment la fonction du professeur l'emporte sur tant d'autres.

Il nous a paru nécessaire de rappeler ici l'essentiel de toute cette preuve où la documentation est considérable, mais non surabondante, et témoigne de la haute conscience professionnelle et du dévouement constant et éclairé des procu-

The claim of the French speaking lay teachers employed by the Montreal Catholic School Commission, and represented by the "Alliance des Professeurs Catholiques de Montréal", has been referred to us, as well as the dispute, between the parties, arising from the said claim, and we, the undersigned, Bernard Bourdon, president, Jean-Victor Cartier and Gérard Trudel, arbitrators, accept, with certain reserves, the petition submitted by the "Alliance" relative to the improvement in pay of its members.

Some time before this Committee was formed, a draft collective agreement was submitted by the "Alliance des Professeurs" to the Montreal Catholic School Commission and was partly agreed to by the latter, which thought it ought to repudiate three of its important provisions concerning the remuneration of all lay teachers. The present dispute bears upon sections 5, 6, and 10, of the draft, and the said sections pertain to increases in wages, the application of scales of salaries, and leaves of absence on account of sickness. It was to have these three sections accepted, that the "Alliance" took proceedings before this Council.

A very considerable amount of oral and documentary evidence was submitted by both sides. The Council, which has been sitting regularly since the month of July 1944, made no attempt to restrict the scope of this inquiry nor to limit the extent of the evidence offered, which necessarily dealt with a very important problem that is never lacking of present interest, namely: education in Montreal and throughout the Province, compared the scale of salaries actually paid with that of emoluments received before negotiations had started, and compared the prevailing scale with the figures which the "Alliance" now suggests.

Our Council has before it reports giving the salaries paid to the lay teachers of Quebec, Trois-Rivières, and elsewhere, also numerous graphs and statistics establishing that from a municipal, industrial, and economic point of view, that certain districts of our country, and consequently, certain cities, on account of their situation, enjoy marked advantages.

The financial report of the Montreal Catholic School Commission was submitted just as it is, and shows that for some years past the Commission has had an uninterrupted series of large annual deficits.

The figures showing the salaries paid to the protestant male and female teachers of Montreal have been filed, and a considerable amount of information furnished regarding the obligations of the Montreal Protestant School Commission its sources of revenue, its debt, the problems of its administration, the engaging of its teachers, both male and female, the number and qualification of its teachers, the organization of classes, the average number of pupils, the annual cost per capita, etc.

The inquiry brought to light all the present needs of our teachers, the special conditions required for their admission to the profession and subsequently for their promotion, their daily difficulties, the necessity for them to meet the material objection to, or the advantage of, long holidays, the recognized importance of such a worthy career, and how teaching is far more important than many other professions.

We deemed it necessary to recall here the main points of all this evidence which is contained in a considerable, yet not superabundant, amount of documents, and which bears witness to the high professional conscientiousness as well

reurs au dossier de même que de l'empressement des parties et de leurs témoins à vouloir loyalement et, sans réserve, éclairer les membres du Comité. La liberté quasi absolue volontairement laissée par le Comité aux procureurs de conduire cette enquête comme ils l'entendaient, en a heureusement élargi les cadres, et permis au public, que le problème intéresse directement, de se renseigner sur l'étendue de la demande et la nature des difficultés sans nombre que doit habituellement surmonter la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal.

La publicité des séances décrétée dès le début a facilité, croyons-nous, la tâche des journalistes, qui se sont montrés empressés et fidèles.

La décision que nous rendons aujourd'hui affecte environ dix-huit cents personnes laïques des deux sexes.

Montréal comprend 227 écoles contrôlées par la Commission: 155 sont dirigées par des religieux des deux sexes, tandis que 72 le sont par des laïques. 101,000 élèves (1943-44) sont répartis entre 3,313 classes.

Au 30 juin 1944, le personnel laïque comptait 898 femmes et 800 hommes, soit:

	femmes	hommes	
Cours élémentaire	838	614	1,452
Cours complémentaire	31	128	159
Cours supérieur	29	58	87
			1,698
Principaux			47
Assistants-principaux			12
Directrices			15
Assistantes-directrices			8
			82
Suppléants			198

Total 1,978

125 instituteurs ou institutrices ont, à leur crédit, de 25 à 36 ans d'enseignement, 329, de 20 à 25 ans, 679 de 10 à 20 ans, et 562, 10 ans ou moins.

Il est bon de rappeler ici que 1977 religieux des deux sexes sont, en outre, au service de la Commission; toutefois, ils sont hors le litige.

Aux cours complémentaire et supérieur, 138 instituteurs sur 198 ont des degrés universitaires ou autres. Le diplôme d'école normale établit la compétence, et des concours favorisent la promotion.

Les jours proprement de classe sont d'environ 190 par an. Une certaine surveillance est exigée des professeurs les dimanches et jours de fête.

Les instituteurs jouissent d'avantages matériels indéniables, emploi stable et permanent, risques réduits au minimum, salubrité, heures courtes, congés fréquents, longues vacances. Il y a aussi actuellement des gratifications pour longs états de service, un règlement dit des 40 jours pourvoyant à des congés en maladie ou en d'autres occasions, un fonds de pension, une assurance-groupe, une indemnité au décès.

L'amélioration proposée comporterait annuellement une dépense additionnelle d'environ \$800,000.

Une augmentation récemment consentie par la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal a porté de \$1,955.00 qu'il était à \$2,203.00 le salaire moyen des hommes, compte tenu d'une période de 25 ans d'enseignement suivi, et de

as to the constant and enlightened devotedness of the attorneys who prepared the documents, and to the willingness of both parties and of their witnesses to inform the members of the Council honestly and without reserve. The almost absolute liberty that the Council gave the attorneys to carry out the inquiry as they intended broadened its scope and allowed the public, that the problem directly concerns, to become informed about the extent of the claim and the nature of the countless difficulties with which the Montreal Catholic School Commission must regularly cope.

At the very outset, it was decreed that the sittings were to be held publicly. We believe that the public nature of the meetings lightened the task of the journalists, who showed willingness and trustworthiness.

The award that we are making today concerns about eighteen hundred lay teachers of both sexes.

In Montreal the Commission manages 227 schools, of which 155 are directed by religious of both sexes and 72 are directed by lay teachers. 101,000 pupils (1943-44) are distributed among 3,313 classes.

On June 30, 1944, the staff of lay teachers comprised 898 women and 800 men, as follows:

	Women	Men	
Elementary course	838	614	1,452
Complementary course	31	128	159
Superior course	29	58	87
			1,698
Principals			47
Assistant-Principals			12
Directresses			15
Assistant-Directresses			8
			82
Deputy-teachers			198

Total 1,978

125 male or female lay teachers have from 25 to 36 years' teaching to their credit; 329 have from 20 to 25 years; 679, from 10 to 20 years, and 562, ten years or less.

It might not be amiss to point out here that 1977 religious teachers of both sexes are employed by the Commission; however, they are not parties to this dispute.

Out of the 198 teachers employed in the complementary and superior courses, 138 hold university degrees or other diplomas. The diploma granted by the normal school establishes competency, and competitive examinations lead to promotion.

On an average there are about 190 teaching days per year. Teachers often act as supervisors on Sundays and feast days.

Teachers enjoy certain undeniable material advantages such as a certain measure of security as to the permanency of their employment a minimum of risks, salubrity, short hours, frequent holidays, long summer holidays. Actually there are also bonuses for long service, the "40 day By-Law" providing the payment of wages during illness or other circumstances, a pension fund, a group insurance, and an indemnity in case of death.

The proposed increase would entail an additional expenditure of about \$800,000.

An increase that was granted recently by the Montreal Catholic School Commission brought the male teachers' average salary from \$1,955.00 to \$2,203.00, taking into account a period of 25 years' continuous teaching, and, the women'

\$1,100.00 à \$1,149.00, celui des femmes. La demande veut porter cette moyenne à \$2,403.00 pour les hommes, à \$1,708.00 pour les femmes.

La Commission des Écoles Catholiques de Montréal a objecté son état financier, car elle supporte une dette de \$45,911,874.67 dont \$39,250,750.81 sont des obligations au taux moyen de 4.37%. Ses 314 immeubles, du point de vue financier, sont un actif proprement improductif. Le budget de l'année 1944-45 prévoit un déficit de \$2,099,059.37. En 1943-44, les dépenses se sont élevées à \$9,280,181.40, les revenus ordinaires à \$7,494,493.17. L'amortissement et les intérêts, soit: \$3,107,668.60, représentent 33.49% des dépenses annuelles ou \$30.73 par année et par élève. Depuis dix ans, voilà à peu près la situation.

Les déficits annuels sont comblés par des octrois du Gouvernement de la Province et, depuis un certain temps, par une contribution de la Cité. Les octrois du Gouvernement ont été, pour 1941-42, \$535,000.00, pour 1942-43, \$1,055,000.00, pour 1943-44, \$1,285,000.00. La Cité de Montréal a versé \$550,000.00 pour chacune des deux dernières années. Les charges d'amortissement et le service des intérêts absorbent plus d'un tiers du revenu annuel. La Commission n'est pas dans une situation financière unique. La Commission des Écoles Protestantes de Montréal est dans une situation à peu près semblable. La Commission des Écoles Catholiques de Verdun connaît une ère de déficits, et celle de Québec compte également sur les octrois de la Province.

À Montréal, la taxe est fixée par la loi, les catholiques payant \$1.00, les protestants \$1.00, et les neutres, \$1.20. De quelque façon que l'on distribue la taxe des neutres — on a prétendu que le partage n'en est pas bien fait — cela ne pourrait combler le déficit.

Un témoignage intéressant a énoncé qu'une dette publique, en principe, n'est qu'un retard de l'administration publique à solder, et qu'elle est trop bien garantie pour qu'on puisse s'en effrayer outre mesure. Il faut procéder alors à un déplacement. Les moyens à prendre pour opérer ce redressement passent notre compétence. Le problème relève du pouvoir public qui seul peut le résoudre comme il convient.

On a prétendu qu'il serait prématuré de hausser les salaires, lorsque la caisse est vide, et qu'il faut d'abord se procurer les fonds suffisants. S'ils doivent venir demain, tout est bien. Au cas contraire, l'exécution de notre arrêt peut faire surgir quelques difficultés entièrement étrangères à notre rôle bien limité qui est de fixer la juste valeur du travail des requérants.

S'il était possible de nous comparer à un juge, nous serions en présence d'un litige portant sur le quantum d'une réclamation. L'incapacité de solder n'est pas opposable à une responsabilité.

Accepter absolument que la demande des professeurs doit être précédée de la rentrée ou de la souscription des fonds, pour être reçue, conduirait forcément à prétendre que le droit au salaire est subordonné au plus incertain des faits. Et si ces sommes n'allaient pas venir, les instituteurs n'auraient même pas, en l'occurrence, le droit d'être créanciers?

Nous fixons le prix d'un travail. Comment et quand il sera versé, relève d'une autre juridiction. Nous sommes des évaluateurs. Deux mesures sont proposées. Il nous faut opter pour celle où

average salary, from \$1,100.00 to \$1,149.00. The request would bring this average up to \$2,403.00 for men, and to \$1,708.00 for women.

The Commission objected that its financial position did not allow such increases as it has to support a debt of \$45,911,874.67, of which \$39,250,750.87 are bonds carrying 4.37% interest. From a financial point of view its 314 buildings are utterly non-productive assets. Its 1944-45 budget shows a deficit of \$2,099,059.37. During 1943-44 expenditures amounted to \$9,280,181.40, and the ordinary revenue amounted to \$7,494,493.17. Interest and amortization amounted to \$3,107,668.60, representing 33.49% of the annual expenses, or \$30.73 per year per pupil. Such is the Commission's financial position for these ten years past.

The annual deficits are made good by grants from the Provincial Government, and, for some time past, by a grant from the City of Montreal.

The Government grants were as follows: for 1941-42, \$535,000.00; for 1942-43, \$1,055,000.00; for 1943-44, \$1,285,000.00. The City of Montreal granted \$550,000.00 for each of these two last years. Amortization and interest absorb more than a third of the annual revenue. The Montreal Catholic School Commission is not the only one to be in such a financial position. The Montreal Protestant School Commission is in a similar situation. The Verdun Catholic School Commission has deficits regularly, and Quebec's Commission also relies on Provincial Government grants.

In Montreal, taxation is fixed by law; Catholics pay \$1.00; Protestants, \$1.00, and neutrals, \$1.20. Whatever methods are followed to distribute the taxes received from the neutrals — it was mentioned that the actual method of allotment is unsatisfactory — the amounts shared out could not make up the deficit.

An interesting bit of evidence stated that a public debt is, in principle, only a delay in payment on the part of a public administrative body, and that such a debt is guaranteed to such an extent that it would be useless to be overalarmed at it. Then, one must proceed to a displacement. The means to be taken to carry out such a rectification do not fall within our competence. The problem comes under the jurisdiction of our public administration, which is alone competent to solve it in the proper manner.

It was stated that it would be untimely to increase salaries when funds are low, and that the first thing to be done was to secure sufficient funds. If they are secured to-morrow, so much the better. In the negative, the carrying out of our award may give rise to certain difficulties entirely irrelevant to our very limited part, which is to determine the real value of the work of the claimants.

If it were possible to compare us to a judge, we would be faced with a dispute bearing upon the "quantum" of a claim. The incapability of paying cannot be opposed to a responsibility.

If one accepts that, absolutely, in order to be agreed to, the teachers' claim must be preceded by the receipt or subscription of funds, one will necessarily be led to claim that the right to wages depends on one of the most uncertain occurrences. And, under such circumstances, if the funds failed to come in, the teachers would not even have the right to be creditors.

We are establishing the price of work. How and when it shall be paid comes under some other jurisdiction. We are valuers. Two measures are proposed. We must choose the most

est la justesse. Notre travail, à vrai dire, en est un de révision.

Ce Comité ne peut donc souscrire à l'argument, bien et loyalement présenté, qu'une telle requête ne doit être reçue, si les fonds n'ont pas d'avance été réservés ou votés, et qu'y faire droit peut équivaloir à favoriser une pression indue auprès des pouvoirs publics.

La raison majeure qui a amené ce Comité à décréter l'augmentation est celle que leur a fournie le salaire des instituteurs protestants: il est plus élevé que celui qui est mentionné dans le projet de convention collective, et la tâche et le milieu, en somme, sont les mêmes, les qualifications équivalentes, les responsabilités et les besoins identiques. Cette comparaison nous a paru décisive.

Devons-nous ajouter qu'un rapprochement avec le salaire des pompiers, des policiers et celui que commandent certaines professions manuelles, sans toutefois conduire à des conclusions bien assurées, a servi les prétentions des requérants en nous persuadant que la nature de la fonction la caractérise et la distingue.

Or, l'éducation est le premier élément de l'avancement social. Il n'est pas de plus noble devoir que de s'y livrer avec ardeur et enthousiasme. L'avenir d'une race, c'est-à-dire de ses enfants, tient dans le cœur de leurs maîtres. Une formation négligée, une éducation incomplète conduisent — c'est une vérité de tous les temps — aux pires désastres. "Toute question sociale est une question morale". La nation vaudra demain ce que vaudront nos enfants; ils vaudront, pour beaucoup, ce que nos professeurs les auront faits. Ces architectes sont les plus grands de tous. Si la rémunération qu'ils reçoivent, l'enquête le démontre, peut assurer l'excellence de leurs services, elle ne saurait être trop généreuse.

On ne peut donc choisir les professeurs avec trop de soins. L'enquête a révélé que si généralement la Commission n'a qu'à se louer de leurs services, le perfectionnement reste toujours possible et recherché, l'amélioration sans cesse à l'ordre du jour dans un domaine où l'on doit se montrer difficile, et tendre à la perfection. L'excellence du traitement facilitera naturellement le choix des meilleurs sujets.

Nous sommes d'opinion, vu la preuve faite par M. Boulanger, directeur des études de la Commission, que cette dernière doit trouver des avantages sérieux dans le fait que ses instituteurs reçoivent un traitement dont ils soient contents. Elle pourra être plus exigeante dans le choix des candidats et plus sévère pour les titulaires. (Témoignage Boulanger, 27 décembre 1944, pp. 55, 56, 57 et 62).

M. Boulanger a déclaré que l'une des raisons du juste salaire des instituteurs, c'est d'attirer les meilleures intelligences, les sujets les mieux qualifiés, d'assurer la subsistance, de favoriser le perfectionnement et de récompenser le mérite. Il ajoutait que si les salaires étaient augmentés, la Commission pourrait, sinon avoir des professeurs mieux qualifiés, du moins exiger davantage des instituteurs actuels. Ceux-ci seraient plus actifs et les enfants, mieux instruits; ils deviendraient plus pressés et plus dévoués. Le rendement en serait meilleur. Les directeurs de la Commission, si les conditions étaient améliorées, pourraient se montrer plus exigeants "comme rendement au point de vue de la tenue des professeurs, au point de vue de leur langage et de la préparation de leur travail, de l'atmos-

just one. As a matter of fact, our work consists in revising, reconsidering.

The Council cannot subscribe to the argument, well and honestly presented, that such a claim should not be accepted if the funds required have not been reserved or voted beforehand, and that compliance with such a request would be equivalent to favouring undue pressure upon public administration.

The reason that lead this Council to decree the increase was furnished by the salary paid to protestant teachers: it is higher than that which is mentioned in the draft collective agreement, and the work and environment are the same, the qualifications are equivalent, and the responsibilities and needs, identical. We found this comparison to be conclusive.

It must be added that a comparison with the wages of firemen, policemen, and of those who practice certain manual professions, without being definitely conclusive, served the claimants' demands in convincing us that a function is characterized and distinguished by its nature.

Education is the first element of social progress. There does not exist a more noble duty than devoting oneself with ardor and enthusiasm to the education of youth. The future of a race, that is to say, of its children, depends on the heart of its teachers. Time has proved that neglected training and incomplete education lead to the worst of disasters. "All social questions are moral questions." To-morrow the nation will be what our children will be; they will be, in a great measure, what our teachers will have made them. Teachers are the greatest of all architects. As shown by this inquiry, if the remuneration they receive can ensure the excellence of their services it would never be too great.

Therefore, teachers must be selected with the greatest of care. The inquiry revealed that, generally, although the Commission is satisfied with their services, improvement is always necessary in a sphere in which one must be very particular and tend towards perfection. Naturally, proper remuneration will facilitate the selection of the best subjects.

In view of the evidence offered by Mr. Boulanger, Director of Studies of the Commission, we are of opinion that the Commission will derive certain appreciable advantages from the fact that its teachers will receive a salary with which they will be satisfied. It will be in a position to be more exacting in the choice of applicants and more severe with titulars. (Boulanger testimony, December 27, 1944, pp. 55, 56, 57 and 62).

Mr. Boulanger stated that a fair salary should be paid to teachers because it would attract to the profession the most gifted and most qualified subjects, ensure their subsistence, promote improvement and reward merit. He added that if the salaries were increased the Commission could, if not secure better qualified teachers, at least demand more of the present teachers. The latter would be more active and the children, more learned; they would become more zealous and more devoted. Their efficiency would be increased. If conditions were improved, the directors of the Commission could be more exacting as regards "efficiency" in as much as the behaviour and language of the teachers is concerned as also the preparing of their work, and the atmosphere that makes enthusiasm glow

père qui crée en classe de l'élan", selon l'expression de M. Boulanger.

Enfin, on ne s'improvise pas professeur; toute une série d'épreuves, de concours et d'examens attendent les titulaires s'ils veulent embrasser, avec quelque ambition, une carrière où il doit sembler, à certains jours, que toutes les vertus doivent être exercées simultanément.

La répétition prolongée des mêmes efforts, et parfois inutiles, est un fardeau lourd pour les nerfs. Il est certain que les cas de fatigue nerveuse et même de dépression sont toujours à craindre. Les traitements indiqués sont longs et coûteux. Comment le professeur peut-il les suivre efficacement, s'il est sans provisions?

Ces pensées ont été éloquemment exprimées par M. Trefflé Boulanger, directeur des études, et Mlle Thérèse Thériault, vice-présidente de l'Alliance.

Il en ressort que le professeur vaut ce qu'on le paie et qu'on a le droit de se montrer exigeant à son endroit, dans la mesure où il est convenablement rémunéré.

On a objecté les longues vacances; elles sont inhérentes à l'exercice de la fonction et le suivent nécessairement. Si les enfants en ont besoin, elles sont indispensables aux professeurs, qui, plus que d'autres, ont mérité un juste repos, assez réduit, si l'on tient compte que ce sont les seuls jours où le professeur s'appartienne véritablement: enlevons de ces semaines le temps des préoccupations vraiment personnelles négligées antérieurement, et pour cause, des affaires particulières, les moments employés à la solution d'une foule de petits problèmes "nécessairement remis à plus tard", aux courses différées, aux études spéciales et laborieuses tendant au perfectionnement et à l'avancement, et nous constaterons que ces vacances n'ont rien que de normal.

Les heures libres, les congés et les soirées sont de même considérablement réduits si on en soustrait les longues heures nécessaires à la correction des devoirs, à la revision des notes et des programmes, à la préparation des examens, et des "fêtes", à la mise au point des listes, etc. L'erreur la pire, et source de bien des préjugés, est de croire que le professeur ne l'est qu'en classe.

L'enquête a révélé que des professeurs, à cause des exigences actuelles de la vie, sont contraints de donner une partie de leur temps à des occupations fort louables, mais étrangères à la nature de leur carrière. Il convient de faire disparaître ces vicissitudes nuisibles à l'enseignement.

Ces raisons ont dissipé les doutes et les hésitations de ce Comité.

Pour ces motifs:

Nous décidons par les présentes que:

Article V — Traitements

Les professeurs recevront les traitements suivants, selon le degré où ils sont rattachés et le poste qu'ils y occupent.

**ÉCHELLE DES TRAITEMENTS
DES INSTITUTEURS**

	Complémentaire	Supérieur	Ass. Princ.	Principaux
Elémentaire 1ère-7e				
	min. \$1,200. (célibataire)			
	" 1,500. (marié)			

throughout the classroom, according to an expression of Mr. Boulanger.

One cannot become a teacher extemporaneously; a whole series of tests, competitions and examinations have to be successfully passed by the titulars who wish to devote themselves with a certain amount of ambition, to a career in which it must seem that on certain days all virtues have to be practiced simultaneously.

The continued repetition of the same efforts, which sometimes prove unavailing, is very detrimental to the nerves. It is a well known fact that cases of nervous fatigue, and even depression, are always to be feared. The treatment of such ailments is long and costly. How can a teacher correctly follow such a treatment if he cannot afford it.

These thoughts were eloquently voiced by Mr. Trefflé Boulanger, Director of studies, and by Miss Thérèse Thériault, vice-president of "l'Alliance".

It follows that a teacher is worth what he is paid, and that one has the right to be exacting with him in as much as he is properly remunerated.

Long holidays were raised as an objection; they are inherent in the exercise of the duty and necessarily follow it. If the pupils need long holidays, they are also absolutely necessary to teachers, who, more than others, have deserved a well-earned rest, which is relatively short, if it is taken into account that they are the only days during which a teacher's time really belongs to him: take away from these weeks the time spent on truly personal cares, previously neglected, and for a very good reason, the time spent on particular affairs, taken up by the solving of a host of problems "necessarily put off till another time", postponed errands, special and difficult studies undertaken by teachers in view of perfecting themselves or of obtaining a promotion, and you will realize that these holidays are just normal.

The hours off-duty, holidays, and evenings, are also considerably shortened if one subtracts from them the long hours required to correct exercises or home-works, review notes and programmes, prepare examinations, prepare "feasts", bring lists up to date, etc. The greatest of all errors, and the cause of many prejudices, is to think that a teacher's duties are carried out in the class-room only.

The inquiry revealed that in certain instances, in order to meet their financial obligations, teachers are obliged to devote a part of their time to certain very worthy occupations quite irrelevant to the nature of their career. It is advisable to remove these vicissitudes that prove so prejudicial to teaching.

The foregoing reasons dispelled the doubts and hesitancy of this Council.

For all these reasons:

We hereby award that:

Section V — Salary

The teachers shall receive the following salaries, according to the degree to which they are committed and the position which they occupy.

SCALE OF SALARIES OF MALE TEACHERS

	Complementary	Superior	Ass. Princ.	Principals
Elementary 1st-7th				
	min. \$1,200. (single)			
	min. \$1,500. (married)			

aug.	125.	125.	125.
max.	2,900.	3,500.	3,700.
8e et 9e	min.	—	—
aug.	125.	125.	125.
max.	3,200.	3,600.	3,800.
10e-11e-12e	min.	—	—
aug.	125.	125.	125.
max.	3,500.	3,800.	4,000.

ann.	125.	125.	125.
incr.	2,900.	3,500.	3,700.
8th-9th	min.	—	—
ann. incr.	125.	125.	125.
max.	3,200.	3,600.	3,800.
10th-11th-12th	min.	—	—
ann. incr.	125.	125.	125.
max.	3,500.	3,800.	4,000.

**ÉCHELLE DES TRAITEMENTS
DES INSTITUTRICES**

<i>Elémentaire</i>	<i>Complémentaire</i>	<i>Ass. Supérieure</i>	<i>Directrices</i>
1ère-7e			
min.	\$1,000.		
aug.	50. (jusqu'à 1200.)		
max.	100. (au-dessus de \$1,200.)	100.	100.
8e et 9e	min.	—	—
aug.	100.	100.	100.
max.	2,200.	2,500.	2,800.
10e-11e-12e	min.	—	—
aug.	100.	100.	100.
max.	2,400.	2,700.	3,000.

SCALE OF SALARIES OF FEMALE TEACHERS

<i>Elementary</i>	<i>Complementary</i>	<i>Ass. Superior</i>	<i>Principal</i>
1st-7th			
min.	\$1,000.		
ann. incr.	50. (until \$1200. is reached)		
max.	100. (after reaching \$1,200.)	100.	100.
8th-9th	min.	—	—
ann. incr.	100.	100.	100.
max.	2,200.	2,500.	2,800.
10th-11th-12th	min.	—	—
ann. incr.	100.	100.	100.
max.	2,400.	2,700.	3,000.

L'application pratique, la portée rétroactive de cette échelle a suscité d'intéressants débats. Questions d'importance pour le professeur anxieux d'apprendre quel est son rang actuel, où il se situe lui-même précisément et depuis quand court le nouveau salaire.

Cette échelle doit être appliquée d'une façon uniforme et pleine. La mesure sert les nouveaux professeurs, mais comme les anciens, c'est-à-dire également. Ceux-là ne doivent pas en bénéficier davantage que ceux-ci. Elle prend place dans les faits actuels.

Les requérants, depuis longtemps, n'ont cessé de prier — c'est un fait bien établi —. Par contre, la Commission des Écoles Catholiques de Montréal s'est toujours montrée très bien disposée, en accordant de nombreux avantages à son personnel enseignant, malgré la précarité pénible de sa situation. Les relations entre les parties ont été amicales et fraternelles pendant la longue enquête. Vu les circonstances, la Commission ne pouvait guère, de son chef, aller plus loin. Il faut laisser le temps aux discussions de naître, aux propositions de se former et surtout aux contre-propositions. Ce sont des délais nécessaires. Il suffit parfois d'un instant pour tout concilier. Nous ne croyons pas devoir faire supporter, par la Commission, le poids des attermoissements inévitables.

Comme en ces sortes de choses il faut bien faire une fin, il n'est pas moins urgent, croyons-nous, de faire un commencement. La loi qui nous régit a été sanctionnée et l'Alliance incorporée en février 1944. La création de notre comité date de juillet 1944, alors que l'engagement 1943-44 était expiré. Notre compétence à décréter la rétroactivité, comme le désire l'Alliance, c'est-à-dire en remontant à deux ans, est douteuse, vu le texte du statut. Nous avons vu dans l'article XII, accepté par les parties, une confirmation par elles que la rétroactivité n'allait qu'au 1er juillet 1944. Ces raisons nous justifient de considérer cette date comme point de départ, notre juridiction embrassant ainsi l'année courante seulement.

Le Comité confirme donc l'article VI, ainsi conçu:—

The practical application, the retroactive effect of this scale gave rise to very interesting discussions. Questions of considerable importance to a teacher who is anxious to know his actual rank, and when the new salary came into force.

This scale must be applied in a uniform and complete way. The measure equally favours both new and old teachers. The former must not benefit by it more than the latter. It is actually coming into force.

It is an established fact that the claimants, for quite a while past, have never ceased requesting. On the other hand, the Montreal Catholic School Commission always proved to be well disposed towards them in granting numerous advantages to its teaching staff, despite its precarious financial position. Relations between the parties were friendly and brotherly throughout this long inquiry. Under the circumstances, the Commission, on its own account, could not go any farther. Discussions must have time to arise, propositions, time to form and above all counter-propositions must be considered. These are all necessary delays. At times, a single moment is all it takes to bring about agreement. We do not think it would be right to blame the Commission for unavoidable delays.

As in such cases it is necessary to bring a question to an end, we believe it is just as imperative that we establish a beginning. The law by virtue of which this Council is functioning was assented to during the month of February 1944. The "Alliance" was incorporated during the same month. This Council was appointed in July 1944, when the teachers' employment for the year 1943-44 had been completed. Our competence to award retroactivity, as desired by the "Alliance" i.e. to the second last year, seems doubtful, in view of the text of the statute. We found in section XII, that was agreed to by both parties, their confirmation that retroactivity would only extend as far as July, 1944. These reasons justify our considering that date as a starting point, since our jurisdiction comprises the current year only.

The Council therefore confirms section VI, which reads as follows:

"ARTICLE VI — APPLICATION DES ÉCHELLES

"SECTION VI — APPLICATION OF SCALES

1. Ces échelles s'appliquent à toute personne qui fait de l'enseignement régulier, quelle que soit la matière enseignée.

1. These scales shall apply to every person who is a regular teacher, regardless of the matter taught.

Note: — Un professeur qui fait de l'enseignement régulier est celui qui est à l'emploi de la Commission durant les heures réglementaires et dont l'emploi à la Commission exige de lui plein temps.

N. B. — The term "regular teacher" means a teacher who is in the employ of the Montreal Catholic School Commission during the regulation hours and whose engagement with the Commission requires his full time.

2. L'application de ces échelles de traitement se fera en donnant à chaque professeur le bénéfice du rajustement ou de l'augmentation que ces échelles comportent, en raison du poste qu'il occupe, et du nombre de ses années de service, avec effet rétroactif au 1er juillet 1944;

2. The application of these salary scales will consist in giving each teacher the benefit of the readjustment or of the increase that these scales establish, according to the position which he or she holds and the number of his or her years of service, with retroactive effect to the 1st of July, 1944.

3. Le professeur qui obtient une promotion a droit, à compter de la date à laquelle il occupe son nouveau poste, à une augmentation de traitement égale à la différence entre le maximum prévu pour le poste qu'il quitte et celui qui est prévu pour le poste qu'il est appelé à occuper.

3. The teacher who obtains a promotion is entitled, from the date that he enters upon his new position, to an increase in salary equal to the difference between the maximum provided for the position that he abandons and that which is provided for the position which he is called upon to fill.

Pour les fins de cet article, il y a promotion toutes les fois qu'un professeur se voit chargé de fonctions comportant un traitement plus élevé.

For the purpose of this there is a promotion each time that a teacher is called to duties which carry a higher salary.

4. Un supplément de \$100. est accordé aux professeurs de 7e et 9e années, classes de certificats.

4. A bonus of \$100.00 shall be granted to teachers of the 7th and 9th years which are certificate classes.

5. Un supplément de \$100. est accordé aux professeurs des classes auxiliaires."

5. A bonus of \$100.00 shall be granted to teachers of auxiliary classes.

L'article X protège les instituteurs malades. La Commission a toujours voulu, en exerçant une bien généreuse discrétion, tempérer le règlement actuel, pratiquement inopérant. Pour les raisons déjà mentionnées, parce que les maîtres demandent avec raison un texte précis et se prêtent à une plus étroite application, parce qu'enfin le principe en a été reconnu en d'autres milieux, nous accueillons l'article X, mais croyons devoir en restreindre la portée. Les jours au crédit du professeur, après dix ans, ne serviront qu'à son perfectionnement, comme tel, dans les cas prévus. Nous avons cru devoir ignorer la nécessité du repos bien mérité, attestée par le certificat médical: l'interprétation du texte serait de nature à favoriser les illusions et les abus.

Section X protects teachers who happen to be ill. The Commission has always tried unostentatiously to temper the present by-law, which is now practically inoperative. For the foregoing reasons, because the teachers rightfully demand a definite text that would be more strictly applied, and because the principle has been recognized in other circles, we accept section X, but we believe its scope must be restricted. After ten years of service, the days standing to the credit of a teacher may only be used for his improvement, as such, in the cases provided for.

Il n'a pas paru opportun ni possible d'accorder une prime à la ponctualité déjà payée par le salaire. Les héritiers sont donc écartés des cadres de l'article X. Il se lira comme suit:

We felt that medical certificates, attesting a much needed rest, should be ignored: interpretation of the text would be of such a nature as to favour illusions and abuses.

It did not seem timely nor possible to grant a bonus for punctuality as it is implicitly comprised in the salary. The provisions relating to the estate of deceased teachers are deleted from section X. Section X will read as follows:

"ARTICLE X — TRAITEMENT EN MALADIE

SECTION X — "SICK PAY"

1° Pour encourager l'assiduité chez son personnel enseignant, la Commission des Écoles Catholiques de Montréal accordera à chaque professeur régulier un congé de maladie qui sera réglé de la façon suivante:

1. To encourage assiduity among the teaching staff, The Montreal Catholic School Commission shall grant to each regular teacher a leave of absence on account of sickness which shall be determined in the following ways:

a) Pour chaque mois révolu de services continus, le professeur aura droit à un crédit d'un jour et demi dont il sera tenu un compte appelé "Banque des Crédits";

a) For each full month of continual service, the teacher shall be entitled to a credit of one and one-half days in an account called "Holiday Credit Bank" (Banque des Crédits).

b) Ce crédit s'accroîtra de mois en mois pendant tout le temps que le professeur restera à l'emploi de la Commission, avec cette réserve toutefois que le nombre total de jours à son crédit ne devra jamais dépasser deux cents;

b) This credit shall increase monthly during the time that the teacher remains in the service of the Commission, with this reservation, however, that the total number of days to his credit shall never exceed two hundred.

c) Du nombre de jours portés au crédit du professeur sera défalquée la durée en jours ouvrables de tout congé de maladie payé qui lui aura été octroyé;

c) From the number of days standing to the credit of the teacher in his account shall be deducted the number of working days on which he is absent by reason of illness and for which he shall have received pay.

d) Après dix années de service, le professeur pourra réclamer les jours à son crédit, pour poursuivre des études de perfectionnement après un acquiescement de la Direction des études;

d) After ten years of service, the teacher may claim the days standing to his or her credit to follow courses of improvement with the acquiescence of the Director of Studies.

e) Les congés spéciaux accordés par la Commission ne seront pas déduits de la Banque des Crédits;

2° Nonobstant les dispositions qui précèdent, le règlement édicté par la Commission des Écoles Catholiques de Montréal, dit règlement des 40 jours et concernant le paiement du traitement en maladie, conservera sa pleine force et vigueur, sujet aux conditions et restrictions ci-après énoncées:

a) Après cinq jours consécutifs d'absence par maladie, le professeur pourra se prévaloir des congés à son crédit à la Banque des Crédits pourvu qu'une demande à cet effet, appuyée d'un certificat médical, soit faite à la Commission des Écoles Catholiques de Montréal;

b) Au cas où le professeur n'aurait pas de jours de congé à son crédit et ou après épuisement de ce crédit, il sera soumis aux prescriptions du règlement des 40 jours:

3° La Commission des Écoles Catholiques de Montréal accordera à tous ses professeurs réguliers un crédit de 5 jours de congé en maladie, pour chacune des années scolaires antérieures au 1er septembre 1944 pendant lesquelles ces professeurs auront été à son emploi, mais pour l'établissement de ce crédit, il ne leur sera pas compté plus que 5 années de service."

Les articles V, VI et X, ainsi rédigés, feront partie de la Convention Collective entre les parties. Elle sera donc modifiée en conséquence.

Montréal, 14 avril 1945.

(Signé) BERNARD BOURDON,
Président.
(Signé) JEAN-VICTOR CARTIER,
GÉRARD TRUDEL,
Arbitres.

(Signé) C. MIRON,
Greffier.

(Signé) ROGER LAPIERRE,
9132-o Témoin.

DÉCISION ARBITRALE

EN VERTU DE LA LOI DES DIFFÉRENDS OUVRIERS
ET LA LOI DES DIFFÉRENDS ENTRE LES SER-
VICES PUBLICS ET LEURS SALAIRES

Re:

DIFFÉREND ENTRE:

"Les instituteurs et institutrices laïques de langue anglaise de la Commission des Écoles catholiques de Montréal",
représentée par "La Fédération des Instituteurs Catholiques de langue anglaise Inc."

ET

La Commission des Écoles Catholiques de Montréal.

A l'Honorable ministre du Travail,
Province de Québec, Québec.

Monsieur:

La Fédération des Instituteurs catholiques de Langue anglaise Inc. (ci-après appelé "la Fédération") fut acceptée comme agent négociateur en février 1944, pour les instituteurs laïques de langue anglaise employée par la Commission des Écoles catholiques de Montréal (ci-après appelée "la Commission") et soumit à la Commission, le 31 mai 1944, une convention collective pour la période du 1er juillet 1944, au 30 juin

e) The special holidays granted by the Commission shall not be deducted from the credits standing in the account of the teacher in the "Holiday Credit Bank".

2. Notwithstanding the foregoing dispositions, the by-law enacted by the Montreal Catholic School Commission, called the "40 day By-Law" (règlement des 40 jours) concerning the payment of the salaries during illness, shall remain in full force and effect subject to the conditions and restrictions hereinafter set forth:

a) After five consecutive days of absence by reason of illness, the teacher may avail himself of the days to his credit in the "Holiday Credit Bank" provided a request to this effect, supported by a medical certificate, be made to the Montreal Catholic School Commission.

b) In case the teacher should have no days to his credit in the "Holiday Credit Bank" or after the days standing to his credit have been exhausted, he shall be subject to the provisions of the "40 day By-Law".

3. The Montreal Catholic School Commission shall grant to the regular teachers a credit of five days' leave of absence on account of sickness for each of the scholastic years anterior to September 1, 1944, during which these teachers shall have been in its service but, for the establishment of this credit, not more than five years of service shall be taken into account.

Sections V, VI and X, as they appear hereinaabove, will form a part of the Collective Agreement between the parties. The said Collective Agreement shall, therefore, be modified accordingly.

Montréal, April 14, 1945.

(Signed) BERNARD BOURDON,
Président.
JEAN-VICTOR CARTIER,
GÉRARD TRUDEL,
Arbitrators.

(Signed) C. MIRON,
Registrar.
(Signed) ROGER LAPIERRE,
Witness. 9132-o

ARBITRAL DECISION

UNDER THE QUEBEC TRADE DISPUTES ACT AND
THE PUBLIC SERVICES AND EMPLOYEES
DISPUTES ACT

In re:

THE DISPUTES BETWEEN:

The English speaking lay teachers employed by the Montreal Catholic School Commission, represented by The Federation of English speaking Catholic Teachers Inc.

AND

The Montreal Catholic School Commission.

To the Honourable Minister of Labour
Province of Québec, Québec.

Sir:

The Federation of English Speaking Catholic Teachers Inc. (hereinafter referred to as the Federation) was accepted as a bargaining power in February 1944, for the English speaking lay teachers employed by the Montreal Catholic School Commission (hereinafter referred to as the Commission) and submitted to the Commission under date of 31st May 1944, a collective agreement covering the period 1st July 1944, to 30th

1945. La plupart des clauses de cette convention collective furent acceptées par les parties contractantes, mais comme il fut impossible d'en venir à une entente en regard des clauses V, VI et X, ce Comité d'arbitrage fut nommé pour régler le différend.

Une preuve longue et complète fut faite par les deux parties; on trouva le tout intéressant et instructif mais il fallut considérer une bonne partie de cette preuve comme ne pouvant faire l'objet du présent arbitrage.

Se rendant compte de l'importance des questions en cause et des répercussions inévitables dans toute la province, le Comité d'arbitrage jugea à propos de donner toute latitude aux deux parties dans la preuve offerte pour notre considération.

Il fallait constamment se rappeler que ceci est une affaire qui concerne la Fédération et la Commission, quoiqu'on puisse dire que le sujet de l'éducation de nos jeunes n'est plus du domaine municipal mais bien du ressort provincial. Le Comité doit se limiter aux questions actuellement en cause, i.e., les articles V, VI et X de la convention collective du 31 mai 1944, et ne doit pas s'étendre sur des sujets qui ne sont pas précisément sous la juridiction du présent arbitrage.

Dans les questions de récompenses pour services rendus, il est nécessaire de déterminer plusieurs facteurs, tels que l'importance des services; le degré de préparation et de compétence requis pour la bonne exécution des fonctions; et, une fois ceci établi, ne pas oublier qu'il faut aller plus loin et considérer les exigences auxquelles doit faire face celui qui exécute ces fonctions, les difficultés que présentent des conditions nouvelles et la nécessité de s'améliorer constamment. Il y a aussi un autre facteur très important qu'il ne faut pas perdre de vue: Les récompenses sont-elles suffisantes pour attirer les personnes les plus aptes et les mieux préparées pour rendre de tels services?

Peut-on ne pas admettre que l'instruction de notre jeunesse de même que la formation de son caractère, est un des services les plus importants qu'un homme ou une femme puisse rendre? La bonne ou mauvaise exécution des devoirs d'un instituteur ou d'une institutrice peut avoir des effets profondément bienfaisants ou, d'autre part, les conséquences les plus néfastes sur le caractère et l'intelligence de la jeunesse. On choisira soigneusement l'architecte pour la préparation du plan de sa maison et le constructeur pour l'exécution de ce plan tandis qu'on ne se préoccupera aucunement du choix de l'homme ou de la femme qui contribuera grandement à la formation du caractère et au développement des facultés intellectuelles de son enfant.

Le Comité admet que l'instituteur joue un rôle important dans la société et, qu'il doit être en mesure de remplir les obligations que lui crée sa situation.

Ayant établi la position de l'instituteur, il s'ensuit que le choix du personnel et une préparation appropriée et suffisante pour la carrière de l'enseignement sont très importants si l'on veut obtenir les résultats désirés. Il fut prouvé, devant le Comité qu'une préparation longue, difficile et coûteuse est nécessaire pour remplir les fonctions d'instituteur ou d'institutrice.

Une fois qualifié pour enseigner, l'instituteur ou l'institutrice doit tenir son enseignement à date et améliorer constamment ses méthodes suivre des cours supplémentaires ou de perfectionnement et si possible, voyager quelque peu. Dans les conditions actuelles, tout ceci

June 1945. The majority of the clauses of this collective agreement were agreed to between the parties; but as there could be no agreement reached on clauses V, VI and X, this Council of Arbitration was appointed to deal with the dispute.

A long and full proof was made by both sides, all of which was interesting and instructive but a considerable portion was beyond what is considered the scope and bounds of the present arbitration. Realizing the importance of the matters in dispute and the undoubted repercussions throughout the Province the Council of Arbitration felt it advisable to allow both sides the utmost latitude in the proof offered for our consideration.

It was necessary to keep always in mind that this is a matter between the Federation and the Commission and although it might be argued that the subject of the education of our young had outgrown municipal bounds or horizons and had become at least a Provincial question, this Council is limited by the matters actually in dispute, i.e., articles V, VI and X of the collective agreement of 31st May 1944, and should not wander into fields which actually do not fall within the scope of the present arbitration.

In dealing with matters of recompense for services it becomes necessary to determine several factors, such as the importance of the services and the degree of preparation and skill required for the proper performance of the services; and it can also be said that, having established the foregoing, we must go further and consider the demands upon the individual performing the service, the dictates of changing conditions, and the necessity for constant progression. There is also another very important factor of which we must not lose sight: Are the recompenses such as will attract those best equipped to perform the services?

Can it be disputed that the instruction of our youth and the formation of its character is one of the most important and far-reaching services to which man or woman may be called? The good or bad performance of his or her duties by a teacher may have the most profoundly beneficial effect or, on the other hand, the most tragic effect on those most precious materials the intellect and character of youth. One will select most carefully the architect to prepare the design of one's home and the builder to carry out these plans, while the man or woman who contributes greatly to the formation of our child's character and mental resources is often overlooked or taken for granted.

This Council agrees that the teacher is an important person in the life of the community and as such has an equivalent position to maintain.

The position of the teacher having been established, it follows that the choice of personnel and the proper and adequate preparation for the career of teaching is most important if the desired results are to be attained. Proof has been presented before this Council to show clearly that long, exacting and expensive preparation is required before a teacher may be entrusted with the performance of his or her work.

Having qualified to teach, the necessity of keeping abreast of the times and the constantly improving methods of teaching still exists, and provision must be made for further study, extra courses and if possible some travel. Under our present system all this entails the spending of

occasionne des dépenses et des pertes de temps considérables.

Il serait peut-être à propos, ici, de référer à un argument de la Commission à l'effet que l'enseignement est une vocation et que, pour ceux qui y sont appelés, les gains pécuniers ne sont qu'une récompense secondaire. Montréal occupe une position tout à fait privilégiée en ce sens qu'elle profite des bénéfices incalculables que lui procurent les religieux et religieuses qui travaillent dans les écoles sans autre intérêt personnel que de plaire à Dieu en venant en aide à ses enfants. Cependant, il y a d'autres hommes et femmes qui, quoique exécutant le même travail, sont dans le monde et sujets à toutes les dépenses qu'occasionne leur état, tels que le logement, le vêtement, les soins médicaux et bien d'autres dépenses, non seulement pour eux-mêmes mais pour leurs dépendants. Les institutrices et institutrices de ce dernier groupe sont ceux dont le contrat et la rémunération nous sont soumis pour fins d'arbitrage, et, même si les gains pécuniers sont secondaires, le montant de leur compensation doit être suffisant pour les maintenir à un niveau de vie qui nous semble convenir à leurs fonctions.

Les arguments de la Fédération peuvent se résumer comme suit:

1° La rémunération des instituteurs est insuffisante pour faire face au coût plus élevée de la vie à Montréal.

2° Les instituteurs, à cause de leurs salaires peu élevés, ne peuvent pas s'abonner à des magazines techniques ou suivre des cours qui leur permettraient d'acquiescer plus de compétence dans leur travail professionnel ou académique.

3° Les instituteurs reçoivent des salaires bien inférieurs à ceux payés aux instituteurs des écoles protestantes de Montréal et aux instituteurs des villes des autres provinces du Canada.

4° Les instituteurs à l'emploi de la Commission doivent, dans bien des cas, chercher de l'emploi pendant les vacances scolaires en dehors de leur profession afin de pouvoir s'acquiescer de leurs obligations financières; conséquemment, ils doivent se passer de vacances et ils manquent l'occasion de se perfectionner, tant au point de vue culturel que professionnel. Ils sont donc moins aptes et compétents qu'ils le seraient devenus si leurs revenus leur avaient permis de prendre des vacances en été.

5° Comme conséquence immédiate d'une rémunération insuffisante, les instituteurs sont constamment sujets à cette fatigue mentale que peut occasionner un manque de sécurité économique. Ceci affecte l'efficacité de leur enseignement et les empêche de vivre au niveau qui convient à leur statut professionnel.

Dans les écoles anglaises catholiques où ne se trouvent que des instituteurs laïques, il y a 299 instituteurs en charge d'environ 8,250 enfants. Il y a 58 instituteurs affectés aux cours supérieurs et tous, à l'exception d'un, détiennent des grades universitaires ou des diplômes supplémentaires. Le nombre d'instituteurs dans les différents cours, dans ces écoles purement laïques, est le suivant:

Cours primaire:

Célibataires	32		
Hommes mariés	55	87	
Femmes célibataires	132		
Femmes mariées	27	159	246

Cours complémentaire:

Célibataires	3		
Hommes mariés	22	25	
Femmes célibataires	5	30	

Cours supérieur:

Célibataires	1		
--------------	---	--	--

considerable time and money.

It might be well here to refer to an argument raised by the Commission to the effect that teaching is a vocation and for those called to that vocation, pecuniary gains is a secondary recompense. Montreal is singularly fortunate inasmuch as it enjoys the countless benefits derived from the many good women and men of the religious orders, who labour in the schools for no other personal recompense than the service of God through His children. But there are other women and men who, while engaged in the same work, are also of the world and subject to all its demands for shelter, clothing, preservation of health and a multitude of other expenses not only for themselves, but for their dependants. These teachers in the latter group are the ones whose contract and remuneration is before us for arbitration and even if pecuniary gain were secondary, the amount of their compensation must be sufficient to maintain them in the station of life which to us seems their due.

The arguments of the Federation may be broadly summarized as follows:

1. The remuneration of the teachers is inadequate to meet the increased cost of living in Montreal.

2. The teachers are unable because of their low salaries to even subscribe for professional magazines or to take courses intended to advance them in their professional and academic work.

3. The teachers are receiving salaries far below those paid to teachers in the Protestant Schools of Montreal and to teachers in cities in other Provinces of Canada.

4. The teachers in the employment of the Commission are obliged in many instances to seek gainful employment during school holiday seasons, outside of their professional work, in order to meet their financial obligations; as a consequence of doing so, they have to do without holidays as well as missing opportunities of obtaining cultural and professional improvement; and hence were rendered less efficient than they would otherwise be, were they financially able to enjoy a summer holiday.

5. With an inadequate salary the teachers are under the constant mental strain of economic insecurity which affects their teaching efficiency and prevents them from living in a manner befitting their professional status.

In the English Catholic Schools staffed exclusively by lay teachers there are 299 teachers responsible for approximately 8,250 children. There are 58 teachers employed in the Superior Course and all but one of these hold university degrees or supplementary diplomas. The employment of the teachers in the various courses in these exclusively lay schools is as follows:

Elementary Course:

Single men	32		
Married men	55	87	
Women single	132		
Women married	27	159	246

Complementary Course:

Men single	3		
Men married	22	25	
Women single	5	30	

Superior Course:

Men single	1		
------------	---	--	--

Hommes mariés 8 9
 Femmes célibataires 14 23
 (Voir documents F9 (2) et F13 (2)).

La présente échelle de salaire est-elle juste et raisonnable? La Fédération dit qu'elle ne l'est pas. La Commission, sans répondre directement à cette question, assure que les revenus disponibles sont tels que les demandes de la Fédération sont inacceptables. Le Comité estime qu'il n'est pas de son ressort de déclarer si les revenus disponibles permettent ou non d'accéder aux demandes de la Fédération. Ceci est un problème qui doit être résolu par d'autres. Il serait peut-être à propos de signaler que, pour l'année scolaire 1943-44, les intérêts sur obligations et les charges d'amortissement se montaient à \$3,107,668.60, soit 33.49% de dépenses totales de l'année, ou \$30.73 par élève. Pour la même année, les revenus ordinaires se montaient à \$7,494,493.17. On peut donc dire que les intérêts et les charges d'amortissement absorbaient 41.46% des revenus ordinaires de la Commission. (Voir document C4A).

D'après la preuve soumise, on constate qu'antérieurement au 1er janvier 1944, une institutrice recevait, pour une période de vingt-cinq années, un salaire moyen de \$1,100.00 et un instituteur, \$1,956.00. (Voir exhibits A58 et A59). Les moyennes pour la même période d'après l'échelle de salaires demandée serait de \$1,708.00 pour les femmes et de \$2,403.00 pour les hommes. Il fut prouvé qu'avec les premiers taux de salaires mentionnés les instituteurs furent incapables, dans bien des cas, de rencontrer leurs obligations financières et, à défaut de fortune personnelle ou s'ils avaient des dépendants, ils durent combler les vides en s'engageant dans d'autres occupations pendant les vacances, période durant laquelle ils auraient préféré se reposer ou suivre des cours de perfectionnement.

On consacra beaucoup de temps, lors de l'audition, à l'étude des salaires payés aux ingénieurs, avocats et garde-malades des services municipaux et provinciaux ainsi qu'aux taux de salaires en vigueur pour les pompiers, policiers et hommes de métier de la cité de Montréal. Le Comité décida de n'accorder qu'une considération limitée à ces comparaisons. Cependant, une d'entre elles attira l'attention du Comité: les salaires payés aux instituteurs et institutrices par "The Montreal Protestant Central School Board" (Voir le document F17). Ces instituteurs font le même travail, dans la même ville, dans des conditions similaires et le Comité fut d'avis que les rémunérations de ces instituteurs protestants n'étaient pas trop élevées. Les salaires que demandent les instituteurs catholiques, tels que stipulés dans la clause V du contrat, sont légèrement inférieurs à ceux actuellement payés aux instituteurs dans les écoles protestantes. (Voir les documents F1 et F17).

La Fédération affirma qu'on dépensait moins dans la Province de Québec pour fins d'éducation, per capita, que dans la plupart des autres provinces et le "Biennial Survey of Education in Canada, 1940-42" fut cité. C'est une publication du Bureau fédéral de la Statistique publiée en 1944 sous l'autorité du Ministre du Commerce. Quoique ces chiffres ne permettent qu'une déduction en ce qui regarde la Cité de Montréal, les chiffres comparatifs du document F20 ne sont pas contredits et démontrent que les salaires des instituteurs dans Montréal sont considérablement inférieurs à ceux payés dans les plus grandes villes des autres provinces. Il est possible, toutefois, qu'aucune allocation n'ait été faite pour le grand nombre d'instituteurs religieux dans les écoles de Montréal lorsque ces

Men married 8 9
 Women single 14 23
 (See Exhibits F9 (2) and F13 (2)).

Is the present scale of salaries just and equitable? The Federation says it is not. The Commission, without answering this question directly, says the available revenue is such that the demands of the Federation cannot be met. The Council considers that it is not within our scope to determine whether the means are available to meet the demands of the Federation. This is a problem for solutions by others. It might not be amiss to point out here that for the school year 1943-44, interest on bonds and amortization amounted to \$3,107,668.60, or 33.49% of the total expenses for the year, or a cost of \$30.73 per pupil; and for the same year the ordinary revenue amounted to \$7,494,493.17; consequently, interest and amortization consumed 41.46% of the ordinary revenue of the Commission.

(See Exhibit C4A).

From the proof it is seen that prior to the first of January, 1944, a female teacher received, over a period of twenty-five years, an average salary of \$1,100.00 and a male teacher, \$1,956.00. (See Exhibits A58 and A59). The average salaries for the same period on the scale demanded would be \$1,708.00 for the women and \$2,403.00 for the men. Proof has been made to show that under the first mentioned scale the teachers were not able in many instances to make ends meet and were obliged, if without private means or with dependants, to supplement their revenues by engaging in other work during the holidays when they would have preferred resting or taking courses and advanced studies to improve their qualifications.

Much time was taken up at the hearing by proof of salaries and wages paid engineers, lawyers and nurses in civic and provincial service and considerably more time establishing the prevailing wages of firemen, policemen and trades men in the City of Montreal. While this proof was enlightening, the Council did not consider the comparisons as having a very important bearing on the present arbitration. One comparison, however, did have a definite influence on the Council: the salaries paid to its teachers, women and men, by the Montreal Protestant Central School Board. (See Exhibit F17). Here are teachers doing the same work in the same City under similar conditions and it was felt by the Council that the Protestant teachers were not overpaid. The salaries requested by the Catholic teachers, as set out in clause V of the contract, are slightly lower than those presently paid to the teachers in the Protestant schools as will be seen from the Exhibits F1 and F17.

It has been argued by the Federation that there is less spent on education in the Province of Quebec, per capita, than in most other Provinces and the "Biennial Survey of Education in Canada, 1940-42" is quoted. This is a publication of the Dominion Bureau of Statistics issued in 1944 by the authority of the Minister of Trade and Commerce. While only an inference can be drawn from these figures regarding the City of Montreal, the comparative figures in the Exhibit F20 are not contradicted and show that teachers' salaries in Montreal are considerably below those paid in the larger cities in the other Provinces. It is possible, however, that no allowance was made for the great number of teachers from religious orders in the Montreal schools when establishing these comparative figures, nor was

chiffres comparatifs furent établis: de plus, aucune preuve ne fut fournie à l'égard de l'index du coût de la vie actuel dans les différentes villes comparées. Pour ces raisons, le Comité ne fut pas influencé par cette preuve ou cet argument.

Le Comité accueillit avec beaucoup d'intérêt le témoignage de monsieur Trefflé Boulanger, le directeur des études de la Commission, et fut impressionné par les éloges que fit ce dernier à l'égard des instituteurs, soulignant leur capacité, leur loyauté et leur dévouement au travail. Son témoignage a surtout pour effet de confirmer l'opinion du Comité qu'une augmentation des salaires antérieurs serait un moyen d'attirer un plus grand nombre de personnes à la carrière de l'enseignement et la Commission pourrait, en retour, être plus exigeante dans le choix des instituteurs et insister pour qu'ils consacrent leur temps, durant les vacances, au repos et au perfectionnement plutôt qu'à des occupations extérieures pour augmenter leur traitement régulier.

Considérant toutes ces raisons, le Comité décide d'accéder aux demandes de la Fédération en ce qui regarde l'article V de la convention collective, in toto.

La question qui doit ensuite être décidée se trouve dans la clause VI. Les taux de salaire apparaissant dans le projet de convention pour l'année 1944-45 doivent-ils être rétroactifs au 1er septembre 1943?

La preuve démontre que des discussions entre la Fédération et la Commission touchant l'augmentation des salaires ont été soulevées depuis déjà assez longtemps et il fut avancé, de la part des instituteurs, que la Commission a été la cause de retards inutiles. Le Comité n'est pas disposé à accepter ce point de vue.

Il ne faut pas oublier que la Commission, depuis plusieurs années, doit sans cesse faire face à des déficits annuels si l'on se base sur les revenus ordinaires. (Voir les documents C4 et C4A). Saisie de demandes d'augmentations de salaires qui occasionneraient des déboursés supplémentaires se chiffrant approximativement à \$800,000. par année (voir le document A56) et le taux de la taxe étant fixé par la Loi, on peut comprendre que la Commission se trouvait dans une position où il lui était difficile de prendre des décisions; la menace de grève des instituteurs ne facilitait pas non plus un règlement.

Le Comité a été saisi, pour fins d'arbitrage, d'une convention collective pour l'année 1944-45, et datée du 31 mai 1944; la loi en vertu de laquelle le Comité fonctionne fut sanctionnée le 3 février 1944;

le Comité fut nommé en août 1944, lorsque l'engagement de tous les instituteurs pour l'année 1943-44 était fait. En conséquence, on estime que la demande contenue dans la clause VI de la convention collective renfermant les nouveaux taux de salaires rétroactifs à l'année scolaire 1943-44 n'est pas bien fondée. La clause XII, laquelle fut acceptée par les deux parties, détermine l'année à laquelle s'applique le contrat.

Les nouveaux taux de salaires mentionnés à la clause V concernent l'année scolaire courante de 1944-45.

La question suivante et finale soumise pour décision, la clause X de la convention collective (intitulée "Sick Pay"), a trait à ce qui a été appelé "congés en maladie". Les articles proposés par la Fédération qui diffèrent des règlements en vigueur depuis quelque temps (document F14) concernent principalement ce qui pourrait s'appeler "une caisse de vacances" (Holiday Bank) et, plus particulièrement, la détermination d'une valeur en espèces qui correspondrait à des congés accumulés.

any real proof made of the actual cost of living index in the different cities compared; and for these reasons the Council was not influenced by this proof or argument.

This Council heard with great interest the evidence of Trefflé Boulanger, the Director of Studies for the Commission, and was impressed by the tribute paid by him to the teachers for their high standard of efficiency and loyalty and devotion to duty. But, particularly, his evidence confirms the opinion of this Council that an increase over the former salaries would be a means of attracting a greater number to the career of teaching and the Commission would in turn be enabled to exact even higher standards and to insist that the teachers' time during holidays be devoted to rest and improvement, rather than outside work to supplement their regular earnings.

This Council decided for all the foregoing reasons, to grant the demands of the Federation regarding Section V of the collective agreement, in toto.

The next question to be decided is in clauses VI. Should the scale of salaries set out in the proposed agreement for the year 1944-45 be retroactive to the 1st of September, 1943?

The proof reveals that discussions between the Federation and the Commission relative to increased salaries have gone on for some time and the implication has been put forward, on behalf of the teachers, that the Commission has been the cause of unnecessary delays. The Council is not disposed to agree with this view.

It must be borne in mind that, for some years, the Commission has had an uninterrupted series of annual deficits, based on ordinary revenues. See Exhibits C4 and C4A. Faced with demands for higher salaries which would entail a further expenditure of approximately \$800,000.00 for the year. (See Exhibit A56) and with a rate of taxation fixed by law, it is understandable that the Commission found itself in a position where it could not decide quickly; nor did the threat of the teachers to strike facilitate matters.

This Council has before it to arbitrate a collective agreement for the year 1944-45, and dated May 31st, 1944; the law by virtue of which this Council is functioning was assented to February 3rd, 1944; this Council was appointed in August 1944, when the teachers employment for the year 1943-44 had been completed. Consequently, it is felt the demand contained in clause VI of the collective agreement making the new scale of salaries retroactive to the school year 1943-44 is not well founded. Clause XII, to which both parties to the arbitration have agreed, in itself fixes the year covered by the contract.

The new scale of salaries as set out in Clause V shall apply to the current school year of 1944-45.

The next and final question to be decided, Clause X of the collective agreement, (headed "Sick Pay") concerns what has been referred to as "Congés en Maladie". The sections proposed by the Federation which differ from the regulations in force for some time (Exhibit F14), concern mainly what may be described as the "Holiday Bank" and particularly the fixing of a cash value on the accumulated holidays.

La succession d'un instituteur décédé ou l'instituteur lui-même, s'il a quitté l'emploi de la Commission, doit-il avoir droit à une rémunération en espèces basée sur le nombre de jours qui restent dans "la caisse de vacances" ?

Aujourd'hui, les instituteurs, même en considérant les conditions nouvelles de travail, sont exposés à de nombreuses maladies et l'exécution de leur travail exige tant d'énergie qu'ils doivent être efficacement protégés. D'autre part, une fois cette protection fournie, les instituteurs ne devraient pas exiger un boni sous forme de paiement en espèces lorsqu'ils quitteront le service de la Commission ou versé à leur succession, en cas de décès, pour les jours qui restent dans "la caisse de vacances". On ne considère pas non plus que l'instituteur ou l'institutrice a le droit de réclamer, après dix années de service, les jours qu'il ou qu'elle peut avoir à son crédit comme période de "repos". L'instituteur se trouve protégé si le besoin de repos équivaut à la maladie.

Le Comité, prenant en considération la nature de leur travail, croit que les instituteurs devraient être rémunérés pour toute absence causée par la maladie durant l'année scolaire.

Il faut se rappeler que les instituteurs jouissent d'avantages matériels autres que leurs salaires. Ils ont une certaine assurance quant à la permanence de leur emploi. Leurs heures de travail sont relativement peu nombreuses et il y a souvent des jours de congé si l'on considère qu'il n'y a qu'environ 190 jours d'enseignement dans une année. Il y a aussi le fond de pension et l'assurance groupe.

Pour ces motifs, nous, les soussignés, Bernard Bourdon, K.C., président et Emmet J. Mullally, M.D., et J. W. Long, K.C., arbitres dans le différend entre les instituteurs de langue anglaise de la Commission des Écoles catholiques de Montréal, représentés par la Fédération des Instituteurs catholiques de Langue anglaise Inc. et la dite Commission des Écoles catholiques de Montréal,

Décidons par les présentes que:

I.—Les instituteurs recevront les salaires suivants basés sur leurs années de service ou sur la position qu'ils occupent:

ÉCHELLE DE SALAIRES

HOMMES

<i>Élémentaire:</i>	1ère — 7e	
Célibataire	minimum	\$1,200
Marié	minimum	1,500
	aug. annuelle	125
	maximum	\$2,900
<i>Complémentaire:</i>		
"Junior High"		
1ère, 2e "High"	minimum	\$ 125
	aug. annuelle	125
	maximum	3,200
<i>Superior:</i>		
"Senior High."		
3e, 4e, 5e "High"	minimum	\$ 125
	aug. annuelle	125
	maximum	3,500

FEMMES

<i>Élémentaire:</i>		
Célibataire	minimum	\$1,000
	aug. annuelle	50
	(jusqu'à \$1,200)	100
	(après \$1,200)	100
	maximum	2,000

Should the estate of a deceased teacher or the teacher himself, when he has left the employ of the Commission, be entitled to a cash payment based on the number of days remaining in the holiday bank ?

The teachers today, even taking into account improved conditions, are exposed to a variety of illnesses and the nature of the work makes such demands on his or her physical and nervous energies, that they are entitled to protection. On the other hand, having this protection, the teachers should not expect a further bonus in the form of a cash payment to them on leaving the employ of the Commission or to their estates, in the event of death, for the days remaining in the "holiday bank". Nor is it considered that a teacher should be allowed, after ten years of service, to claim the days to his or her credit for "rest". If the need for rest is equivalent to sickness then the teacher is protected.

The Council taking into account the great demands on their nervous and physical energies, feels that the teachers should be paid for all time lost during the school year through illness.

It must be kept in mind that teachers enjoyed material advantages other than their salaries. They have a measure of security as regards the permanency of their employment. Their hours are relatively short and there are frequent holidays, there being on an average 190 teaching days in the year. They have their pension fund and group insurance.

For all the foregoing reasons, we the undersigned Bernard Bourdon, K.C., Chairman, and Emmet J. Mullally, M.D., and J. W. Long, K.C., arbitrators, in the dispute between the English speaking teachers of the Montreal Catholic School Commission, represented by the Federation of English speaking Catholic Teachers Inc and the said Montreal Catholic School Commission,

Do hereby award as follows:

I.—The teachers shall receive the following salaries according to their years of service or the position which they occupy.

SCALE OF SALARIES

MEN

<i>Elementary</i>	1st — 7th,	
Single man	minimum	\$1,200
Married man,	minimum	1,500
	annual incr.	125
	maximum	2,900
<i>Complementary</i>		
Junior High		
1st, 2nd High	minimum	\$ —
	Annual incr.	125
	maximum	3,200
<i>Superior</i>		
Senior High		
3rd, 4th, 5th High	minimum	\$ —
	Annual incr.	125
	maximum	3,500

WOMEN

<i>Elementary</i>		
Single man,	minimum	\$1,000
Married man, Ann. incr.		50
	(until \$1,200 is reached)	100
	(after reaching \$1,200.)	100
	maximum	2,000

<i>Complémentaire:</i>		<i>Complementary</i>	
"Junior High."		Junior High	
1ère, 2e "High" minimum	\$ —	1st, 2nd High minimum	\$ —
aug. annuelle	100	Ann. incr.	100
maximum	2,200	maximum	2,200
<i>Superior:</i>		<i>Superior</i>	
"Senior High."		Senior High	
3e, 4e, 5e "High" minimum	\$ —	3rd, 4th, 5th High minimum	\$ —
aug. annuelle	100	Ann. incr.	100
maximum	2,400	maximum	2,400
DIRECTEUR ADJOINT		ASSISTANT PRINCIPAL (Men)	
Elémentaire, minimum	\$ —	Elementary minimum	\$ —
aug. annuelle	125	Ann. incr.	125
maximum	3,500	maximum	3,500
"Junior high", minimum	\$ —	Junior High minimum	\$ —
aug. annuelle	125	Annual inc.	125
maximum	3,500	maximum	3,600
"Senior high", minimum	\$ —	Senior High minimum	\$ —
aug. annuelle	125	Annual incr.	125
maximum	3,800	maximum	3,800
SOUS-DIRECTRICE		ASSISTANT PRINCIPAL (Women)	
Elémentaire, minimum	\$ —	Elementary minimum	\$ —
aug. annuelle	100	Ann. incr.	100
maximum	2,400	maximum	2,400
"Junior high", minimum	\$ —	Junior High minimum	\$ —
aug. annuelle	100	Ann. incr.	100
maximum	2,500	maximum	2,500
"Senior high", minimum	\$ —	Senior High minimum	\$ —
aug. annuelle	100	Ann. incr.	100
maximum	2,700	maximum	2,700
DIRECTEUR		PRINCIPAL (Men)	
Elémentaire, minimum	\$ —	Elementary minimum	\$ —
aug. annuelle	125	Annual incr.	125
maximum	3,700	maximum	3,700
"Junior high", minimum	\$ —	Junior High minimum	\$ —
aug. annuelle	125	Annual incr.	125
maximum	3,800	maximum	3,800
"Senior high", minimum	\$ —	Senior High minimum	\$ —
aug. annuelle	125	Annual incr.	125
maximum	4,000	maximum	4,000
DIRECTRICE		PRINCIPALS (Women)	
Elémentaire, minimum	\$ —	Elementary minimum	\$ —
aug. annuelle	100	Annual incr.	100
maximum	2,700	maximum	2,700
"Junior high", minimum	\$ —	Junior High minimum	\$ —
aug. annuelle	100	Annual incr.	100
maximum	2,800	maximum	2,800
"Senior high", minimum	\$ —	Senior High minimum	\$ —
aug. annuelle	100	Ann. incr.	100
maximum	3,000	maximum	3,000

II.—1° Ces échelles s'appliquent à toute personne qui fait de l'enseignement régulier, quelle que soit la matière enseignée.

Note:— Un professeur qui fait de l'enseignement régulier est celui qui est à l'emploi de la Commission durant les heures réglementaires et dont l'emploi à la Commission exige de lui plein temps.

2° L'application de ces échelles de traitement se fera en donnant à chaque professeur le bénéfice du rajustement ou de l'augmentation que ces échelles comportent, en raison du poste qu'il occupe, et du nombre de ses années de service, avec effet rétroactif au 1er juillet 1944;

3° Le professeur qui obtient une promotion a droit à compter de la date à laquelle il occupe son nouveau poste, à une augmentation de traitement égale à la différence entre la maximum prévu pour le poste qu'il quitte et celui qui est prévu pour le poste qu'il est appelé à occuper.

Pour les fins de cet article, il y a promotion toutes les fois qu'un professeur se voit chargé de fonctions comportant un traitement plus élevé.

II.—1. These scales shall apply to every person who is a regular teacher, regardless of the matter taught.

N. B.—The term "regular teacher" means a teacher who is in the employ of the Montreal Catholic School Commission during the regular hours and whose engagement with the Commission requires his full time.

2. The application of these salary scales will consist in giving each teacher the benefit of the readjustment or of the increase that these scales establish, according to the position which he or she holds and the number of his or her years of service, with retroactive effect to the 1st of July, 1944.

3. The teacher who obtains a promotion is entitled from the date that he enters upon his new position, to an increase in salary equal to the difference between the maximum provided for the position that he abandons and that which is provided for the positions which he is called upon to fill.

For the purpose of this article there is a promotion each time that a teacher is called to duties which carry a higher salary.

4° Un supplément de \$100. est accordé aux professeurs de 7e et 2e "High junior" (9e) années, classes de certificats.

5° Un supplément de \$100. est accordé aux professeurs des classes auxiliaires."

III.—1° Pour encourager l'assiduité chez son personnel enseignant, la Commission des Écoles Catholiques de Montréal accordera à chaque professeur régulier un congé de maladie qui sera réglé de la façon suivante:

a) Pour chaque mois révolu de services continus, le professeur aura droit à un crédit d'un jour et demi dont il sera tenu un compte appelé "Banque des Crédits";

b) Ce crédit s'accroîtra de mois en mois pendant tout le temps que le professeur restera à l'emploi de la Commission, avec cette réserve toutefois que le nombre total de jours à son crédit ne devra jamais dépasser deux cents;

c) Du nombre de jours portés au crédit du professeur sera défalquée la durée en jours ouvrables de tout congé de maladie payé qui lui aura été octroyé;

d) Après dix années de service, le professeur pourra réclamer les jours à son crédit, pour poursuivre des études de perfectionnement après un acquiescement de la Direction des études;

e) Les congés spéciaux accordés par la Commission ne seront pas déduits de la Banque des Crédits;

2° Nonobstant les dispositions qui précèdent, le règlement édicté par la Commission des Écoles Catholiques de Montréal, dit règlement des 40 jours et concernant le paiement du traitement en maladie, conservera sa pleine force et vigueur, sujet aux conditions et restrictions ci-après énoncées;

a) Après cinq jours consécutifs d'absence par maladie, le professeur pourra se prévaloir des congés à son crédit à la Banque des Crédits pourvu qu'une demande à cet effet, appuyée d'un certificat médical, soit faite à la Commission des Écoles Catholiques de Montréal;

b) Au cas où le professeur n'aurait pas de jours de congé à son crédit et/ou après épuisement de ce crédit, il sera soumis aux prescriptions du règlement des 40 jours;

3° La Commission des Écoles Catholiques de Montréal accordera à tous ses professeurs réguliers un crédit de 5 jours de congé en maladie, pour chacune des années scolaires antérieures au 1er septembre 1944 pendant lesquelles ces professeurs auront été à son emploi, mais pour l'établissement de ce crédit, il ne leur sera pas compté plus que 5 années de service."

L'échelle de salaires et les conditions de travail ci-dessus établies et déterminées seront insérées dans toute convention collective qui pourrait être intervenue entre les parties aux présentes et, de toute façon, elles deviendront les articles V, VI et X de la convention collective datée du 31 mai 1944, telle que modifiée par consentement quant aux articles II, IV et IX.

Fait et signé à Montréal, ce 14ème jour d'avril 1945.

(Signé) BERNARD BOURDON,
Président.

J. W. LONG, K.C.
EMMETT J. MULLALLY, M.D.
Arbitres.

CYPRIEN MIRON,
Greffier.

ROGER LAPIERRE,
Témoin.

9133-o

4. A bonus of \$100.00 shall be granted to teachers of the 7th year and of the 2nd high junior (9th) which are certificate classes.

5. A bonus of \$100.00 shall be granted to teachers of auxiliary classes.

III—1. To encourage assiduity among the teaching staff, The Montreal Catholic School Commission shall grant to each regular teacher leave of absence on account of sickness which shall be determined in the following way:

a) For each full month of continual service, the teacher shall be entitled to a credit of one and one-half days in an account called "Holiday Credit Bank" (Banque des Crédits).

b) This credit shall increase monthly during the time that the teacher remains in the service of the Commission; with this reservation, however, that the total number of days to his credit shall never exceed two hundred.

c) From the number of days standing to the credit of the teacher in his account shall be deducted the number of working days on which he is absent by reason of illness and for which he shall have received pay.

d) After ten years of service, the teacher may claim the days standing to his or her credit to follow courses of improvement with the acquiescence of the Director of Studies.

e) The special holidays granted by the Commission shall not be deducted from the credits standing in the account of the teacher in the "Holiday Credit Bank"

2. Notwithstanding the foregoing dispositions, the by-law enacted by the Montreal Catholic School Commission, called the "40 day By-Law" (règlement des 40 jours) concerning the payment of the salaries during illness, shall remain in full force and effect subject to the conditions and restrictions hereinafter set forth:

a) After five consecutive days of absence by reason of illness, the teacher may avail himself of the days to his credit in the "Holiday Credit Bank" provided a request to this effect, supported by a medical certificate, be made to the Montreal Catholic School Commission.

b) In case the teacher should have no days to his credit in the "Holiday Credit Bank" or after the days standing to his credit have been exhausted, he shall be subject to the provisions of the "40 day By-Law".

3. The Montreal Catholic School Commission shall grant to the regular teachers a credit of five days' leave of absence on account of sickness for each of the scholastic years anterior to September 1, 1944, during which these teachers shall have been in its service but, for the establishment of this credit, not more than five years of service shall be taken into account.

The scale of salaries and the working conditions hereinabove fixed and determined shall be inserted in any collective agreement which may intervene between the parties hereto and, at any rate, they shall be inserted as clause V, VI and X in the Collective Agreement dated May 31, 1944, as amended by consent as to clauses II, IV and IX.

Given under our hands at Montreal, this 14th day of April, 1945.

(Signed) BERNARD BOURDON,
President.

J. W. LONG, K.C.,
EMMETT J. MULLALLY, M.D.,
Arbitrators.

CYPRIEN MIRON,
Registrar.

ROGER LAPIERRE,
Witness.

9133-o

**Département du Trésor
Assurances**

**Treasury Department
Insurance**

**AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET CERTIFICAT
D'ENREGISTREMENT**

**NOTICE OF ISSUE OF LICENCE AND
CERTIFICATE OF REGISTRATION**

Avis est par les présentes donné que La Société d'Assurances des Caisses Populaires, enregistrée sous le numéro 461, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 1975 qui l'autorisent, à compter du 23 février 1945, à réaliser dans la Province les opérations relatives aux classes d'assurance suivante: Incendie, au comptant ou moyennant billet de dépôt, et accessoirement — choc de véhicules, chute d'aéronef, défautosité d'extincteurs automatiques, émeute et agitation civile, explosion limitée ou inhérente, fuite d'eau, fumée, grêle limitée, ouragan, tremblement de terre; Faux; Garantie; Vol.

Notice is hereby given that La Société d'Assurance des Caisses Populaires, registered under number 461, has obtained the license and certificate of registration number 1975, authorizing it as from the 23rd of February 1945 to transact in the Province the following classes of insurance: Fire, on a cash basis or by means of deposit notes, and supplementary thereto — impact by vehicles, falling aircraft, sprinkler leakage, riot and civil commotion, limited or inherent explosion, water escape, smoke, limited hail, winds-torm, earthquake; Forgery; Guarantee; Theft.

Le siège principal de la compagnie est situé à Lévis, Province de Québec.

The head office of the company is situate at Lévis, Province of Québec.

Donné ce douzième jour d'avril 1945, au bureau des assurances, département du Trésor.

Given this twelfth day of April 1945 at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

Le Surintendant des assurances,
GEORGES LAFRANCE.

GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

9086-16-2-o Pour le Trésorier de la Province.

9086-16-2-o For the Treasurer of the Province.

Nominations

Appointments

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la Province, au nom de Sa Majesté, les personnes dont les noms suivent, savoir:

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent under the Great of Seal the Province, in the name of His Majesty, the persons whose names follow, to wit:

Québec, 24 mars 1945.

Québec, March 24th, 1945.

MM. J. Redmond Roche, Euclide Desjarlais, tous deux de Montréal, et Lucien Tourigny, de Val d'Or, tous trois membres du Barreau de la Province: conseils en loi du Roi.

Messrs. J. Redmond Roche, Euclide Desjarlais, both of Montreal, and Lucien Tourigny, of Val d'Or, all three members of the Bar of the Province: King's Counsels.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Québec, 15 mars 1945.

Québec, March 15th, 1945.

M. Antonio Bourbeau, d'Amos: registrateur de la division d'enregistrement d'Abitibi, à compter du 1er avril 1945.

Mr. Antonio Bourbeau, of Amos: to be Registrar for the Registration Division of Abibibi, as from the 1st of April, 1945.

Québec, 24 mars 1945.

Québec, March 24th, 1945.

Dr Joseph-A. Boulay, médecin, de Sutton: coroner conjoint du district de Bedford, avec juridiction seulement sur le district électoral de Brome.

Dr. Joseph A. Boulay, physician, of Sutton: to be joint coroner for the district of Bedford with jurisdiction over the electoral district of Brome only.

Dr J.-Armand Roy, médecin, de Wottonville: coroner du district de St-François, avec juridiction sur tout le district judiciaire de St-François, moins la partie du territoire situé dans le district électoral de Frontenac qui fait partie du district judiciaire de St-François.

Dr. J. Armand Roy, physician, of Wottonville: to be coroner for the district of St. Francis, with jurisdiction over the whole judicial district of St. Francis, less that part of the territory situate in the electoral district of Frontenac which forms part of the judicial district of St. Francis.

MM. L.-P. Merette, de Jonquière, Lucien Cantin, 6½ rue Scott, tous deux enquêteurs, Maurice Grenon, 83A, Chemin Ste-Foy, J.-E.-A. Poulin, 13 rue de la Paix, J.-R. Delisle, 509 rue St-Cyrille, W. Poulin, 39 rue Richelieu, Lionel Lanoue, 1249A, rue St-Vallier, S. St-Jacques, 426, 1ère Avenue, J.-A. Lacasse, 281, rue St-Joseph, Jacques Leclerc, 147 avenue des Érables, E.-M. Turgeon, 82, 4ième Avenue, Paul-H. Lavoie, 23 rue Scott, Frank Martin, 761, rue St-Vallier, Charles L'égaré, 81½ rue Bourlamaque, ces treize derniers

Messrs. L. P. Merette, of Jonquière, Lucien Cantin, 6½ Scott street, both investigators, Maurice Grenon, 83A St. Foy Road, J. E. A. Poulin, 13, de la Paix street, J. R. Delisle, 509 St. Cyrille street, W. Poulin, 39 Richelieu street, Lionel Lanoue, 1249A St. Vallier street, S. St-Jacques, 426 1st avenue, J. A. Lacasse, 281 St. Joseph street, Jacques Leclerc, 147 Maple Avenue, E. M. Turgeon, 82 4th avenue, Paul H. Lavoie, 23 Scott street, Frank Martin, 761 St. Vallier street, Charles L'égaré, 81½ Bourlamaque

de Québec, C.-E. Philibert, de Charlesbourg, Léo Carrier, de St-Louis-de-Pintendre, R.R. No 1, Lévis, Henri Marineau, 53 rue Monument Giffard, ces dix-sept personnes à l'emploi de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, Louis Bilodeau, secrétaire-trésorier du Comité paritaire des services hospitaliers de Québec, 51, 17ème rue Québec, et Maurice Babin, inspecteur du même Comité, 5 rue du Moulin, Monument, Giffard: juges de paix avec juridiction dans toute la province de Québec; Camille Roy, inspecteur des garde-feux pour Price Brothers dans les comtés de Matapédia et Matane, de Matane, et Rosario Gendron, agent d'assurance, de Val Brillant, comté de Matapédia: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Rimouski; Eugène Pelletier, inspecteur de la Commission des pensions de vieillesse, Village Marcotte, comté de Drummond: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Arthabaska; Lucien Fontaine, agent d'assurance, de Charny, W. D. Muir, secrétaire de "The John Ritchie Company Limited," de Québec, et Jean-Baptiste Dumont, 10 rue Mont-Marie, Lévis: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; J.-O. Bigué, secrétaire-trésorier de la municipalité du village de Cabano, Cabano, comté de Témiscouata: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Kamouraska; Jos. St-Jacques, cultivateur, de Blue Sea, comté de Gatineau: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Hull; Paul Fortier, marchand de bois, de Manneville, comté d'Abitibi: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi; Adrien Morin, inspecteur de la Commission des pensions de vieillesse, de St-Paul, comté de Montmagny: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montmagny; Dr J.-A. Roy, médecin, de Wotton, comté de Wolfe: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-François: Maurice Ferland, 1560 rue Champlain, Paul Beaulieu, 4564 rue St-André, tous deux comptables, Paul-H. Garneau, secrétaire du Service d'inspection du travail, 97 est, rue Notre-Dame, Roland Blackburn, employé du Ministère de l'agriculture, 8615 rue St-Denis, et Jos. Baulne, inspecteur de la Commission des pensions de vieillesse, 922 rue Visitation, tous cinq de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; W. E. Thompson, employé de "Gillies Bros. Limited", de Fort Coulonge: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Pontiac, et Raymond Gerin, secrétaire du Comité paritaire de l'industrie des arts graphiques de Québec, 99, 5ème rue, apt. 5, Limoilou, Québec: juge de paix avec juridiction sur les districts judiciaires de Québec, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski et Gaspé. Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

MM. Joseph-Donat Thibeault, de Rouyn, Frédéric Hébert, notaire, et Jack Linklater, comptable, ces deux derniers de Noranda: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, pour le district judiciaire de Rouyn-Noranda, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

street, these thirteem latter of Quebec, C. E. Philibert, of Charlesbourg, Léo Carrier, of St-Louis-de-Pintendre, R.R. No. 1, Lévis, Henri Marineau, 53 Monument street, Giffard, these seventeen persons are employed by the Wartime Prices and Trade Board, Louis Bilodeau, secretary-treasurer of the "Hospital Service Parity Committee of Quebec", 51 17th street, Quebec, and Maurice Babin, inspector on the same Committee, 5 du Moulin street, Monument, Giffard: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec, Camille Roy, inspector of fire-wardens for Price Brothers in the countries of Matapédia and Matane, of Matane, and Rosario Gendron, insurance agent, of Val Brillant, county of Matapédia: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rimouski; Eugène Pelletier, inspector on the Old Age Pensions Commission, Marcotte Village, county of Drummond: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Arthabaska; Lucien Fontaine, insurance agent, of Charny, W. D. Muir, secretary of "The John Ritchie Company Limited," of Quebec, and Jean-Baptiste Dumont, 10 Mont-Marie street, Lévis: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec; J. O. Gigué, secretary-treasurer of the municipality of the village of Cabano, Cabano, county of Témiscouata: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Kamouraska; Jos. St-Jacques, farmer, of Blue Sea, county of Gatineau: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Hull; Paul Fortier, lumber merchant, of Manneville, county of Abitibi: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Abitibi; Adrien Morin, inspector on the Old Age Pensions Commission, of St-Paul, county of Montmagny: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montmagny; Dr. J. A. Roy, physician, of Wotton, county of Wolfe: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of St. Francis; Maurice Ferland, 1560 Champlain street, Paul Beaulieu, 4564 St-André street, both accountants, Paul H. Garneau, secretary of the Labour Inspection Service, 97 Notre-Dame street East, Roland Blackburn, employee of the Department of Agriculture, 8615 St-Denis street, and Jos. Baulne, inspector on the Old Age Pensions Commission, 922 Visitation street, all five of Montréal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; W. E. Thompson, employee of "Gillies Bros. Limited", of Fort Coulonge: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Pontiac, and Raymond Gerin, secretary of the Parity Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec, 99 5th street, Apt. 5, Limoilou, Quebec: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski and Gaspé. The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Messrs. Joseph Donat Thibeault, of Rouyn, Frédéric Hébert, notary, and Jack Linklater, accountant, these two latter of Noranda: to be Justices of the Peace for the purpose of administering the oath only, for the judicial district of Rouyn-Noranda, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

M. Svend A. T. Wendt-Wriedt, prospecteur, de Noranda: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Rouyn-Noranda, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 28 mars 1945.

M. Jules Poisson, conseil en loi du Roi et membre du Barreau du district d'Arthabaska, d'Arthabaska: magistrat de district pour le district judiciaire de Montréal et avec, en outre, juridiction concurrente avec les autres magistrats de district dans toute l'étendue de la Province, et ce, avec effet à compter du 15 avril 1945.

M. J.-Almas Tremblay, notaire, de La Tuque: registraire de la division d'enregistrement de La Tuque, à compter du 1er avril 1945.

Québec, 6 avril 1945.

MM. François Raymond, marchand, de Fugèreville, Philippe Bergeron, de Laverlochère, Joseph Blais, père, de Guérin, Auguste Lavallé, de Guigues, Paul Demers, de Fabre, Edouard Deshais, de Nédelec, Anatole Allen, de Moffette, tous six cultivateurs, Zotique Caza, rentier, de Notre-Dame-du-Nord, Louis-Philippe Fournier, industriel, de St-Eugène, Jules Gaudet, commerçant, de Béarn, Ferdinand Baril, marchand, de Lorrainville, Octave Beaubien, hôtelier, Roméo Desjardins, gérant, et Henri Legendre, comptable, ces trois derniers de Belleterre: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Témiscamingue.

M. Léo Beaulieu, employé civil, 53 rue Montmartre, Québec: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).
9131-o

Mr. Svend A. T. Wendt-Wriedt, prospector, of Noranda: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Rouyn-Noranda, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, March 28th, 1945.

Mr. Jules Poisson, King's Counsel and member of the Bar of the district of Arthabaska, of Arthabaska: to be District Magistrate for the judicial district of Montreal, and with, moreover, concurrent jurisdiction with other district magistrates throughout the whole of the Province, and such to take effect from and after April 15th, 1945.

Mr. J.-Almas Tremblay, notary, of La Tuque: to be Register of the registration division of La Tuque, from and after April 1st, 1945.

Quebec, April 6th, 1945.

Messrs. François Raymond, merchant, of Fugèreville, Philippe Bergeron, of Laverlochère, Joseph Blais, senior, of Guérin, Auguste Lavallé, of Guigues, Paul Demers, of Fabre, Edouard Deshais, of Nédelec, Anatole Allen, of Moffette, all six, farmers, Zotique Caza, annuitant, of Notre-Dame-du-Nord, Louis-Philippe Fournier, manufacturer, of St-Eugène, Jules Gaudet, trader, of Béarn, Ferdinand Baril, merchant, of Lorrainville, Octave Beaubien, hotel-keeper, Roméo Desjardins, manager, and Henri Legendre, accountant, the three latter of Belleterre: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Temiscamingue.

Mr. Léo Beaulieu, civil employee, 53 Montmartre street, Quebec: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).
9131

Sièges sociaux

AVIS

CAPRI GOLD MINES, LTD.
(No Personal Liability)

Le siège social de la Cie Capri Gold Mines, Ltd., (No Personal Liability) est situé au No. 465 rue St-Jean, Montréal.

Montréal, le 23 mars, 1945.

9101-o

Le Président,
W. H. LAIDLEY.

Province de Québec, District de Montréal

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Ceramic Sales (Quebec) Limited, qui a été incorporée par lettres patentes de la province de Québec émises le onzième jour de janvier 1945, a établi son siège social au numéro 1240 Carré Philipps, en la cité de Montréal.
Montréal, le 7 février 1945.

CERAMIC SALES (QUEBEC) LIMITED,
Le Président,
J. H. YUILL.

Les Procureurs de Ceramic Sales (Quebec) Limited,

EWING and McFADDEN.

9102

Head offices

NOTICE

CAPRI GOLD MINES, LTD.
(No Personal Liability)

The Head Office of Capri Cold Mines, Ltd. (No Personal Liability) is at 465 St. John Street, Montreal.

Montreal, March 23rd, 1945.

9101-o

W. H. LAIDLEY,
President.

Province of Quebec, District of Montreal

Notice is hereby given that Ceramic Sales (Quebec) Limited which was incorporated by letters patent of the Province of Quebec, issued on the eleventh day of January, 1945, has established its Head Office at number 1240 Philipps Square, in the City of Montreal.
Montreal, February 7th, 1945.

CERAMIC SALES (QUEBEC) LIMITED,
J. H. YUILL,
President.

EWING and McFADDEN,
Attorneys for Ceramic Sales (Quebec) Limited.

9102-o

Avis de la situation du bureau principal de la Compagnie "Inter-Cité Transport Limitée" — "Inter-City Transport Limited".

Avis est donné que la Compagnie "Inter-Cité Transport Limitée" — "Inter-City Transport Limited" constituée en corporation en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 20ème jour de janvier 1945, et ayant son principal bureau à Trois-Rivières, a établi son bureau au N° 1180 de la rue Du Fleuve à Trois-Rivières.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Trois-Rivières, ce 23ième jour de février 1945.

Le Président,
J.-A. GOUIN.

9103-o

Avis de situation du siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Popular Brands Ltd., constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 31 janvier 1945, et ayant son siège social en la cité de Montréal, province de Québec, a établi son bureau dans l'Édifice Amherst au N° 1010 est, rue Ste-Catherine, en ladite cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 6ième jour d'avril 1945.

Le Président,
MURRAY REISKIND.

9104

Province de Québec, District de Montréal

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Wells Construction Company Limited, un corps dûment constitué en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du septième jour de février 1945, et ayant son bureau-chef en la cité de Verdun, a établi son siège social à 1021 avenue Crawford Bridge, Verdun, Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 26ième jour de février mil neuf cent quarante-cinq.

(Seau) Le Secrétaire,
H. M. NORRIS.

9105

Notice concerning the situs of the head office of the company "Inter-Cité Transport Limitée" — "Inter-City Transport Limited".

Notice is given that the company "Inter-Cité Transport Limitée" — "Inter-City Transport Limited" incorporated under the provisions of the Quebec Companies' Act, under date the 20th day of January, 1945, and having its head office at Trois-Rivières, has established its office at No. 1180 Du Fleuve street, Trois-Rivières.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Trois-Rivières, this 23rd day of February, 1945.

J. A. GOUIN,
President.

9103

✓ Notice of situation of Head Office

Notice is hereby given that Popular Brands Ltd., incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on the 31st of January 1945, and having its head office in the city of Montreal, in the Province of Quebec, has established its office in the Amherst Building at No. 1010 St. Catherine Street, East, in the said City of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal this 6th day of April 1945.

MURRAY REISKIND,
President.

9104-o

✓ Province of Quebec, District of Montreal

Notice is hereby given that Wells Construction Company Limited, a body corporate, incorporated by letters patent of the Province of Quebec, dated the seventh day of February, 1945, and having its head office in the City of Verdun, has established its head office at 1021 Crawford Bridge Avenue, Verdun, Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 26th day of February, Nineteen hundred and forty-five.

(Seal) H. M. NORRIS,
Secretary.

9105-o

Vente d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier mai 1944 et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Express Company, à divers endroits dans les provinces de Québec, du Nouveau Brunswick et de la Nouvelle-Écosse, seront vendus aux enchères par Frank Waddington, successeur de D. M. Henderson, encanteurs, 128 rue King est, Toronto, Ont., a onze heures du matin le dix mai 1945, en conformité de la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que les dits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 16 mars 1945.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
Le Surintendant,
G. R. JONES.

8807-12-6-o

Sale of Unclaimed Baggage

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May, 1944, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company at different points in the Provinces of New Brunswick, Nova Scotia and Quebec will be sold by Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneers, successors to D. M. Henderson and Co., auctioneers at 128 King St. East, Toronto, Ont., at eleven o'clock in the forenoon, on the tenth day of May 1945, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, March 16th, 1945.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
C. R. JONES,
Superintendent.

8807-12-6-o

Vente pour taxes municipales

Sale for Municipal Taxes

Province de Québec, District de Chicoutimi

Province of Quebec, District of Chicoutimi

MUNICIPALITÉ DE ST-FULGENCE

MUNICIPALITY OF ST-FULGENCE

Avis public est, par les présentes donné, que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du dix Avril 1945 a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la municipalité de St-Fulgence, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence les dits immeubles seront vendus par encan public dans la salle paroissiale, à Saint-Fulgence, (salle du conseil) le HUIT MAI 1945, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels toutes les taxes municipales de l'année 1944 et des années antérieures auront été payées avant le moment de la vente.

1. Philippe Girard.— Le lot 31, rang 3, canton Harvey.

2. Aimé Simard.— Le lot 13, rang 3, canton Harvey.

3. Ernest Harvey.— Le lot 30, rang 9, canton Tremblay.

Les lots ci-dessus mentionnés sont connus et désignés aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton Tremblay ou Harvey, suivant le cas. Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes, attachées aux dits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à St-Fulgence, ce 11 avril 1945.

Le Secrétaire-trésorier,

9039-15-2-o

TANCREDE TURCOTTE.

Public notice is hereby given, that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the tenth of April, 1945, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinafter designated in payment of arrears of taxes due the municipality of St-Fulgence, with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction in the parochial hall of Saint-Fulgence, (Council Hall) on the EIGHTH day of MAY, 1945, at TEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, those immovables whereon all municipal taxes for the year 1944 and previous years, shall have been paid before the sale.

1. Philippe Girard.— Lot 31, range 3, Township Harvey.

2. Aimé Simard.— Lot 13, range 3, Township Harvey.

3. Ernest Harvey.— Lot 30, range 9, Township Tremblay.

The lots above mentioned are known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the Township Tremblay or Harvey, as the case may be. They will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovables.

The purchase price of each of the said immovables will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at St-Fulgence, this 11th April, 1945.

TANCREDE TURCOTTE,

9039-15-2

Secretary-Treasurer.

Province de Québec, Comté du Lac-St-Jean

Province of Quebec, County of Lake St. John

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA VILLE DE ST-JOSEPH-D'ALMA

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE TOWN OF ST-JOSEPH-D'ALMA

Avis public est par les présentes donné que la Commission Municipale de Québec, par un arrêté en date du 16 avril 1945, a ordonné au soussigné conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission Municipale de Québec, (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des taxes dues à la Municipalité scolaire de la Ville de St-Joseph d'Alma, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil, à l'hôtel-de-ville, à St-Joseph d'Alma, le QUATORZE MAI 1945, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels toutes taxes scolaires échues auront été payées avant le moment de la vente.

1.— Rosaire Boivin: Les lots 18-A-105 et 17-A-2.

2.— Joseph Brassard: Le lot No 18-A-59.

3.— Laurent Boivin: Les lots Nos 13-A-6 et 13-A-7.

4.— Louis-Philippe Côté: Le lot No 13-A-87.

5.— Odilon Grevier: Les lots Nos 13-A-16, 13-A-17 et 13-A-96.

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated April 16th, 1945, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of Section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207), to sell the immovables hereinafter designated, in payment of taxes due the School Municipality of the Town of St. Joseph d'Alma, with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction in the Council Hall, at the Town Hall, at St-Joseph d'Alma, on the FOURTEENTH day of MAY, 1945, at TEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale those immovables whereon all school taxes due shall have been paid before the sale.

1.— Rosaire Boivin: Lots 18-A-105 and 17-A-2.

2.— Joseph Brassard: Lot No. 18-A-59.

3.— Laurent Boivin: Lots Nos. 13-A-6 and 13-A-7.

4.— Louis-Philippe Côté: Lot No. 13-A-87.

5.— Odilon Grevier: Lots Nos. 13-A-16, 13-A-17 and 13-A-96.

6.— Joseph Gaudreault: Un emplacement situé dans la ville de St-Joseph d'Alma mesurant 50 pds de front ou largeur de l'ouest à l'est, sur 100 pds de profondeur, étant maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de cadastre du canton Signal, comme étant la juste demie ouest du lot 14-A-37, du rang 9 de ce canton, avec bâtisses dessus construites, lequel terrain est ainsi borné: Au nord à la rue Harvey; au Sud, au lot 14-A-46, à l'Ouest au lot No 14-A-36 et à l'Est à la demie Est du lot dont il fait partie. Cet immeuble est aujourd'hui la propriété de la Caisse Populaire, de St-Joseph d'Alma.

7.— Johnny Gauthier: Un emplacement situé dans la ville de St-Joseph d'Alma, faisant partie des lots 13-A-35 et 13-A-36, du rang 9, au cadastre officiel du canton Signal, avec bâtisses dessus construites, mesurant 100 pds de l'ouest à l'est sur 40 pds du nord au sud, borné au sud, au reste du lot dont il fait partie et appartenant à J.-Arthur Ouellet ou représentants, au nord, au lot 13-A-47, à l'ouest à l'avenue Labrecque et à l'est au lot 13-A-34 rang 9, canton Signal.

8.— René Jean Adélar: Le lot No 16-51.

9.— Rémi Larouche: Le lot No 16-75.

10.— Henri Lapointe: Les lots Nos 18-A-85, 18-A-86 et 18-A-87.

11.— Georges Lavoie: Un emplacement situé dans la ville de St-Joseph d'Alma, mesurant 50 pds de largeur ou de front sur 100 pds de profondeur, lequel terrain est maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton Signal, comme étant la juste demie est du lot No 14-A-27 du rang 9 du dit canton, avec bâtisses érigées, lequel terrain est borné au sud à la rue Harvey, au nord au lot No 14-A-19, à l'est au lot No 14-A-26 et à l'ouest au reste du lot dont il fait partie.

12.— Paul Levasseur: Les 45 pds sud ou encore cette partie sud des lots 16-96 et 16-97 du rang 9 canton Signal, mesurant 45 pds du sud au nord sur la largeur de ces 2 lots et qui est borné au nord au reste des dits lots dont ils font partie, à l'est à une rue portant No 2, à l'ouest à la partie sud du lot 16-98 et au sud à une autre rue, le tout avec bâtisses y érigées.

13.— Paul Levasseur: Le lot No 16-58.

14.— Paul Levasseur: Le lot No 16-74.

15.— Arthur-Elie Maltais: Un emplacement situé dans la ville de St-Joseph d'Alma, mesurant 50 pds de largeur ou de l'est à l'ouest, sur 100 pds de profondeur ou du nord au sud, lequel terrain est maintenant connu et désigné au cadastre officiel du canton Signal comme étant la juste demie ouest du lot 14-A-29 du rang 9, canton Signal, lequel terrain est borné au nord au lot No 14-A-17, au sud à la rue Harvey, à l'ouest au lot 14-A-30 et à l'est à la juste demie est du lot dont il fait partie. La moitié indivise de l'immeuble ci-dessus appartient à Origène Maltais. Quant à l'autre moitié elle semble la propriété de Arthur Maltais.

16.— Damase Morissette: Un emplacement de forme irrégulière sur le côté nord-ouest de la rue St-Joseph, mesurant environ 60 pds de front sur la dite rue, sur environ 100 pds de profondeur, mesure anglaise, borné au sud-est à la rue St-Joseph, en profondeur, au nord-ouest partie au terrain de D. Néron ou représentants, et partie au terrain de Philippe Tremblay, au sud-ouest au terrain de John Bhérou ou représentants, et au nord-est au terrain de Gédéon Verreault ou représentants, lequel terrain fait partie du lot quinze-B.

17.— Chs-Edmond Néron: Le lot No 18-A-88.

18.— Johnny Ouellette: a) Un emplacement situé au Parc Central et comprenant la partie nord du lot No 16-96, mesurant 40 pds dans le sens de la rue et 50 pds dans l'autre sens, borné au nord, au lot No 16-78, à l'est ou vers l'est, au lot No 16-79, ou à la rue actuelle, vers le sud, à l'autre partie du lot dont elle fait partie, 16-96, et vers l'ouest au lot No 16-97;

b) Un terrain faisant partie du lot No 16-97, et l'immeuble ci-dessus, mesurant 40 pds vers l'est, et 50 pds vers le sud, et borné vers le nord au lot No 16-77, vers l'est au lot 16-96, vers le sud au lot 16-97 pour partie de ce dernier lot, et vers l'ouest au lot 16-98.

19.— Dame Eugène Perron: Un terrain faisant parties des lots 13-F-3 et P13a64, mesurant environ 31 pds au nord et autant au sud sur la profondeur qu'il y a à partir du chemin public, à se rendre à la

6.— Joseph Gaudreault: An emplacement située in the Town of St. Joseph d'Alma, measuring 50 feet in front or width from West to East, by 100 feet in depth, being now known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the township Signal, as being the exact West half of lot 14-A-37, of range 9 of the said township — with the buildings thereon erected, the said lot of land being bounded as follows: On the North by Harvey street; on the South, by lot 14-A-46, on the West by lot No. 14-A-36 and on the East by the East half of the lot of which it forms a part. The said property is now the property of the Caisse Populaire, of St. Joseph d'Alma.

7.— Johnny Gauthier: An emplacement située in the town of St. Joseph d'Alma, forming part of lots 13-A-35 and 13-A-36, of range 9 of the official cadastre for the township Signal — with buildings thereon erected, measuring 100 feet from West to East by 40 feet from North to South, bounded on the South by the residue of lot of which it forms a part and belonging to J.-Arthur Ouellet or representatives, on the North, by lot 13-A-47, on the West by Labrecque Avenue and on the East by lot 13-A-34 range 9, township Signal.

8.— René Jean Adélar: Lot 16-51.

9.— Rémi Larouche: Lot No. 16-75.

10.— Henri Lapointe: Lots Nos. 18-A-85, 18-A-86 and 18-A-87.

11.— Georges Lavoie: An emplacement située in the town of St. Joseph d'Alma, measuring 50 feet in width or in front by 100 feet in depth, the said lot of land is now known and designated on the official plan and in the book of reference of the township Signal, as being the exact East half of lot No. 14-A-27 of range 9 of the said township — with the buildings thereon erected, the said lot of land is bounded on the South by Harvey street, on the North by lot No. 14-A-19, on the East by lot No. 14-A-26 and on the West by the residue of the lot of which it forms a part.

12.— Paul Levasseur: The South 45 feet or rather that South part of lots 16-96 and 16-97 of range 9, township Signal, measuring 45 feet from South to North by the width of the said two lots and which is bounded on the North by the residue of the said lots of which they form a part, on the East a street bearing No. 2, on the West the South part of lot 16-98 and on the South by another street — the whole with buildings thereon erected.

13.— Paul Levasseur: Lot No. 16-58.

14.— Paul Levasseur: Lot No. 16-74.

15.— Arthur-Elie Maltais: An emplacement située in the Town of St. Joseph d'Alma, measuring 50 feet in width or from East to West, by 100 feet in depth or from North to South, the said lot of land is now known and designated on the official cadastre for the township Signal as being the exact West half of lot 14-A-29 of range 9, township Signal, the said lot of land is bounded on the North by lot No. 14-A-17, on the South by Harvey street, on the West by lot 14-A-30 and on the East by the exact East half of the lot of which it forms a part. The undivided half of the immovable above described belongs to Origène Maltais. As regards the other half it appears to be the property of Arthur Maltais.

16.— Damase Morissette: An emplacement of irregular figure on the North-West side of St. Joseph street, measuring about 60 feet in front on the said street, by about 100 feet in depth, English measure, bounded on the Southeast by St. Joseph street, in depth, on the Northwest partly by the land of D. Néron or representatives, and partly by the land of Philippe Tremblay, on the Southwest by the land of John Bhérou or representatives, and on the Northeast by the land of Gédéon Verreault or representatives, the said lot of land forms a part of lot fifteen-B.

17.— Chs-Edmond Néron: Lot No. 18-A-88.

18.— Johnny Ouellette: a) An emplacement située in "Parc Central" and comprising the North part of lot No. 16-96, measuring 40 feet in the same direction as the street and 50 feet in the other direction, bounded on the North, by lot 16-78, on the East or towards the East, by lot 16-79, or by the actual street, towards the South, by the other part of the lot of which it forms a part, 16-96, and towards the West by lot No. 16-97.

b) A lot of land forming part of lot No. 16-97, and the above immovable, measuring 40 feet towards the East, and 50 feet towards the South, and bounded towards the North by lot No. 16-77, towards the East by lot 16-96, towards the South by lot 16-97 on a part of this latter lot, and towards the West by lot 16-98.

19.— Dame Eugène Perron: A lot of land forming parts of lot 13-F-3 and P-13-A-64, measuring about 31 feet on the North and the same on the South, by whatever depth there may be from the

Petite Décharge, lequel emplacement est borné au nord à la Petite Décharge, au sud à la rue du Sacré-Cœur, à l'est au terrain de Dame Marie Tremblay, veuve d'Ernest Perron, et à l'ouest au terrain de feu René Harvey.

20.— Philippe Simard: Le lot No 16-83.

21.— Rosario Simard: Le lot No 16-115.

22.— Thomas Truchon: Un emplacement faisant partie du lot 12, mesurant 50 pds de front sur 100 pds de profondeur, borné au sud au chemin de front, à l'ouest au terrain d'Emile Tremblay, fils de Pamphile, et des deux autres côtés, au reste du lot dont il fait partie.

23.— Joseph-Henri Simard: Un lot faisant partie du lot 12, autrefois propriété de Joseph-David Simard.

Tous ces lots ou parties de lots désignés sous les numéros 1 à 23 inclusivement, font partie du rang 9 au cadastre officiel du canton Signal.

24.— Wellie Bergeron: Le lot No 4-76.

25.— Paul Levasseur: Le lot No 4-53.

26.— Edmour Tremblay: La juste demi est du lot 4-73, et borné à l'est par l'avenue Laurier, au nord à la rue Moreau, au sud au lot 4-80 et à l'ouest à la juste demie-ouest du lot dont elle fait partie.

27.— Dame Corinne Néron-Bouchard. Un terrain mesurant 52 pds et demi de largeur ou du nord au sud sur une profondeur de 80 pds et étant le demie est du lot No 3B6, et borné comme suit: au nord à l'emplacement de G.-E. Scullion, au sud à celui de Philippe Lavoie, à l'est au terrain de Jean Gagnon et à l'ouest au chemin voisin pour une partie et au résidu ouest du dit lot appartenant à l'acquéreur pour la balance ou l'autre partie.

28.— Zoël Néron: Un emplacement mesurant 52½ pds à l'ouest et à l'est sur 130 pds de longueur ou de l'est à l'ouest faisant partie du lot 3B6, et étant la juste demie nord du dit No 3b6, borné au nord au lot 3b5, au sud au reste du lot dont il fait partie, à l'ouest à la rue St-Joseph et à l'est au lot 3b27 et pour une petite partie au lot 3b26. Sauf à distraire du dit immeuble le terrain vendu par Zoël Néron à Dame Corinne Néron, épouse d'Emilien Bouchard par acte devant J.-A. Fortin, N.P., le 29 septembre 1944, enregistré le 4 octobre 1944, dans le Rég. A. Volume 64, No 41115.

29.— Joseph Tremblay Théophile: Un emplacement faisant partie du lot 4-79, mesurant 110 pds de l'ouest à l'est sur la profondeur ou largeur dudit lot dont il fait partie lequel terrain est ainsi borné: à l'ouest à une rue portant le No 4-70, à l'est au reste du lot dont il fait partie, au nord au lot 4-78 et au sud à cette partie de la Petite Décharge appelée "Petit Canal".

Tous ces lots ou parties de lots désignés sous les Nos 24 à 29 inclusivement font partie du cadastre officiel du canton Delisle, Ile d'Alma.

30.— Napoléon Boivin: Les lots Nos 190 à 197 inclusivement.

31.— David Guy: Le lot No 1-242.

32.— J.-E. Lapointe: Un emplacement situé dans la ville d'Alma, formé du lot 1-270 et du lot 1-271 de l'Ile No 1, lequel emplacement est borné comme suit: en front vers le nord à une rue, en profondeur au sud à la Petite Décharge, vers l'est à l'emplacement de Johnny Harvey et à l'ouest à celui de Mme Hyp. Côté ou représentants, lequel terrain est d'environ 100 pds de largeur sur la profondeur qu'il a de la rue en front jusqu'au bout de la profondeur à la Petite Décharge, mais à distraire un terrain vendu par J.-Ed. Lapointe à Henri Boivin par acte reçu devant J.-A. Gingras, N.P., 19 oct. 1939, enregistré le 22 octobre 1939 sous le No 36025.

Il s'agit de l'emplacement ici vendu par J.-E. Lapointe à Eugène Boivin et que ce dernier à lui-même revendu à la Caisse Populaire de St-Joseph d'Alma.

Les Nos 30, 31 et 32 font partie du canton Delisle, Ile No 1, Petite Décharge.

33.— Elphège Harvey: Le lot No 1A17.

34.— Joseph-Georges Marcoux: Le lot No 1A120.

35.— Paul Levasseur: Le lot No P1A18, cédé à Charles-Henri Laplante.

36.— Roméo Thivierge: Le lot No P1A, mesurant 50 pds par 100 pds, borné au nord au terrain de Paul Levasseur, au sud et à l'est au reste du lot dont il fait partie et à l'ouest à la route régionale.

Les Nos 33 à 36 inclusivement font parties du canton Labarre, rang Saguenay.

Tous ces immeubles seront vendus avec bâtisses dessus construites, et avec servitudes

public road to the "Petite Décharge", the said emplacement is bounded on the North by the "Petite Décharge", on the South by Sacré-Cœur street, on the East by the land of Dame Marie Tremblay, widow of Ernest Perron, and on the West by the land of the late René Harvey.

20.— Philippe Simard: Lot No. 16-83.

21.— Rosario Simard: Lot No. 16-115.

22.— Thomas Truchon: An emplacement forming part of lot 12, measuring 50 feet in front by 100 feet in depth, bounded on the South by the front road, on the West by the land of Emile Tremblay, son of Pamphile, and on the two other sides, by the residue of the lot of which it forms a part.

23.— Joseph-Henri Simard: A lot forming part of lot 12, heretofore the property of Joseph Simard David.

All the said lots or parts of lots designated under numbers 1 to 23 inclusively, form part of range 9 of the official cadastre for the township Signal.

24.— Wellie Bergeron: Lot No. 4-76.

25.— Paul Levasseur: Lot No. 4-53.

26.— Edmour Tremblay: The exact East half of lot 4-73, and bounded on the East by Laurier avenue, on the North by Moreau street, on the South by lot 4-80 and on the West by the exact West half of the lot of which it forms a part.

27.— Dame Corinne Néron-Bouchard: A lot of land measuring 52 and one half feet in width or from North to South, by a depth of 80 feet and being the East half of lot No. 3B6 and bounded as follows: on the North by the emplacement of C.-E. Scullion, on the South by that of Philippe Lavoie, on the East by the land of Jean Gagnon and on the West, by the adjoining road, for a part, and by the West residue of said lot, belonging to the purchaser for the balance or the other part.

28.— Zoël Néron: An emplacement measuring 52½ feet on the West and East by 130 feet in length or from East to West forming part of lot 3B6 and being the exact North half of said lot No. 3b6, bounded on the North by lot 3b5, on the South by the residue of the lot of which it forms part, on the West by St. Joseph street, and on the East by lot 3b27 and, for a small part, by lot 3b26. Save to be deducted from said immovable, the land sold by Zoël Néron to Dame Corinne Néron, wife of Emilien Bouchard, as per deed passed before J.-A. Fortin, N.P., on September 29th, 1944, registered October 4th, 1944, in Reg. A. Volume 64, No. 41115.

29.— Joseph Tremblay Théophile: An emplacement forming part of lot 4-79 measuring 110 feet from West to East, by the depth or width of said lot of which it forms part, said lot of land being thus bounded: on the West by a street bearing No. 4-70, on the East by the residue of the lot of which it forms part, on the North by lot 4-78 and on the South by that part of the "Petite Décharge" called "Petit Canal".

All these lots or parts of lots designated under Nos. 24 to 29 inclusively, form part of the official cadastre for the township of Delisle, Isle of Alma.

30.— Napoléon Boivin: Lots Nos. 190 to 197 inclusively.

31.— David Guy: Lot No. 1-242.

32.— J.-A. Lapointe: An emplacement situate in the town of Alma, formed of lot 1-270 and of lot 1-271 of Isle No. 1, said emplacement being bounded as follows: in front, on the North, by a street, in depth, on the South, by the "Petite Décharge", on the East by the emplacement of Johnny Harvey, and on the West by that of Mme Hyp. Côté or representatives, said land being about 100 feet in width by the depth existing from the street, in front to the end of the depth at the "Petite Décharge", but, to be deducted, a lot of land sold by J.-Ed. Lapointe to Henri Boivin, per deed passed before J.-A. Gingras N.P., on Oct. 19th, 1939, registered Oct. 22nd, 1939, under No. 36025.

This is the emplacement sold by J.-E. Lapointe to Eugène Boivin and that the latter himself resold to the "Caisse Populaire de St-Joseph d'Alma".

Nos. 30, 31 and 32 form part of the township Delisle, Isle No. 1, "Petite Décharge".

33.— Elphège Harvey: Lot No. 1A17.

34.— Joseph-Georges Marcoux: Lot No. 1A120.

35.— Paul Levasseur: Lot No. P1A18, assigned to Charles-Henri Laplante.

36.— Roméo Thivierge: Lot No. P1A, measuring 50 ft. by 100 ft, bounded on the North by the land of Paul Levasseur, on the South and East by the residue of the lot of which it forms part and on the West by the regional highway.

Lots Nos. 33 to 36 inclusively form part of township Labarre, Saguenay range.

All these immovables will be sold with buildings thereon erected and with active and passive

actives et passives les affectant, principalement aux droits de baignage et servitudes appartenant à Saguenay Power Co.

Le prix d'adjudication sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et autres dispositions de la loi de la Commission Municipale de Québec.

Donné à St-Joseph d'Alma, ce 17 avril 1945.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-L.-ROMÉO JOBIN.

9116-16-2-o

servitudes affecting same, notably flooding rights and servitudes belonging to Saguenay Power Co.

The adjudication price shall be payable immediately.

The sale shall be made, moreover, subject to right of redemption and other provisions of the Quebec Municipal Commission.

Given at St. Joseph d'Alma, this 17th of April, 1945.

J.-L.-ROMEO JOBIN,
Secretary Treasurer.

9116-16-2

VENTES PAR SHERIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

ABITIBI

Cour de magistrat — District d'Abitibi

N° 9274 } JOS. MAJEAU, de Belcourt, ver-
sus ADELARD DESPUTEAU,
du même lieu, à savoir:

Comme appartenant au défendeur les droits sur le lot de terre numéro cinquante-cinq (55) du rang un (1) du cadastre officiel pour le canton Carpentier, avec bâtiments y élevés, circonstances et dépendances, sera vendu à la porte de l'église paroissiale de Belcourt, JEUDI le VINGT-QUATRE MAI 1945, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Cabinet du Shérif, J.-U. DUMONT.
Amos, 17 avril 1945. 9120-16-2-o
[Première insertion, 21 avril 1945]

Cour de magistrat — District d'Abitibi

N° 9204 } LES AGENCES DE COLLEC-
TION DE L'ABITIBI INC.,
d'Amos, versus LAURENT THIBEAULT, de
Trécesson, à savoir:

Comme appartenant au défendeur les droits sur le lot de terre numéro quarante-sept (47) du Rang deux (2) du cadastre officiel pour le canton de Berry, avec bâtiments y élevés, circonstances et dépendances, sera vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Nazaire (Rivière Davy) MARDI le VINGT-DEUX MAI 1945, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Cabinet du Shérif, L.-U. DUMONT.
Amos, 16 avril 1945. 9119-16-2-o
(Première insertion, 21 avril 1945)

Cour de magistrat — District d'Abitibi

N° 9035 } LES AGENCES DE COLLEC-
TION DE L'ABITIBI INC.,
d'Amos, versus JOSEPH LANCTOT, de Roche-
beaucourt, à savoir:

Comme appartenant au défendeur les droits sur le lot de terre numéro dix-sept (17) du Rang six (6) du cadastre officiel pour le canton de Rochebeaucourt, avec bâtiments y élevés, circonstances et dépendances, sera vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Antoine de Padoue (Rochebeaucourt) MERCREDI le VINGT-TROIS MAI 1945, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Cabinet du Shérif, J.-U. DUMONT.
Amos, 16 avril 1945. 9118-16-2-o
(Première insertion, 21 avril 1945)

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Magistrates' Court — District of Abitibi

No. 9274 } JOS. MAJEAU, of Belcourt; ver-
sus ADELARD DESPUTEAU,
of the same place, to wit:

As belonging to the defendant, the rights on lot of land number fifty-five (55) of range one (1) on the official cadastre for the township of Carpentier with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, will be sold at the parochial church door of Belcourt, on THURSDAY, the TWENTY-FOURTH of MAY, 1945, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Amos April 17th, 1945. 9120-16-2
[First insertion, April 21st, 1945]

Magistrate's Court — District of Abitibi

No. 9204 } LES AGENCES DE COLLEC-
TION DE L'ABITIBI INC.,
of Amos; versus LAURENT THIBEAULT, of
Trécesson, to wit:

As belonging to the defendant the rights on lot of land number forty-seven (47) of Range two (2) on the official cadastre for the township of Berry — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies — will be sold at the parochial church door of St. Nazaire (Davy River), on TUESDAY, the TWENTY-SECOND of MAY, 1945, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, April 16th, 1945. 9119-16-2
(First insertion, April 21st, 1945)

Magistrate's Court — District of Abitibi

No. 9035 } LES AGENCES DE COLLEC-
TION DE L'ABITIBI INC.,
of Amos; versus JOSEPH LANCTOT, of Roche-
beaucourt, to wit:

As belonging to the defendant the rights on the lot of land number seventeen (17) of Range six (6) of the official cadastre for the township Rochebeaucourt — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, will be sold at the parochial church door of St-Antoine de Padoue (Rochebeaucourt) on WEDNESDAY the TWENTY-THIRD of MAY, 1945, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J.-U. DUMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, April 16th, 1945. 9118-16-2
(First insertion, April 21st, 1945)

QUÉBEC

Fieri Facias
Cour du Recorder

Québec, à savoir: } **L A CITÉ DE QUÉBEC;**
N° 119/44 } contre **CORTLAND FAGES,** militaire, de la cité de Québec, **CYRILLE F. FAGES,** militaire, autrefois de la cité de Québec, et actuellement dans l'armée canadienne en Angleterre, et **MARGUERITE FAGES,** épouse séparée de biens de **G. B. JONES,** médecin, tous deux de Londres, Angleterre, et le dit **G. B. JONES,** mis-en-cause pour autoriser et assister sa dite épouse, à savoir:

1° Partie du lot N° 2341-A-58 (deux mille trois cent quarante-et-un-A-cinquante huit— du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur de Québec, étant un emplacement borné au nord-est par le lot N° 2301-546, au sud-est par la cime du Côteau Ste-Geneviève, au sud-ouest par le lot N° 2341-A-57 et au nord-ouest par la partie du dit lot N° 2341-A-58 qui a été acquise par la Cité de Québec pour le raccordement de la rue Arago; mesurant 60 pieds de largeur par une profondeur irrégulière et contenant en superficie environ 8575 pieds, mesure anglaise, le tout sans garantie de mesure précise, circonstances et dépendances..

2° Les subdivisions Nos 5 et 8 (cinq et huit) du lot N° 2341-B (deux mille trois cent quarante-et-un-B) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur de Québec, étant des emplacements situés dans la dite paroisse, circonstances et dépendances.

3° Les subdivisions Nos 37 (trente-sept), 38 (trente-huit), 41 (quarante-et-un), 42 (quarante-deux), 45 (quarante-cinq), 46 (quarante-six), 80 (quatre-vingt), 81 (quatre-vingt-un), 118 (cent dix-huit), 119 (cent-dix-neuf), 124 (cent-vingt-quatre), 125 (cent vingt-cinq), 150 (cent cinquante), 1/2 sud de 151 (demi sud de cent cinquante-et-un), 229 (deux cent vingt-neuf), 230 (deux cent trente), 233 (deux cent trente-trois) et 234 (deux cent trente-quatre) du lot N° 2341-C (deux mille trois cent quarante-et-un-C) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur de Québec, étant des emplacements situés dans la dite paroisse, circonstances et dépendances.

La dite vente en justice est faite sujette à toutes les taxes municipales et scolaires consolidées suivant la loi et qui continueront de grever les dits immeubles en faveur de la Cité de Québec.

Pour être vendues "en bloc" à mon bureau en la cité de Québec, le VINGT-CINQUIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, L. LAPIERRE.
Québec, 18 avril 1945. 9121-16-2-0
[Première insertion, 21 avril 1945]
[Seconde insertion, 5 mai 1945]

TERREBONNE

Cour Supérieure

Canada, } **L'OFFICE DU CRE-**
Province de Québec, } **DIT AGRICOLE**
District de Terrebonne } **DU QUÉBEC,** corps
N° 8457 } politique incorporé
ayant son siège social à Québec, demandeur vs **ERNEST L. DOWD,** autrefois de Calumet, maintenant de Kilmar, Argenteuil, défendeur.

"Une certaine partie de terre connue et désignée au plan et livre de renvoi officiel du Can-

QUEBEC

Fieri Facias
Recorder's Court

Quebec, to wit: } **THE CITY OF QUE-**
No. 119/44 } **BEC;** against **COR-**
TLAND FAGES, military man, of the city of Quebec, **CYRILLE F. FAGES,** military man, heretofore of Quebec, and actually with the Canadian Army in England, and **MARGUERITE FAGES,** wife separate as to property of **G. B. JONES,** physician, both of London, England, and the said **G. B. JONES,** mis-en-cause to authorize and assist his said wife, to wit:

1. Part of lot No. 2341-A-58 (two thousand three hundred and forty-one-A-fifty-eight) of the official cadastre for the parish of St-Sauveur de Québec, being an emplacement bounded on the North-east by lot No. 2301-546, on the South-east by the summit of Ste-Geneviève Hill (Côteau Ste-Geneviève), on the Southwest by lot No. 2341-A-57 and on the Northwest by the part of said lot No. 2341-A-58 acquired by the City of Quebec for the joining of Arago street; measuring 60 feet in width by an irregular depth and containing a superficial area of about 8575 feet, English measure, the whole without warranty of exact measurement, circumstances and dependencies.

2. Subdivisions Nos 5 and 8 (five and eight) of lot No. 2341-B (two thousand three hundred and forty-one-B) of the official cadastre for the parish of St-Sauveur de Québec, being emplacements situate in the said parish, circumstances and dependencies.

3. Subdivisions Nos. 37 (thirty-seven), thirty-eight (thirty-eight), 41 (forty-one), 42 (forty-two), 45 (forty-five), 46 (forty-six), 80 (eighty), 81 (eighty-one), 118 (one hundred and eighteen), 119 (one hundred and nineteen), 124 (one hundred and twenty-four), 125 (one hundred and twenty-five), 150 (one hundred and fifty), 1/2 of 151 (South half of one hundred and fifty-one), 229 (two hundred and twenty-nine), 230 (two hundred and thirty), 233 (two hundred and thirty-three) and 234 (two hundred and thirty-four) of lot No. 2341-C (two thousand three hundred and forty-one-C) of the official cadastre for the parish of St-Sauveur de Québec, being emplacements situate in the said parish, circumstances and dependencies.

The said sale "en justice" is made subject to all consolidated municipal and school taxes according to law and which shall continue to encumber the said immovables in favour of the City of Quebec.

To be sold "en bloc" at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY-FIFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE, Sheriff.
Quebec, April 18th, 1945. 9121-16-2
[First insertion April 21, 1945]
[Second insertion May 5, 1945]

TERREBONNE

Superior Court

Canada, } **THE QUEBEC**
Province of Quebec } **FARM CREDIT**
District of Terrebonne } **BUREAU,** a politic in-
No. 8457 } corporated body having
its social place of business at Quebec, plaintiff vs **ERNEST L. DOWD** previously of Calumet, now living at Kilmar, Argenteuil County, defendant.

"A certain parcel of land known and designated on the official plan and in the book of re-

ton Grenville, comme étant les lots numéros quatorze lettre B, quinze lettre B, et quinze lettre C" dans le sixième rang dudit Canton 14B, 15B et 15C — R VI avec toutes les bâtisses dessus érigées.

"Une certaine partie de terre connue et désignée au plan et livre de renvoi officiel dudit Canton de Grenville comme étant les lots treize lettre B, treize lettre C, et treize lettre E dans le sixième rang dudit Canton, 13B, 13C, 13E, R VI, avec toutes les bâtisses dessus érigées.

"Une certaine partie de terre connue et désignée au plan et livre de renvoi officiel dudit Canton de Grenville, comme étant le lot numéro quinze lettre A dans le sixième rang dudit Canton 15A R VI.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Calumet, MERCREDI le DEUX MAI 1945 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

ALBERT FOURNELLE

Bureau du Shérif,
St-Jérôme, 24 mars 1945. 8951-13-2-0
[Première insertion, le 31 mars 1945]

ference of the township of Grenville as being lots number fourteen letter "B" fifteen letter "B" and fifteen letter "C" in the sixth range of the said township 14B, 15B et 15C R VI with all the buildings thereon erected;

"A certain parcel of land known and designated on official plan and in the book of reference of the said township of Grenville as being lots number thirteen letter "B" thirteen letter "C" and thirteen letter "E" in the sixth range of the said township 13B, 13C, 13E R. VI with all the buildings thereon erected;

"A certain parcel of land known and designated on the official plan in the book of reference of the said township of Grenville as being lot number fifteen letter "A" in the sixth range of the said township 15A R VI."

To be sold at the Catholic Church door at Calumet, WEDNESDAY the SECOND day of MAY 1945 at TWO o'clock in the afternoon.

ALBERT FOURNELLE,

Sheriff.

Sheriff's Office,
St. Jérôme, 24th March, 1945. 8951-13-2-0
[First insertion, 31th March 1945]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 16

ACTIONS EN SÉPARATIONS DE BIENS:

Desnoyers vs Bérubé.....	880
Tremblay vs Harvey.....	880

ARRÊTÉ EN CONSEIL:

1466 — Travailleurs en fourrure dans la cité de Québec.....	880
---	-----

ASSEMBLÉE:

Montréal Tramways Company.....	876
--------------------------------	-----

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

863

AVIS DIVERS:

Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 43, Inc. (Formation).....	879
D. & B. Textiles Limited (Directeurs)...	870
La Cie des Industries de Sherbrooke Limitée (Directeurs).....	878
La Société St-Jean-Baptiste de Rouyn et de Noranda Incorporée (Directeurs)...	878
La Société St-Jean-Baptiste de Rouyn et de Noranda Incorporée (Règlements).....	877
L'Association des Brasseries de la province de Québec — Quebec Brewers Association (Règlements).....	879
Popular Brands Ltd (Directeurs).....	878
Private Investments Limited (Distribution of assets).....	878
Rigaud, ville de (Règlement).....	877
St-Ambroise, paroisse de (Tirage d'obligations).....	880
Syndicat Catholique des Employés des Industries des Boîtes et des Sacs de Papier de Québec Inc. (Formation)...	879
Syndicat National des Employés de l'Aluminium de Shawinigan Falls, Incorporé (Nom changé).....	879

CHARTES — ABANDON DE:

Chas. A. Hewlings & Son Limited.....	884
--------------------------------------	-----

Index of the Quebec Official Gazette, No. 16

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Desnoyers vs Bérubé.....	880
Tremblay vs Harvey.....	880

ORDER IN COUNCIL:

1466 — Fur workers in the city of Quebec.....	880
---	-----

MEETING:

Montreal Tramways Company.....	876
--------------------------------	-----

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

863

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association Catholique des Institutrices Rurales du District No. 43, Inc. (Formation).....	879
D & B Textiles Limited (Directors).....	880
La Cie des Industries de Sherbrooke Limitée (Directors).....	878
La Société St-Jean-Baptiste de Rouyn et de Noranda Incorporée (Directors)...	878
La Société St-Jean-Baptiste de Rouyn et de Noranda Incorporée (By-laws)....	877
Quebec Brewers Association — L'Association des Brasseries de la province de Québec (By-laws).....	879
Popular Brands Ltd (Directors).....	879
Private Investments Limited (Distribution of assets).....	878
Rigaud, town of (By-law).....	877
St-Ambroise, parish of (Drawing of bonds).....	880
Syndicat Catholique des Employés des Industries des Boîtes et des Sacs de Papier de Québec Inc. (Formation)...	879
Syndicat National des Employés de l'Aluminium de Shawinigan Falls, Incorporated (Name changed).....	879

CHARTERS — SURRENDER OF:

Chas. A. Hewlings & Son Limited.....	884
--------------------------------------	-----

Circo Employees Securities Corporation.	882	+	Circo Employees Securities Corporation.	882
Harbour Estates Limited.	884	+	Harbour Estates Limited.	884
John Fenderson and Company.	884	+	John Fenderson and Company.	884
La Cie de Construction et Camionnage Limitée.	883		La Cie de Construction et Camionnage Limitée.	883
La Cie des Hôtels du Nord.	883		La Cie des Hôtels du Nord.	883
La Compagnie d'Immeubles Tougas & Tougas Limitée.	884	+	La Compagnie d'Immeubles Tougas & Tougas Limitée.	884
La Société de Construction de Montma- gny, Limitée.	883		La Société de Construction de Montma- gny, Limitée.	883
L'Association des Constructeurs des Can- tons de l'Est.	883		L'Association des Constructeurs des Can- tons de l'Est.	883
Le Club de Golf de Saint-Jérôme Limitée.	882		Le Club de Golf de Saint-Jérôme Limitée.	882
Legault Gold Mines Limited.	883		Legault Gold Mines Limited.	883
The Fannie Shoppe Ltd.	882		The Fannie Shoppe Ltd.	882
COMPAGNIE DISSOUE:			COMPANY DISSOLVED:	
Cadillac Exploration Limited.	885		Cadillac Exploration Limited.	885
DEMANDES À LA LÉGISLATURE:			APPLICATIONS TO LEGISLATURE:	
Magog, ville de.	885		Magog, town of.	885
St-Laurent, ville de.	885		St-Laurent, town of.	885
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:			DEPARTMENTAL NOTICES:	
AGRICULTURE:			AGRICULTURE:	
Société Coopérative Agricole de St-Bru- no de Kamouraska.	885		Société Coopérative Agricole de St-Bru- no de Kamouraska.	885
TRAVAIL:			LABOUR:	
Comité conjoint de la chapellerie pour hommes et garçons (Modification).	890		Joint committee of men's and boy's hat and cap industry (Amendment).	890
Comité paritaire des barbiers du district de St-François (Modification).	891		Joint committee of the barbers for the district of St. Francis (Amendment).	891
Le Syndicat des employés municipaux de la ville de Kénogami (Avis).	886		Le Syndicat des employés municipaux de la ville de Kénogami (Notice).	886
L'Union nationale du vêtement Inc. (Modification).	888		The National Clothing Workers Union Inc. (Amendment).	888
Métiers de barbier et doiffeur dans l'Île de Montréal, etc. (Erratum).	886		Barber and hairdresser trades in the Is- land of Montreal etc. (Erratum).	886
Rapport du conseil d'arbitrage re: Instit- uteurs et institutrices de langue fran- çaise de la Commission des Écoles Ca- tholiques de Montréal.	894		Report of the arbitration board re: French speaking teachers employed by the Montreal Catholic School Commission.	894
Rapport du conseil d'arbitrage re: Instit- uteurs et institutrices de langue an- glaise de la Commission des Écoles Catholiques de Montréal.	902		Report of the arbitration board re: En- glish speaking lay teachers employed by the Montreal Catholic School Commission.	902
TRÉSOR:			TREASURY:	
ASSURANCES:			INSURANCE:	
La Société d'Assurance des Caisses Popu- laires.	910		La Société d'Assurance des Caisses Po- pulaires.	910
LETTRES PATENTES:			LETTERS PATENT:	
Allied Sportswear Ltd.	864	+	Allied Sportswear Ltd.	864
Bristol Realty Co. Ltd.	865	+	Bristol Realty Co. Ltd.	865
Capri Gold Mines Ltd.	865	+	Capri Gold Mines Ltd.	865
Ceramic Sales (Québec) Limited.	865	+	Ceramic Sales (Quebec) Limited.	866
Coulonge Lumber Company, Limited.	866	+	Coulonge Lumber Company, Limited.	866
Desroches Limitée.	867	+	Desroches Limitée.	867
Duncan Furniture Manufacturing Co. Ltd.	867	+	Duncan Furniture Manufacturing Co. Ltd.	867
D & B Textiles Ltd.	867	+	D & B Textiles Ltd.	867
Éditions Roy Ltée.	868	+	Éditions Roy Ltée.	868
Galibert Leather Co. Ltd.	868	+	Galibert Leather Co. Ltd.	868
Horn's Restaurant Ltd.	869	+	Horn's Restaurant Ltd.	869
Inter-Cité Transport Limitée — Inter- City Transport Limited.	869	+	Inter-City Transport Limited — Inter- City Transport Limited.	869
Jillcraft Ltd.	870	+	Jillcraft Ltd.	870
Luxiana (Health) Ranch, Incorporated.	870	+	Luxiana (Health) Ranch, Incorporated.	870

Margolis Dress Co. Ltd.....	871	+	Margolis Dress Co. Ltd.....	871
Masin Realty Corp.....	871	+	Masin Realty Corp.....	871
National Import Ltd.....	872	+	National Import Ltd.....	872
Peninsula Construction Co. Ltd.....	872	+	Peninsula Construction Co. Ltd.....	872
Playtime Children's Sportswear Inc.....	872	+	Playtime Children's Sportswear Inc.....	872
Popular Brands Ltd.....	873	+	Popular Brands Ltd.....	873
Sandy's Inc.....	873	+	Sandy's Inc.....	873
Sport Fashions Incorporated.....	874	+	Sport Fashions Incorporated.....	874
Style Guild Inc.....	874	+	Style Guild Inc.....	874
Trudeau et Fils Ltée.....	874	+	Trudeau et Fils Ltée.....	874
Wells Construction Company Limited.....	875	+	Wells Construction Company Limited.....	875
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:		✓	SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:	
Air Force House Montreal.....	876	+	Air Force House Montreal.....	876
General Import Company.....	876	+	General Import Company.....	876
NOMINATIONS:			APPOINTMENTS:	
Diverses.....	910		Miscellaneous.....	910
SIÈGES SOCIAUX:		✓	HEAD OFFICES:	
Capri Gold Mines, Ltd.....	912	+	Capri Gold Mines, Ltd.....	912
Ceramic Sales (Québec) Limited.....	912	+	Ceramic Sales (Québec) Limited.....	912
Inter-Cité Transport Limitée — Inter-City Transport Limited.....	913		Inter-Cité Transport Limitée — Inter-City Transport Limited.....	913
Popular Brands Ltd.....	913	—	Popular Brands Ltd.....	913
Wells Construction Company Limited.....	913	—	Wells Construction Company Limited.....	913
VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:			SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:	
Canadian Pacific Express Company.....	913		Canadian Pacific Express Company.....	913
VENTES POUR TAXES:			SALES FOR TAXES:	
St-Fulgence, municipalité de.....	914		St-Fulgence, municipality of.....	914
St-Joseph d'Alma, munic. scolaire de la ville de.....	914		St-Joseph d'Alma, school munic. of the town of.....	914
VENTES PAR SHÉRIFS:			SHERIFFS' SALES:	
ABITIBI:			ABITIBI:	
Les Agences de Collection de l'Abitibi Inc. vs Lanctot.....	917		Les Agences de Collection de l'Abitibi Inc. vs Lanctôt.....	917
Les Agences de Collection de l'Abitibi Inc. vs Thibeault.....	917		Les Agences de Collection de l'Abitibi Inc. vs Thibeault.....	917
Majeau vs Desputeau.....	917		Majeau vs Desputeau.....	917
TERREBONNE:			TERREBONNE:	
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Dowd.....	918		The Quebec Farm Loan Board vs Dowd.....	918
QUÉBEC:			QUEBEC:	
Cité de Québec vs Fages et al.....	918		City of Quebec vs Fages and al.....	918
9134			9134	

